

N° 13-010-X au catalogue

# Revue trimestrielle des comptes économiques canadiens



Deuxième trimestre de 2009



Statistique  
Canada

Statistics  
Canada

Canada

## Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada :

- . indisponible pour toute période de référence
- .. indisponible pour une période de référence précise
- ... n'ayant pas lieu de figurer
- 0 zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
- 0<sup>s</sup> valeur arrondie à 0 (zéro) là où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
- P provisoire
- r révisé
- x confidentiel en vertu des dispositions de la *Loi sur la statistique*
- E à utiliser avec prudence
- F trop peu fiable pour être publié

## Comment obtenir d'autres renseignements

Pour toute demande de renseignements au sujet de ce produit ou sur l'ensemble des données et des services de Statistique Canada, visiter notre site Web à [www.statcan.gc.ca](http://www.statcan.gc.ca). Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel à [infostat@statcan.gc.ca](mailto:infostat@statcan.gc.ca) ou par téléphone entre 8h30 et 16h30 du lundi au vendredi aux numéros suivants :

### Numéros sans frais (Canada et États-Unis) :

Service de renseignements	1-800-263-1136
Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants	1-800-363-7629
Télécopieur	1-877-287-4369
Renseignements concernant le Programme des services de dépôt	1-800-635-7943
Télécopieur pour le Programme des services de dépôt	1-800-565-7757

### Centre de renseignements de Statistique Canada :

Télécopieur	1-613-951-8116
	1-613-951-0581

## Renseignements pour accéder au produit

Le produit n° 13-010-X au catalogue est disponible gratuitement sous format électronique. Pour obtenir un exemplaire, il suffit de visiter notre site Web à [www.statcan.gc.ca](http://www.statcan.gc.ca) et de choisir la rubrique Publications.

## Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle qui sont observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées sur le site [www.statcan.gc.ca](http://www.statcan.gc.ca) sous À propos de nous > Offrir des services aux Canadiens.

# Revue trimestrielle des comptes économiques canadiens

Deuxième trimestre de 2009

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2009

Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada, K1A 0T6.

## **Septembre 2009**

N° 13-010-X au catalogue, vol. 8, no 2

Périodicité : trimestrielle  
ISSN 1703-7573

## **Ottawa**

This publication is available in English upon request (Catalogue no. 13-010-X).

---

## **Note de reconnaissance**

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

**Produits et services connexes**[www.statcan.ca/cen](http://www.statcan.ca/cen)**PIB en termes de revenus et de dépenses**

Tableaux CANSIM	380-0001 à 380-0017, 380-0019 à 380-0035, 380-0037, 380-0056 à 380-0062, 382-0006, 384-0001, 384-0002, 384-0004 à 384-0013, et 384-0036
-----------------	---

## Publications :

Guide des comptes des revenus et dépenses	13-017-XWF
Revue des comptes économiques des provinces et territoires	13-016-XWF

Tableaux de données	13-019-XWF, 13-021-XWF, 13-018-XWF
---------------------	------------------------------------

**PIB par industrie**

Tableau CANSIM	379-0027
----------------	----------

## Publication :

Produit intérieur brut par industrie	15-001-XIF
--------------------------------------	------------

**Balance des paiements internationaux**

Tableaux CANSIM	376-0001 à 376-0036 et 376-0060 à 376-0061
-----------------	--

## Publication :

Balance des paiements internationaux du Canada	67-001-XIF
--	------------

**Flux financiers**

Tableaux CANSIM	378-0001, 378-0002
Tableaux de données	13-020-XWF

**Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre**

Tableaux CANSIM	383-0008 à 383-0015
-----------------	---------------------

## Publications :

Les comptes canadiens de productivité - Données	15-003-XIF
La revue canadienne de productivité	15-206-XIF

**Bilan des investissements internationaux**

Tableaux CANSIM	376-0037 à 376-0042 et 376-0051 à 376-0059
-----------------	--

## Publication :

Bilan des investissements internationaux du Canada	67-202-XIF
--	------------

**Comptes du bilan national**

Tableaux CANSIM	378-0003 à 378-0010, 378-0012 à 378-0014
-----------------	--

Tableaux de données	13-022-XWF
---------------------	------------

**Les nouveautés en matière des comptes économiques canadiens**

Publication :	13-605-XIF
---------------	------------

## Table des matières

<b>À propos de cette publication</b> .....	<b>7</b>
<b>Politique de révision</b> .....	<b>7</b>
<b>Révisions dans cette édition</b> .....	<b>7</b>
<b>Section A</b>	
<b>Aperçu</b> .....	<b>8</b>
<b>Section B</b>	
<b>PIB en termes de revenus et de dépenses</b> .....	<b>11</b>
Les dépenses de consommation progressent .....	11
La demande de logements augmente .....	11
La baisse dans l'investissement non résidentiel des entreprises s'atténue .....	11
Nouveau recul des stocks .....	11
Ralentissement de la baisse des importations .....	11
La baisse des exportations se poursuit .....	12
Les revenus à l'échelle de l'économie diminuent légèrement .....	12
Le taux d'épargne nationale diminue encore .....	12
Diminution du pouvoir d'achat .....	12
Augmentation des prix à l'échelle de l'économie pour la première fois en trois trimestres .....	12
<b>Section C</b>	
<b>PIB par industrie</b> .....	<b>18</b>
<b>Section D</b>	
<b>Balance des paiements internationaux</b> .....	<b>21</b>
Le solde des biens se détériore et enregistre son premier déficit depuis 1976 .....	21
Le déficit des services se rétrécit, tandis que celui du revenu de placements s'accroît .....	22
La demande étrangère d'obligations canadiennes alimente les entrées de capitaux .....	22
Les placements canadiens en titres étrangers ralentissent .....	23
L'investissement direct demeure modeste .....	24
Les réductions au chapitre des autres éléments du passif du Canada tempèrent les entrées totales de fonds .....	24
<b>Section E</b>	
<b>Comptes des flux financiers</b> .....	<b>27</b>
Particuliers et entreprises individuelles .....	28
Administrations publiques .....	28
Sociétés .....	28
Institutions financières .....	28
Non-résidents .....	29
<b>Section F</b>	
<b>Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'œuvre</b> .....	<b>35</b>
La productivité du travail aux États-Unis a distancé celle du Canada au deuxième trimestre de 2009 .....	36
La compétitivité des entreprises canadiennes a perdu du terrain au deuxième trimestre .....	37
Même repli de la production dans les deux pays au cours des deux dernières années, mais recul beaucoup plus important des heures aux États-Unis .....	37
Avec les révisions récentes aux États-Unis, l'écart de productivité demeure élevé, malgré une révision à la baisse en 2008 .....	38

## Section G

<b>Bilan des investissements internationaux</b> .....	<b>44</b>
La remontée du dollar canadien fait baisser davantage l'actif que le passif international .....	44
Le passif net de portefeuille s'élargit en ce qui a trait aux investissements des non-résidents dans des titres canadiens ..	44
L'actif net des investissements directs se rétrécit à la suite d'une réévaluation de l'actif .....	45
Le passif obligataire canadien progresse considérablement pendant le trimestre .....	45
L'appréciation du dollar canadien atténue les gains faits sur les marchés boursiers étrangers .....	45

## Section H

<b>Comptes du bilan national</b> .....	<b>47</b>
La valeur nette des ménages se redresse à la suite de progrès importants sur les marchés boursiers .....	47
La dette nette des administrations publiques continue d'augmenter .....	47
Le ratio d'endettement des sociétés baisse .....	48
La position financière des institutions financières et des investisseurs institutionnels s'améliore .....	48
Valeur nette nationale .....	48

## À propos de cette publication

Cette publication offre un aperçu des événements économiques présentés dans les comptes nationaux du Canada pour le plus récent trimestre. Cet aperçu couvre plusieurs grands thèmes : 1) le produit intérieur brut (PIB) en termes de revenus et de dépenses; 2) le PIB par industrie, 3) la balance des paiements internationaux; 4) les comptes des flux financiers 5) la productivité du travail et d'autres variables connexes; 6) le bilan des investissements internationaux et 7) les comptes du bilan national.

On y examine aussi les tendances trimestrielles des principaux agrégats du PIB sur le plan des revenus et des dépenses ainsi que les prix et le financement de l'activité économique selon le secteur institutionnel. Par ailleurs, on analyse le PIB par industrie pour le dernier mois du trimestre et pour l'ensemble du trimestre. On présente un résumé des opérations trimestrielles du Canada avec les non-résidents en ce qui a trait au commerce international, aux flux des revenus de placements, aux transferts et aux activités internationales d'investissement et de financement. Les mesures trimestrielles de la productivité devraient servir à l'analyse de la relation à court terme entre les variations dans la production, l'emploi, la rémunération et le nombre d'heures travaillées. Les bilans complets au niveau national fournissent des estimations de la richesse du Canada. On y trouve aussi le bilan financier du pays avec le reste du monde. L'aperçu comporte également des graphiques et plusieurs tableaux statistiques détaillés. Certains numéros comprennent des articles plus techniques dans lesquels on explique les méthodes des comptes nationaux ou on analyse un aspect particulier de l'économie.

Cette publication renferme les analyses détaillées, les graphiques et les tableaux statistiques qui, avant la parution du premier numéro, étaient diffusés dans *Le Quotidien* (n° 11-001-XIF au catalogue), sous les rubriques suivantes : Comptes économiques et financiers nationaux, Balance des paiements internationaux du Canada et Produit intérieur brut par industrie.

## Politique de révision

**PIB en termes de revenus et de dépenses, Balance des paiements internationaux, Comptes des flux financiers, Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre, Bilan des investissements internationaux, Comptes du bilan national :**

Les trimestres précédents de l'année sont révisés au moment de la publication des données du trimestre courant. Chaque année, lors de la publication des données du premier trimestre, les révisions sont apportées aux données des quatre années précédentes. Elles ne sont généralement pas révisées à nouveau, sauf lors de révisions historiques.

### **PIB par industrie :**

Les révisions sont attribuables à la mise à jour des données et/ou des divers projecteurs ainsi qu'à la désaisonnalisation suivant la procédure suivante: pour les données relatives aux mois de janvier à juin, la période de révision s'étend jusqu'au début de l'année précédente; pour juillet, la période de révision s'étend jusqu'en janvier de la cinquième année précédente; enfin, pour août à décembre, elle remonte à janvier de l'année courante. Occasionnellement, des révisions historiques ont lieu à la suite de modifications dans les concepts, les méthodologies ou la classification, la plus récente révision ayant eu lieu avec la publication des données du PIB de juillet 2002.

## Révisions dans cette édition

**PIB en termes de revenus et de dépenses, Balance des paiements internationaux, Comptes des flux financiers, Bilan des investissements internationaux, Comptes du bilan national :**

Lors de cette diffusion, les estimations ont été révisées jusqu'au premier trimestre de 2009.

### **PIB par industrie :**

Depuis la dernière diffusion de la *Revue trimestrielle des Comptes économiques canadiens*, les estimations ont été révisées jusqu'en janvier 2008.

**Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre :**

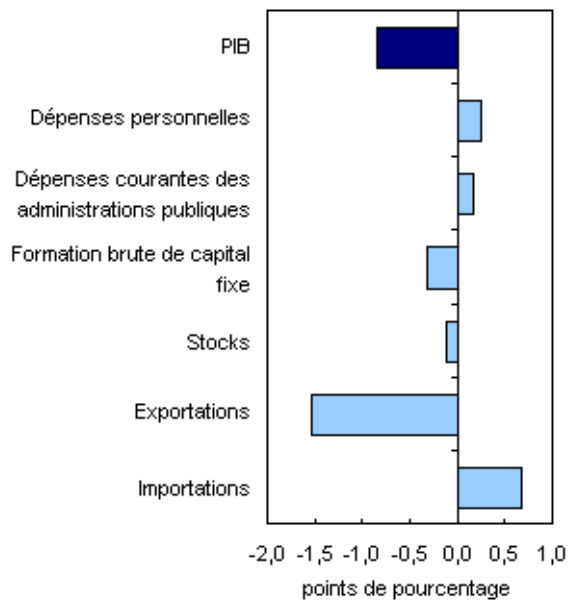
Les estimations canadiennes ont été révisées rétrospectivement jusqu'au premier trimestre de 2009 sur le plan agrégé et au premier trimestre de 2008 sur le plan industriel.

## Section A Aperçu

Deuxième trimestre de 2009 et juin 2009

Le produit intérieur brut (PIB) réel a augmenté de 0,1 % en juin, soit la première hausse mensuelle depuis juillet 2008. Pour l'ensemble du deuxième trimestre, le PIB réel a diminué de 0,9 %, soit un recul moins prononcé que celui de 1,6 % enregistré au trimestre précédent. La demande intérieure finale s'est accrue de 0,1 % durant le trimestre.

**Graphique A.1**  
**Contribution à la variation en pourcentage du produit intérieur brut (PIB) réel, deuxième trimestre de 2009**



**Tableau A.1**  
**Produit intérieur brut réel<sup>[1]</sup>**

	Variation	Variation annualisée	Variation d'une année à l'autre
	%		
Premier trimestre de 2008	-0,2	-0,7	1,7
Deuxième trimestre de 2008	0,1	0,3	0,7
Troisième trimestre de 2008	0,1	0,4	0,3
Quatrième trimestre de 2008	-0,9	-3,7	-1,0
Premier trimestre de 2009	-1,6	-6,1	-2,3
Deuxième trimestre de 2009	-0,9	-3,4	-3,2

1. La variation est le taux de croissance d'une période à l'autre. La variation annualisée est le taux de croissance composé annuel. La variation d'une année à l'autre est le taux de croissance d'un trimestre donné par rapport au même trimestre de l'année précédente.

Les achats plus importants de véhicules automobiles ont fait augmenter les dépenses des consommateurs au deuxième trimestre, tandis qu'une reprise dans la revente de maisons a stimulé l'activité sur le marché immobilier résidentiel. Les exportations de biens et de services ainsi que l'investissement des entreprises en machines et matériel ont tous les deux diminué, mais pas de façon aussi marquée qu'au premier trimestre.

La production des industries productrices de biens a continué à diminuer (-3,6 %), la fabrication et l'énergie ayant été les secteurs les plus durement touchés. Le secteur des services a inscrit une hausse de 0,3 %, après deux baisses trimestrielles consécutives, la production des agents et des courtiers immobiliers ayant contribué le plus à la hausse.

**Note aux lecteurs**

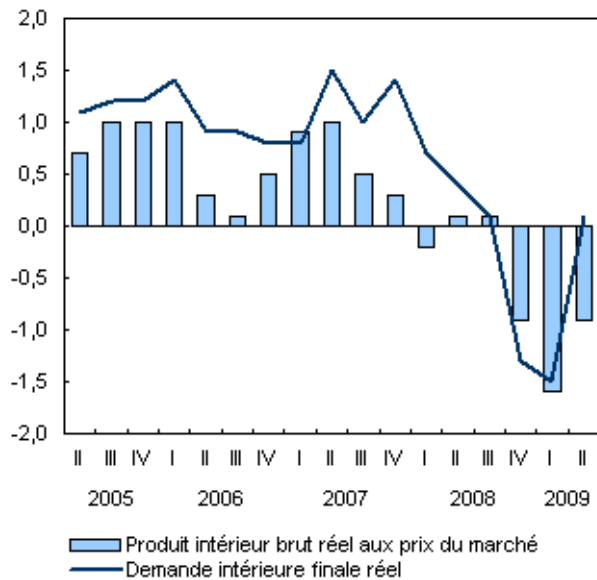
Les variations en pourcentage des statistiques relatives aux dépenses et des statistiques par industrie (telles que les dépenses personnelles, l'investissement, les exportations, les importations et la production) sont calculées à partir de mesures en volume, qui sont corrigées des effets des variations de prix. Les variations en pourcentage des statistiques relatives aux revenus (comme le revenu du travail, les bénéfices des sociétés et le revenu agricole) sont calculées d'après les valeurs nominales, c'est-à-dire non corrigées des effets de variation de prix.



Le PIB réel a diminué à un taux annualisé de 3,4 % au deuxième trimestre, comparativement à une baisse de 1,0 % de l'économie américaine.

**Graphique A.2**  
**La croissance de la demande intérieure finale dépasse celle du produit intérieur brut**

variation trimestrielle en %



**Tableau A.2 Indicateurs principaux des Comptes économiques canadiens[1]**

	Premier trimestre de 2008	Deuxième trimestre de 2008	Troisième trimestre de 2008	Quatrième trimestre de 2008	Premier trimestre de 2009	Deuxième trimestre de 2009	2007	2008
Désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars aux prix courants								
<b>PIB en termes de revenus et de dépenses</b>								
Rémunération des salariés	812 496	820 916	827 116	831 936	824 428	820 248	784 839	823 116
	1,6	1,0	0,8	0,6	-0,9	-0,5	5,6	4,9
Bénéfices des sociétés avant impôts	213 056	229 532	237 708	182 900	147 508	131 168	204 131	215 799
	2,8	7,7	3,6	-23,1	-19,4	-11,1	4,1	5,7
Intérêts et revenus divers de placements	76 572	85 660	86 136	77 568	65 720	66 492	71 847	81 484
	4,0	11,9	0,6	-9,9	-15,3	1,2	7,7	13,4
Revenu net des entreprises individuelles	93 516	95 500	97 860	98 108	96 000	97 540	90 407	96 246
	2,9	2,1	2,5	0,3	-2,1	1,6	4,4	6,5
Impôts moins subventions	164 368	166 016	166 464	163 220	159 916	161 516	166 443	165 017
	-2,8	1,0	0,3	-1,9	-2,0	1,0	3,7	-0,9
Revenu personnel disponible	938 832	948 596	955 512	960 852	953 256	958 648	897 562	950 948
	2,6	1,0	0,7	0,6	-0,8	0,6	5,3	5,9
Taux d'épargne personnelle[2]	3,3	3,4	3,1	4,9	4,5	4,5	2,5	3,7
	...	...	...	...	...	...	...	...
Désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars enchaînés (2002)								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	810 096	812 310	813 469	807 018	804 514	808 071	787 063	810 723
	0,6	0,3	0,1	-0,8	-0,3	0,4	4,6	3,0
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	261 546	264 477	264 462	266 084	267 477	269 574	254 740	264 142
	1,4	1,1	-0,0	0,6	0,5	0,8	3,3	3,7
Formation brute de capital fixe	318 328	318 118	318 616	305 999	286 570	282 381	312 482	315 265
	0,2	-0,1	0,2	-4,0	-6,3	-1,5	3,7	0,9
Investissement en stocks	9 362	14 466	14 872	10 386	-8 909	-10 548	15 006	12 272
	...	...	...	...	...	...	...	...
Exportations de biens et services	498 552	493 352	488 152	464 964	424 701	402 504	510 323	486 255
	-0,6	-1,0	-1,1	-4,8	-8,7	-5,2	1,1	-4,7
Importations de biens et services	585 633	589 968	584 824	547 196	483 871	473 282	572 078	576 905
	-1,2	0,7	-0,9	-6,4	-11,6	-2,2	5,8	0,8
<b>Produit intérieur brut aux prix du marché</b>	<b>1 323 013</b>	<b>1 324 093</b>	<b>1 325 452</b>	<b>1 312 880</b>	<b>1 292 424</b>	<b>1 281 390</b>	<b>1 315 907</b>	<b>1 321 360</b>
	-0,2	0,1	0,1	-0,9	-1,6	-0,9	2,5	0,4
Désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars enchaînés (2002)								
<b>PIB aux prix de base, par industrie</b>								
Industries productrices de biens	366 990	365 912	366 089	356 561	340 230	327 984	374 126	363 888
	-1,1	-0,3	0,0	-2,6	-4,6	-3,6	0,5	-2,7
Production industrielle	266 931	265 380	265 103	256 531	243 656	233 575	274 908	263 486
	-1,8	-0,6	-0,1	-3,2	-5,0	-4,1	0,2	-4,2
Secteur de l'énergie	83 934	82 555	83 175	82 395	80 833	77 424	85 827	83 015
	-1,1	-1,6	0,8	-0,9	-1,9	-4,2	1,0	-3,3
Fabrication	178 532	178 643	176 834	168 375	156 785	150 813	185 311	175 596
	-2,4	0,1	-1,0	-4,8	-6,9	-3,8	-0,9	-5,2
Fabrication de biens non durables	70 615	70 783	70 169	68 116	66 360	64 498	72 507	69 921
	-1,4	0,2	-0,9	-2,9	-2,6	-2,8	-1,8	-3,6
Fabrication de biens durables	108 182	108 116	106 908	100 374	90 271	86 106	113 149	105 895
	-3,1	-0,1	-1,1	-6,1	-10,1	-4,6	-0,3	-6,4
Construction	74 385	74 829	75 510	74 783	71 718	70 196	72 890	74 877
	1,2	0,6	0,9	-1,0	-4,1	-2,1	2,9	2,7
Industries productrices de services	862 031	864 963	867 347	863 544	859 388	861 696	846 591	864 471
	0,5	0,3	0,3	-0,4	-0,5	0,3	3,5	2,1
Commerce de gros	72 012	71 682	70 929	66 964	63 686	63 668	70 256	70 397
	-0,1	-0,5	-1,1	-5,6	-4,9	-0,0	5,5	0,2
Commerce de détail	74 486	74 979	75 154	73 848	73 139	73 292	72 391	74 617
	1,0	0,7	0,2	-1,7	-1,0	0,2	5,8	3,1
Transport et entreposage	56 917	57 069	56 921	56 112	55 020	54 551	56 624	56 755
	0,1	0,3	-0,3	-1,4	-1,9	-0,9	1,7	0,2
Finance, assurances, services immobiliers et de location	245 987	246 430	247 508	247 853	248 750	252 464	240 536	246 945
	0,8	0,2	0,4	0,1	0,4	1,5	4,0	2,7
Technologies de l'information et des communications	58 333	58 758	58 997	58 738	58 256	58 087	57 199	58 707
	0,5	0,7	0,4	-0,4	-0,8	-0,3	4,0	2,6

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

2. Taux actuel.

## Section B

### PIB en termes de revenus et de dépenses

Deuxième trimestre de 2009

#### Les dépenses de consommation progressent

Les dépenses de consommation en biens et services ont progressé de 0,4 %. L'augmentation des dépenses en biens durables (+1,5 %), plus particulièrement en véhicules automobiles, a contribué à la hausse notée au deuxième trimestre. Les dépenses plus élevées en services financiers, principalement sur les commissions liées aux transactions d'actions et d'obligations et sur les frais liés aux fonds communs de placement, ont contribué à la croissance des services (+0,4 %).

#### La demande de logements augmente

L'investissement en bâtiments résidentiels a augmenté de 1,7 % au deuxième trimestre, mettant fin à une série de cinq baisses trimestrielles consécutives. Les coûts de transfert de propriété liés à la revente de maisons ont fait un bond de 40 %. Ce rebond compense une baisse dans la valeur de la construction résidentielle neuve. La rénovation était aussi en hausse (+2,2 %), après avoir diminué pendant la majeure partie de 2008.

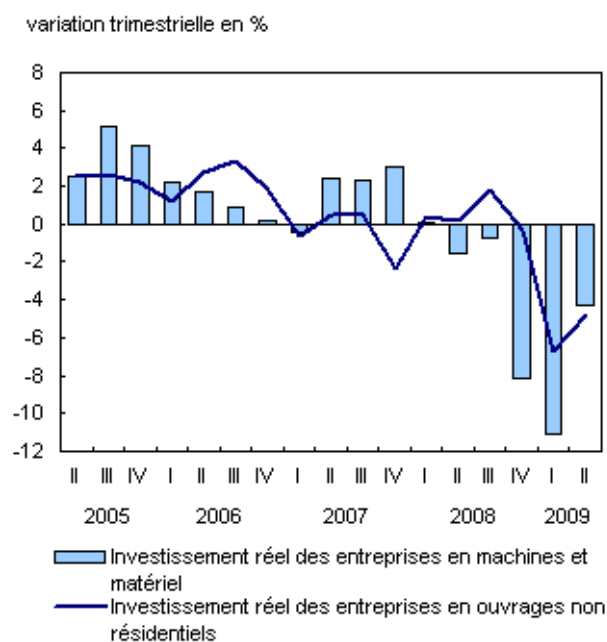
#### La baisse dans l'investissement non résidentiel des entreprises s'atténue

Les entreprises ont continué à réduire l'investissement en bâtiments et en ouvrages de génie. Toutefois, la baisse dans les ouvrages de génie au deuxième trimestre (-5,6 %) a été moins prononcée qu'au premier trimestre (-8,8 %).

L'investissement des entreprises a diminué dans presque toutes les catégories de machines et de matériel au deuxième trimestre. Les camions et le matériel de télécommunication ont fait exception, les entreprises ayant augmenté leurs dépenses pour les deux, après des baisses significatives au cours des deux trimestres précédents. Par conséquent, la diminution de 4,3 % des dépenses en machines et matériel n'a pas été aussi prononcée que la baisse de 11 % enregistrée au trimestre précédent.

L'investissement des administrations publiques en bâtiments et en ouvrages de génie s'est accru de 4,7 %, soit la 11<sup>e</sup> hausse trimestrielle consécutive.

**Graphique B.1**  
Recul de l'investissement en machines et en matériel moins prononcé



#### Nouveau recul des stocks

Les stocks ont diminué de façon marquée pour un deuxième trimestre consécutif. Les fabricants, les grossistes, les détaillants et les exploitants agricoles ont tous affiché des stocks plus faibles au deuxième trimestre.

Le ratio des stocks aux ventes pour l'ensemble de l'économie a affiché une légère hausse pour atteindre 0,79, soit l'équivalent de 72 jours de vente. Il s'agit du niveau le plus élevé inscrit depuis 1996.

#### Ralentissement de la baisse des importations

Les importations ont diminué de 2,2 % au deuxième trimestre. Il s'agit d'une quatrième baisse trimestrielle consécutive, mais elle n'a pas été aussi marquée que celles observées au cours des deux trimestres précédents. Ce sont les machines et le matériel, ainsi que les biens et matériaux industriels, qui ont contribué le plus au recul. Par ailleurs, des hausses modestes ont été enregistrées pour les produits automobiles, les «autres biens de consommation», de même que pour les produits de l'agriculture et de la pêche.

### **La baisse des exportations se poursuit**

Les exportations de biens et de services ont diminué de 5,2 % au deuxième trimestre, après avoir reculé de 8,7 % au premier trimestre. Les baisses ont touché la plupart des catégories de produits, plus particulièrement les machines et le matériel, les biens et matériaux industriels ainsi que les produits de l'énergie. Les exportations de services ont diminué de 0,3 %, après avoir accusé une baisse substantielle au premier trimestre.

### **Les revenus à l'échelle de l'économie diminuent légèrement**

Le PIB nominal a diminué de 0,6 % au cours du trimestre, ce qui constitue une baisse beaucoup moins marquée que celles notées au cours des deux trimestres précédents. Les bénéfices des sociétés se sont contractés de 11 %, soit le troisième recul trimestriel consécutif d'au moins 10 %. Comme au cours des deux trimestres précédents, des bénéfices plus faibles ont été enregistrés par les secteurs de l'énergie, des mines et de la finance. La rémunération des salariés a baissé de 0,5 %. La rémunération du secteur des entreprises a affiché une baisse de 1,1 %, tandis que celle du secteur des administrations publiques a augmenté de 1,3 %.

Le revenu personnel a légèrement augmenté après avoir diminué de 0,9 % au premier trimestre, en raison d'une hausse de 23 % des prestations d'assurance-emploi. Les dépenses des particuliers étaient à peu près inchangées par rapport au premier trimestre, une diminution des impôts sur le revenu des particuliers ayant contribué à compenser une hausse des dépenses personnelles en biens et services de consommation. Le taux d'épargne dans le secteur des particuliers s'est maintenu à 4,5 %.

### **Le taux d'épargne nationale diminue encore**

Le taux d'épargne nationale s'est établi à 4,4 %, soit le niveau le plus faible depuis 1994. L'épargne personnelle et l'épargne des entreprises ont augmenté légèrement au deuxième trimestre. L'épargne des administrations publiques (tous les niveaux combinés) a baissé pour un deuxième trimestre d'affilée, les revenus des administrations publiques ayant continué à diminuer.

### **Diminution du pouvoir d'achat**

Le revenu intérieur brut (RIB) réel, une mesure du pouvoir d'achat au Canada, a reculé de 0,5 % au deuxième trimestre. La baisse du RIB réel a été moins marquée que celle du PIB réel, les termes trimestriels de l'échange du Canada s'étant améliorés pour la première fois depuis le deuxième trimestre de 2008. Le RIB réel a diminué de 8,2 % par rapport au deuxième trimestre de 2008.

### **Augmentation des prix à l'échelle de l'économie pour la première fois en trois trimestres**

Les prix des biens et services produits au Canada ont augmenté de 0,3 %, après avoir diminué au cours des deux trimestres précédents. Si l'on exclut l'énergie, les prix ont augmenté de 0,7 %. Le prix de la demande intérieure finale était inchangé.

**Tableau B.1 Produit intérieur brut en termes de revenus, prix courants et variation trimestrielle en pourcentage**

	Premier trimestre de 2008	Deuxième trimestre de 2008	Troisième trimestre de 2008	Quatrième trimestre de 2008	Premier trimestre de 2009	Deuxième trimestre de 2009	2007	2008
Données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars[1]								
Rémunération des salariés	812 496 1,6	820 916 1,0	827 116 0,8	831 936 0,6	824 428 -0,9	820 248 -0,5	784 839 5,6	823 116 4,9
Bénéfices des sociétés avant impôts	213 056 2,8	229 532 7,7	237 708 3,6	182 900 -23,1	147 508 -19,4	131 168 -11,1	204 131 4,1	215 799 5,7
Bénéfices des entreprises publiques avant impôts	16 680 7,6	16 936 1,5	14 840 -12,4	13 844 -6,7	13 172 -4,9	12 492 -5,2	15 725 7,9	15 575 -1,0
Intérêts et revenus divers de placements	76 572 4,0	85 660 11,9	86 136 0,6	77 568 -9,9	65 720 -15,3	66 492 1,2	71 847 7,7	81 484 13,4
Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole	1 792 409,1	2 872 60,3	3 724 29,7	2 844 -23,6	208 -92,7	140 -32,7	433 ...	2 808 548,5
Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris	91 724 1,3	92 628 1,0	94 136 1,6	95 264 1,2	95 792 0,6	97 400 1,7	89 974 3,8	93 438 3,9
Ajustement de la valeur des stocks	-2 900 ...	-4 016 ...	-7 508 ...	-9 916 ...	1 624 ...	7 676 ...	2 947 ...	-6 085 ...
Impôts moins subventions, sur facteurs de production	69 892 1,2	70 752 1,2	70 892 0,2	69 832 -1,5	69 064 -1,1	69 156 0,1	67 948 5,0	70 342 3,5
<b>Produit intérieur net aux prix de base</b>	<b>1 279 312</b> <b>1,6</b>	<b>1 315 280</b> <b>2,8</b>	<b>1 327 044</b> <b>0,9</b>	<b>1 264 272</b> <b>-4,7</b>	<b>1 217 516</b> <b>-3,7</b>	<b>1 204 772</b> <b>-1,0</b>	<b>1 237 844</b> <b>5,9</b>	<b>1 296 477</b> <b>4,7</b>
Impôts moins subventions, sur produits	94 476 -5,6	95 264 0,8	95 572 0,3	93 388 -2,3	90 852 -2,7	92 360 1,7	98 495 2,9	94 675 -3,9
Provisions pour consommation de capital	202 836 1,6	206 036 1,6	209 120 1,5	212 088 1,4	214 440 1,1	216 920 1,2	195 712 5,6	207 520 6,0
Divergence statistique	2 048 ...	1 800 ...	932 ...	856 ...	-1 252 ...	-1 652 ...	893 ...	1 409 ...
<b>Produit intérieur brut aux prix du marché</b>	<b>1 578 672</b> <b>1,2</b>	<b>1 618 380</b> <b>2,5</b>	<b>1 632 668</b> <b>0,9</b>	<b>1 570 604</b> <b>-3,8</b>	<b>1 521 556</b> <b>-3,1</b>	<b>1 512 400</b> <b>-0,6</b>	<b>1 532 944</b> <b>5,8</b>	<b>1 600 081</b> <b>4,4</b>

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

**Tableau B.2 Produit intérieur brut en termes de dépenses, prix courants et variation trimestrielle en pourcentage**

	Premier trimestre de 2008	Deuxième trimestre de 2008	Troisième trimestre de 2008	Quatrième trimestre de 2008	Premier trimestre de 2009	Deuxième trimestre de 2009	2007	2008
Données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars[1]								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	882 504	891 924	901 228	889 132	887 052	892 596	850 921	891 197
	1,1	1,1	1,0	-1,3	-0,2	0,6	6,2	4,7
Biens durables	115 748	113 688	112 492	107 688	104 536	106 188	111 767	112 404
	2,1	-1,8	-1,1	-4,3	-2,9	1,6	5,8	0,6
Biens semi-durables	70 228	70 812	71 300	69 732	69 292	69 364	69 372	70 518
	-0,1	0,8	0,7	-2,2	-0,6	0,1	4,7	1,7
Biens non durables	212 296	217 196	221 988	214 368	213 400	212 896	204 088	216 462
	1,6	2,3	2,2	-3,4	-0,5	-0,2	5,3	6,1
Services	484 232	490 228	495 448	497 344	499 824	504 148	465 694	491 813
	0,8	1,2	1,1	0,4	0,5	0,9	6,9	5,6
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	306 468	312 704	315 356	320 148	323 688	328 512	294 776	313 669
	2,1	2,0	0,8	1,5	1,1	1,5	6,4	6,4
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	49 604	52 212	54 816	56 596	57 636	58 872	44 548	53 307
	6,6	5,3	5,0	3,2	1,8	2,1	9,8	19,7
Investissement des administrations publiques en stocks	136	-24	-92	96	-16	-24	15	29
Formation brute de capital fixe des entreprises	306 776	309 428	313 204	307 284	283 744	273 744	302 246	309 173
	0,4	0,9	1,2	-1,9	-7,7	-3,5	6,7	2,3
Bâtiments résidentiels	110 276	110 532	109 464	102 428	95 096	96 636	108 050	108 175
	-1,1	0,2	-1,0	-6,4	-7,2	1,6	10,1	0,1
Ouvrages non résidentiels et équipement	196 500	198 896	203 740	204 856	188 648	177 108	194 196	200 998
	1,4	1,2	2,4	0,5	-7,9	-6,1	4,8	3,5
Ouvrages non résidentiels	94 552	97 092	100 120	100 604	94 480	89 672	92 705	98 092
	1,9	2,7	3,1	0,5	-6,1	-5,1	8,7	5,8
Machines et matériel	101 948	101 804	103 620	104 252	94 168	87 436	101 491	102 906
	0,9	-0,1	1,8	0,6	-9,7	-7,1	1,5	1,4
Investissement des entreprises en stocks	2 968	10 908	13 396	7 660	-12 120	-15 400	11 391	8 733
	...	...	...	...	...	...	...	...
Non agricoles	2 920	9 564	9 952	5 224	-9 648	-12 324	12 493	6 915
	...	...	...	...	...	...	...	...
Agricultures	48	1 344	3 444	2 436	-2 472	-3 076	-1 102	1 818
	...	...	...	...	...	...	...	...
Exportations de biens et services	543 576	577 472	589 300	538 348	456 924	418 964	534 557	562 174
	5,2	6,2	2,0	-8,6	-15,1	-8,3	1,9	5,2
Biens	471 996	505 528	516 588	465 324	387 760	350 580	463 130	489 859
	6,0	7,1	2,2	-9,9	-16,7	-9,6	2,0	5,8
Services	71 580	71 944	72 712	73 024	69 164	68 384	71 427	72 315
	0,4	0,5	1,1	0,4	-5,3	-1,1	1,5	1,2
Moins : Importations de biens et services	511 312	534 444	553 612	547 800	476 600	446 512	504 618	536 792
	2,5	4,5	3,6	-1,0	-13,0	-6,3	3,5	6,4
Biens	419 960	440 628	460 104	451 260	384 688	357 444	415 228	442 988
	3,5	4,9	4,4	-1,9	-14,8	-7,1	2,7	6,7
Services	91 352	93 816	93 508	96 540	91 912	89 068	89 390	93 804
	-1,9	2,7	-0,3	3,2	-4,8	-3,1	7,2	4,9
Divergence statistique	-2 048	-1 800	-928	-860	1 248	1 648	-892	-1 409
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Produit intérieur brut aux prix du marché</b>	<b>1 578 672</b>	<b>1 618 380</b>	<b>1 632 668</b>	<b>1 570 604</b>	<b>1 521 556</b>	<b>1 512 400</b>	<b>1 532 944</b>	<b>1 600 081</b>
	1,2	2,5	0,9	-3,8	-3,1	-0,6	5,8	4,4
Demande intérieure finale	1 545 352	1 566 268	1 584 604	1 573 160	1 552 120	1 553 724	1 492 491	1 567 346
	1,3	1,4	1,2	-0,7	-1,3	0,1	6,4	5,0

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

**Tableau B.3 Produit intérieur brut réel en termes de dépenses, variation trimestrielle en pourcentage**

	Premier trimestre de 2008	Deuxième trimestre de 2008	Troisième trimestre de 2008	Quatrième trimestre de 2008	Premier trimestre de 2009	Deuxième trimestre de 2009	2007	2008
Données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars enchaînés (2002)[1]								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	810 096	812 310	813 469	807 018	804 514	808 071	787 063	810 723
	0,6	0,3	0,1	-0,8	-0,3	0,4	4,6	3,0
Biens durables	126 401	125 448	125 209	121 409	118 761	120 492	117 998	124 617
	3,9	-0,8	-0,2	-3,0	-2,2	1,5	7,6	5,6
Biens semi-durables	73 860	74 674	75 051	73 796	72 809	72 679	71 702	74 345
	1,3	1,1	0,5	-1,7	-1,3	-0,2	5,6	3,7
Biens non durables	176 338	176 707	176 629	176 022	176 653	176 958	173 793	176 424
	0,0	0,2	-0,0	-0,3	0,4	0,2	3,2	1,5
Services	436 470	438 327	439 424	437 839	437 620	439 505	425 494	438 015
	0,0	0,4	0,3	-0,4	-0,1	0,4	4,3	2,9
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	261 546	264 477	264 462	266 084	267 477	269 574	254 740	264 142
	1,4	1,1	-0,0	0,6	0,5	0,8	3,3	3,7
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	43 223	44 446	45 216	46 171	47 144	48 891	39 893	44 764
	4,4	2,8	1,7	2,1	2,1	3,7	6,0	12,2
Investissement des administrations publiques en stocks	116	-20	-76	80	-12	-20	14	25
Formation brute de capital fixe des entreprises	275 053	273 577	273 271	259 576	239 062	233 063	272 580	270 369
	-0,4	-0,5	-0,1	-5,0	-7,9	-2,5	3,4	-0,8
Bâtiments résidentiels	80 262	79 999	79 002	74 016	69 729	70 782	80 468	78 320
	-1,6	-0,3	-1,2	-6,3	-5,8	1,5	2,9	-2,7
Ouvrages non résidentiels et équipement	197 217	195 929	196 935	188 407	171 554	163 745	194 176	194 622
	0,2	-0,7	0,5	-4,3	-8,9	-4,6	3,7	0,2
Ouvrages non résidentiels	70 290	70 463	71 759	71 533	66 768	63 567	71 068	71 011
	0,4	0,2	1,8	-0,3	-6,7	-4,8	3,0	-0,1
Machines et matériel	129 118	127 192	126 248	116 080	103 152	98 710	124 092	124 660
	0,1	-1,5	-0,7	-8,1	-11,1	-4,3	4,4	0,5
Investissement des entreprises en stocks	9 223	14 487	14 959	10 293	-8 894	-10 526	14 990	12 241
	...	...	...	...	...	...	...	...
Non agricoles	5 995	10 315	8 575	4 584	-10 181	-11 024	14 054	7 367
	...	...	...	...	...	...	...	...
Agricultures	2 120	3 054	5 200	4 560	-21	-869	-159	3 734
	...	...	...	...	...	...	...	...
Exportations de biens et services	498 552	493 352	488 152	464 964	424 701	402 504	510 323	486 255
	-0,6	-1,0	-1,1	-4,8	-8,7	-5,2	1,1	-4,7
Biens	434 196	429 674	424 406	401 086	364 074	341 778	444 647	422 341
	-0,4	-1,0	-1,2	-5,5	-9,2	-6,1	1,3	-5,0
Services	64 350	63 673	63 783	64 048	60 719	60 559	65 688	63 964
	-1,4	-1,1	0,2	0,4	-5,2	-0,3	-0,2	-2,6
Moins : Importations de biens et services	585 633	589 968	584 824	547 196	483 871	473 282	572 078	576 905
	-1,2	0,7	-0,9	-6,4	-11,6	-2,2	5,8	0,8
Biens	485 731	490 845	488 852	455 381	396 795	386 682	475 278	480 202
	-0,5	1,1	-0,4	-6,8	-12,9	-2,5	5,4	1,0
Services	99 859	99 161	96 105	91 848	86 685	86 080	96 807	96 743
	-4,1	-0,7	-3,1	-4,4	-5,6	-0,7	7,4	-0,1
Divergence statistique	-1 716	-1 473	-753	-719	1 060	1 396	-765	-1 165
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Produit intérieur brut aux prix du marché</b>	<b>1 323 013</b>	<b>1 324 093</b>	<b>1 325 452</b>	<b>1 312 880</b>	<b>1 292 424</b>	<b>1 281 390</b>	<b>1 315 907</b>	<b>1 321 360</b>
	-0,2	0,1	0,1	-0,9	-1,6	-0,9	2,5	0,4
Demande intérieure finale	1 388 755	1 393 794	1 395 415	1 377 873	1 356 693	1 358 014	1 353 135	1 388 959
	0,7	0,4	0,1	-1,3	-1,5	0,1	4,1	2,6

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

**Tableau B.4 Produit intérieur brut réel en termes de dépenses, variation annualisée en pourcentage[1]**

	Premier trimestre de 2008	Deuxième trimestre de 2008	Troisième trimestre de 2008	Quatrième trimestre de 2008	Premier trimestre de 2009	Deuxième trimestre de 2009	2007	2008
Variation en pourcentage d'un trimestre à l'autre aux taux annuels, dollars enchaînés (2002)								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	2,5	1,1	0,6	-3,1	-1,2	1,8	4,6	3,0
Biens durables	16,7	-3,0	-0,8	-11,6	-8,4	6,0	7,6	5,6
Biens semi-durables	5,1	4,5	2,0	-6,5	-5,2	-0,7	5,6	3,7
Biens non durables	0,1	0,8	-0,2	-1,4	1,4	0,7	3,2	1,5
Services	0,1	1,7	1,0	-1,4	-0,2	1,7	4,3	2,9
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	5,7	4,6	-0,0	2,5	2,1	3,2	3,3	3,7
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	18,9	11,8	7,1	8,7	8,7	15,7	6,0	12,2
Investissement des administrations publiques en stocks[2]	104	-136	-56	156	-92	-8	47	11
Formation brute de capital fixe des entreprises	-1,7	-2,1	-0,4	-18,6	-28,1	-9,7	3,4	-0,8
Bâtiments résidentiels	-6,1	-1,3	-4,9	-23,0	-21,2	6,2	2,9	-2,7
Ouvrages non résidentiels et équipement	0,8	-2,6	2,1	-16,2	-31,3	-17,0	3,7	0,2
Ouvrages non résidentiels	1,5	1,0	7,6	-1,3	-24,1	-17,8	3,0	-0,1
Machines et matériel	0,2	-5,8	-2,9	-28,5	-37,6	-16,1	4,4	0,5
Investissement des entreprises en stocks[2]	-15 892	5 264	472	-4 666	-19 187	-1 632	2 868	-2 750
Non agricoles[2]	-17 489	4 320	-1 740	-3 991	-14 765	-843	2 818	-6 687
Agricoles[2]	1 751	934	2 146	-640	-4 581	-848	-62	3 893
Exportations de biens et services	-2,3	-4,1	-4,1	-17,7	-30,4	-19,3	1,1	-4,7
Biens	-1,8	-4,1	-4,8	-20,2	-32,1	-22,3	1,3	-5,0
Services	-5,6	-4,1	0,7	1,7	-19,2	-1,0	-0,2	-2,6
Moins : Importations de biens et services	-4,7	3,0	-3,4	-23,4	-38,9	-8,5	5,8	0,8
Biens	-2,1	4,3	-1,6	-24,7	-42,4	-9,8	5,4	1,0
Services	-15,6	-2,8	-11,8	-16,6	-20,7	-2,8	7,4	-0,1
Divergence statistique[2]	-625	243	720	34	1 779	336	-1 521	-401
<b>Produit intérieur brut aux prix du marché</b>	<b>-0,7</b>	<b>0,3</b>	<b>0,4</b>	<b>-3,7</b>	<b>-6,1</b>	<b>-3,4</b>	<b>2,5</b>	<b>0,4</b>
Demande intérieure finale	2,8	1,5	0,5	-4,9	-6,0	0,4	4,1	2,6

1. Variation en pourcentage d'un trimestre à l'autre, annualisée.

2. Variation en millions de dollars, aux taux annuels.

**Tableau B.5 Contribution à la variation en pourcentage du produit intérieur brut réel, en termes de dépenses[1]**

	Premier trimestre de 2008	Deuxième trimestre de 2008	Troisième trimestre de 2008	Quatrième trimestre de 2008	Premier trimestre de 2009	Deuxième trimestre de 2009	2007	2008
Calculées à partir de données désaisonnalisées, points de pourcentage								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	0,351	0,152	0,079	-0,443	-0,177	0,258	2,528	1,631
Biens durables	0,282	-0,054	-0,013	-0,211	-0,150	0,100	0,548	0,389
Biens semi-durables	0,056	0,048	0,022	-0,074	-0,060	-0,008	0,251	0,161
Biens non durables	0,002	0,028	-0,006	-0,047	0,049	0,024	0,435	0,202
Services	0,011	0,130	0,076	-0,112	-0,016	0,142	1,294	0,880
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	0,266	0,216	-0,001	0,121	0,108	0,167	0,640	0,700
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	0,132	0,089	0,057	0,072	0,076	0,139	0,168	0,356
Investissement des administrations publiques en stocks	0,008	-0,010	-0,004	0,012	-0,007	-0,001	0,004	0,001
Formation brute de capital fixe des entreprises	-0,085	-0,104	-0,021	-0,992	-1,562	-0,465	0,677	-0,162
Bâtiments résidentiels	-0,110	-0,023	-0,085	-0,429	-0,378	0,094	0,200	-0,187
Ouvrages non résidentiels et équipement	0,026	-0,081	0,063	-0,563	-1,184	-0,559	0,477	0,025
Ouvrages non résidentiels	0,022	0,015	0,110	-0,020	-0,432	-0,297	0,181	-0,006
Machines et matériel	0,004	-0,096	-0,047	-0,544	-0,752	-0,262	0,296	0,032
Investissement des entreprises en stocks	-1,002	0,330	0,028	-0,305	-1,281	-0,106	0,163	-0,228
Non agricoles	-1,107	0,272	-0,110	-0,261	-0,995	-0,058	0,184	-0,444
Agricoles	0,105	0,058	0,138	-0,045	-0,286	-0,049	-0,021	0,216
Exportations de biens et services	-0,196	-0,368	-0,382	-1,707	-2,889	-1,542	0,395	-1,623
Biens	-0,130	-0,321	-0,389	-1,726	-2,646	-1,530	0,403	-1,498
Services	-0,066	-0,048	0,008	0,019	-0,244	-0,012	-0,008	-0,125
Moins : Importations de biens et services	-0,386	0,241	-0,293	-2,292	-4,038	-0,670	1,924	0,231
Biens	-0,138	0,282	-0,113	-2,024	-3,688	-0,629	1,504	0,236
Services	-0,248	-0,041	-0,180	-0,268	-0,350	-0,042	0,421	-0,005
Divergence statistique	-0,047	0,018	0,054	0,003	0,136	0,026	-0,119	-0,030
<b>Produit intérieur brut aux prix du marché</b>	<b>-0,187</b>	<b>0,082</b>	<b>0,103</b>	<b>-0,949</b>	<b>-1,558</b>	<b>-0,854</b>	<b>2,531</b>	<b>0,414</b>
Demande intérieure finale	0,665	0,353	0,113	-1,242	-1,555	0,099	4,013	2,525

1. Les données en dollars enchaînés (2002) du tableau "Produit intérieur brut réel, en termes de dépenses, variation trimestrielle en pourcentage" ne s'additionnent pas. Les contributions à la variation en pourcentage du tableau ci-dessus peuvent s'additionner et fournissent une mesure de la composition de la croissance du PIB.



**Tableau B.6 Produit intérieur brut, indices implicites de prix en chaîne**

	Premier trimestre de 2008	Deuxième trimestre de 2008	Troisième trimestre de 2008	Quatrième trimestre de 2008	Premier trimestre de 2009	Deuxième trimestre de 2009	2007	2008
Calculés à partir de données désaisonnalisées, (2002 = 100)[1]								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	108,9 0,4	109,8 0,8	110,8 0,9	110,2 -0,5	110,3 0,1	110,5 0,2	108,1 1,6	109,9 1,7
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	117,2 0,8	118,2 0,9	119,2 0,8	120,3 0,9	121,0 0,6	121,9 0,7	115,7 3,0	118,7 2,6
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	114,8 2,1	117,5 2,4	121,2 3,1	122,6 1,2	122,3 -0,2	120,4 -1,6	111,7 3,6	119,0 6,6
Formation brute de capital fixe des entreprises	111,5 0,8	113,1 1,4	114,6 1,3	118,4 3,3	118,7 0,3	117,5 -1,0	110,9 3,2	114,4 3,2
Exportations de biens et services	109,0 5,8	117,1 7,4	120,7 3,1	115,8 -4,1	107,6 -7,1	104,1 -3,3	104,7 0,9	115,7 10,4
Importations de biens et services	87,3 3,7	90,6 3,8	94,7 4,5	100,1 5,7	98,5 -1,6	94,3 -4,3	88,3 -2,1	93,2 5,6
<b>Produit intérieur brut aux prix du marché</b>	<b>119,3</b> <b>1,4</b>	<b>122,2</b> <b>2,4</b>	<b>123,2</b> <b>0,8</b>	<b>119,6</b> <b>-2,9</b>	<b>117,7</b> <b>-1,6</b>	<b>118,0</b> <b>0,3</b>	<b>116,5</b> <b>3,1</b>	<b>121,1</b> <b>3,9</b>
Demande intérieure finale	111,3 0,6	112,4 1,0	113,6 1,1	114,2 0,5	114,4 0,2	114,4 0,0	110,3 2,2	112,9 2,3

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.

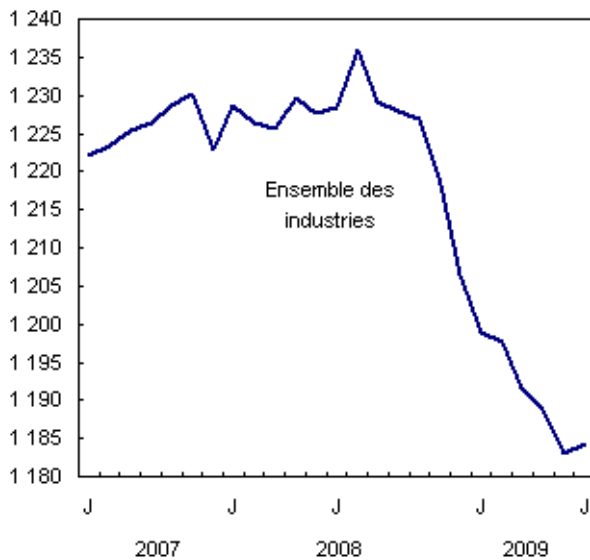
## Section C PIB par industrie

Juin 2009

Le PIB réel a augmenté de 0,1 % en juin, après 10 baisses mensuelles consécutives. En juin, la production des industries de services a augmenté de 0,4 %, soit la hausse la plus marquée depuis le début de l'année. Les industries productrices de biens ont enregistré une autre baisse (-0,6 %), quoique moins prononcée que celles observées au cours des sept mois précédents.

**Graphique C.1**  
**Le produit intérieur brut réel augmente légèrement en juin**

milliards de dollars enchainés (2002)



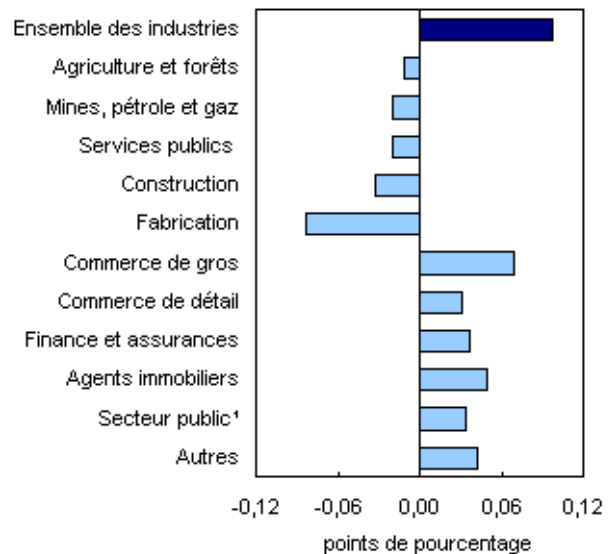
Les secteurs de l'extraction pétrolière et gazière, du commerce de gros ainsi que des agents et courtiers immobiliers ont contribué le plus à la croissance du PIB. Les activités du commerce de détail, de la finance et de l'administration publique ont également augmenté. Par contre, les baisses du secteur de l'extraction de minerais métalliques, de la fabrication, et, dans une moindre mesure, de la construction ont fait contrepoind.

Après trois baisses mensuelles consécutives, l'extraction pétrolière et gazière a augmenté de 1,3 % en juin, les deux composantes étant en hausse. L'extraction de minerais métalliques, particulièrement celle dans les mines de cuivre, de nickel, de plomb et de zinc (-33 %), s'est cependant fortement contractée principalement en raison de fermetures temporaires attribuables à la faiblesse de la demande et à des travaux d'entretien.

Le volume des activités dans le commerce de gros a augmenté de 1,3 % en juin, la plupart des grossistes ayant enregistré une hausse. La valeur ajoutée dans le commerce de détail a augmenté de 0,5 % en juin, suivant un résultat identique en mai.

En juin, le secteur de la fabrication a baissé de 0,7 %, 14 des 21 grands groupes ayant diminué. La fabrication de biens durables s'est repliée de 1,4 %, tandis que celle des biens non durables a progressé de 0,1 %. La production et la transformation de métaux non ferreux (sauf l'aluminium) a fortement diminué (-20 %), principalement en raison de fermetures temporaires d'usines liées à une baisse de la demande.

**Graphique C.2**  
**Contribution des principaux secteurs industriels au taux de variation du PIB réel, juin 2009**



1. L'éducation, la santé et les administrations publiques.

Le marché de la revente de maisons a encore une fois fortement progressé, ce qui s'est traduit par une augmentation de 8,3 % des activités des agents et des courtiers immobiliers. Le secteur de la construction a cependant reculé de 0,5 % en juin. Ce repli a été principalement attribuable à une baisse importante de 1,5 % de la construction de bâtiments résidentiels.

**Tableau C.1 Produit intérieur brut réel par industrie, aux prix de base, mensuel[1]**

	Novembre 2008	Décembre 2008	Janvier 2009	Février 2009	Mars 2009	Avril 2009	Mai 2009	Jun 2009
Désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars enchaînés (2002)								
<b>Ensemble des industries</b>	<b>1 218 438</b>	<b>1 206 541</b>	<b>1 198 862</b>	<b>1 197 693</b>	<b>1 191 569</b>	<b>1 188 753</b>	<b>1 183 105</b>	<b>1 184 255</b>
	-0,7	-1,0	-0,6	-0,1	-0,5	-0,2	-0,5	0,1
<b>Industries productrices de biens</b>	<b>357 054</b>	<b>349 900</b>	<b>343 718</b>	<b>341 331</b>	<b>335 641</b>	<b>332 037</b>	<b>326 889</b>	<b>325 026</b>
	-1,6	-2,0	-1,8	-0,7	-1,7	-1,1	-1,6	-0,6
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	25 921	25 817	25 916	25 879	25 621	25 545	25 290	25 115
	0,2	-0,4	0,4	-0,1	-1,0	-0,3	-1,0	-0,7
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	55 047	54 310	54 001	53 654	51 875	51 071	49 972	49 840
	-0,8	-1,3	-0,6	-0,6	-3,3	-1,5	-2,2	-0,3
Services publics	30 542	30 380	30 341	30 051	30 120	29 847	29 752	29 520
	-1,5	-0,5	-0,1	-1,0	0,2	-0,9	-0,3	-0,8
Construction	75 059	73 576	72 241	71 836	71 077	70 674	70 143	69 772
	-0,9	-2,0	-1,8	-0,6	-1,1	-0,6	-0,8	-0,5
Fabrication	168 523	163 538	158 359	157 058	154 939	153 133	150 204	149 102
	-2,6	-3,0	-3,2	-0,8	-1,3	-1,2	-1,9	-0,7
<b>Industries productrices de services</b>	<b>864 161</b>	<b>859 696</b>	<b>858 507</b>	<b>859 891</b>	<b>859 766</b>	<b>860 778</b>	<b>860 556</b>	<b>863 753</b>
	-0,3	-0,5	-0,1	0,2	-0,0	0,1	-0,0	0,4
Commerce de gros	67 024	65 254	63 926	63 782	63 350	63 483	63 339	64 182
	-2,3	-2,6	-2,0	-0,2	-0,7	0,2	-0,2	1,3
Commerce de détail	74 370	72 318	73 106	73 018	73 292	72 920	73 289	73 667
	-0,6	-2,8	1,1	-0,1	0,4	-0,5	0,5	0,5
Transport et entreposage	56 240	55 474	54 991	55 198	54 872	54 803	54 282	54 568
	-0,7	-1,4	-0,9	0,4	-0,6	-0,1	-1,0	0,5
Industrie de l'information et industrie culturelle	45 386	45 318	45 481	45 415	45 381	45 318	45 232	45 130
	-0,1	-0,1	0,4	-0,1	-0,1	-0,1	-0,2	-0,2
Intermédiaires financiers, assurances et services immobiliers	247 543	247 807	247 666	248 737	249 848	251 386	252 265	253 742
	-0,3	0,1	-0,1	0,4	0,4	0,6	0,3	0,6
Services professionnels, scientifiques et techniques	58 763	58 540	58 462	58 480	58 252	58 218	58 048	57 954
	-0,0	-0,4	-0,1	0,0	-0,4	-0,1	-0,3	-0,2
Services administratifs et gestion des déchets	30 887	30 759	30 710	30 542	30 183	30 022	29 803	29 671
	-0,3	-0,4	-0,2	-0,5	-1,2	-0,5	-0,7	-0,4
Services d'enseignement	60 896	61 092	61 113	61 251	61 214	61 190	61 218	61 304
	0,0	0,3	0,0	0,2	-0,1	-0,0	0,0	0,1
Soins de santé et assistance sociale	80 334	80 598	80 493	80 646	80 774	80 843	80 991	81 181
	0,5	0,3	-0,1	0,2	0,2	0,1	0,2	0,2
Arts, spectacles et loisirs	11 838	11 768	11 897	11 951	11 851	11 939	11 612	11 704
	-0,1	-0,6	1,1	0,5	-0,8	0,7	-2,7	0,8
Hébergement et services de restauration	27 706	27 469	27 355	27 550	27 363	27 203	26 972	27 032
	0,2	-0,9	-0,4	0,7	-0,7	-0,6	-0,8	0,2
Autres services, sauf les administrations publiques	32 834	32 848	32 872	32 888	32 896	32 868	32 831	32 842
	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	-0,1	-0,1	0,0
Administrations publiques	70 457	70 568	70 550	70 568	70 654	70 782	70 889	71 020
	0,2	0,2	-0,0	0,0	0,1	0,2	0,2	0,2
<b>Autres agrégations</b>								
Production industrielle	256 712	251 257	246 462	244 559	239 946	236 889	232 584	231 253
	-1,9	-2,1	-1,9	-0,8	-1,9	-1,3	-1,8	-0,6
Fabrication de biens non durables	67 965	67 340	66 838	66 420	65 821	64 437	64 509	64 547
	-1,6	-0,9	-0,7	-0,6	-0,9	-2,1	0,1	0,1
Fabrication de biens durables	100 693	96 204	91 381	90 488	88 944	88 579	85 462	84 277
	-3,4	-4,5	-5,0	-1,0	-1,7	-0,4	-3,5	-1,4
Secteur des entreprises	1 017 141	1 004 697	997 012	995 622	989 443	986 456	980 637	981 479
	-0,9	-1,2	-0,8	-0,1	-0,6	-0,3	-0,6	0,1
Secteur non commercial	201 340	201 933	201 957	202 184	202 254	202 434	202 620	202 930
	0,2	0,3	0,0	0,1	0,0	0,1	0,1	0,2
Secteur des TIC, total	58 606	58 606	58 278	58 356	58 135	58 173	58 002	58 086
	-0,7	0,0	-0,6	0,1	-0,4	0,1	-0,3	0,1
Secteur de l'énergie	82 444	81 597	81 556	81 560	79 383	78 057	76 769	77 445
	-0,8	-1,0	-0,1	0,0	-2,7	-1,7	-1,7	0,9

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée au taux annuel. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage, au taux mensuel.

**Tableau C.2 Produit intérieur brut réel par industrie, aux prix de base, trimestriel et annuel[1]**

	Premier trimestre de 2008	Deuxième trimestre de 2008	Troisième trimestre de 2008	Quatrième trimestre de 2008	Premier trimestre de 2009	Deuxième trimestre de 2009	2007	2008
Désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars enchaînés (2002)								
<b>Industries productrices de biens</b>	<b>366 990</b>	<b>365 912</b>	<b>366 089</b>	<b>356 561</b>	<b>340 230</b>	<b>327 984</b>	<b>374 126</b>	<b>363 888</b>
	-1,1	-0,3	0,0	-2,6	-4,6	-3,6	0,5	-2,7
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	25 980	26 107	25 825	25 870	25 805	25 317	26 478	25 945
	-0,9	0,5	-1,1	0,2	-0,2	-1,9	-4,2	-2,0
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	55 691	54 918	55 687	54 955	53 177	50 294	57 288	55 313
	-1,0	-1,4	1,4	-1,3	-3,2	-5,4	1,0	-3,4
Services publics	31 594	31 185	31 116	30 645	30 171	29 706	31 344	31 135
	-1,1	-1,3	-0,2	-1,5	-1,5	-1,5	3,9	-0,7
Construction	74 385	74 829	75 510	74 783	71 718	70 196	72 890	74 877
	1,2	0,6	0,9	-1,0	-4,1	-2,1	2,9	2,7
Fabrication	178 532	178 643	176 834	168 375	156 785	150 813	185 311	175 596
	-2,4	0,1	-1,0	-4,8	-6,9	-3,8	-0,9	-5,2
<b>Industries productrices de services</b>	<b>862 031</b>	<b>864 963</b>	<b>867 347</b>	<b>863 544</b>	<b>859 388</b>	<b>861 696</b>	<b>846 591</b>	<b>864 471</b>
	0,5	0,3	0,3	-0,4	-0,5	0,3	3,5	2,1
Commerce de gros	72 012	71 682	70 929	66 964	63 686	63 668	70 256	70 397
	-0,1	-0,5	-1,1	-5,6	-4,9	-0,0	5,5	0,2
Commerce de détail	74 486	74 979	75 154	73 848	73 139	73 292	72 391	74 617
	1,0	0,7	0,2	-1,7	-1,0	0,2	5,8	3,1
Transport et entreposage	56 917	57 069	56 921	56 112	55 020	54 551	56 624	56 755
	0,1	0,3	-0,3	-1,4	-1,9	-0,9	1,7	0,2
Industrie de l'information et industrie culturelle	44 755	44 985	45 331	45 372	45 426	45 227	44 349	45 111
	-0,3	0,5	0,8	0,1	0,1	-0,4	2,6	1,7
Intermédiaires financiers, assurances et services immobiliers	245 987	246 430	247 508	247 853	248 750	252 464	240 536	246 945
	0,8	0,2	0,4	0,1	0,4	1,5	4,0	2,7
Services professionnels, scientifiques et techniques	58 296	58 362	58 669	58 698	58 398	58 073	57 874	58 506
	0,0	0,1	0,5	0,0	-0,5	-0,6	3,4	1,1
Services administratifs et gestion des déchets	31 260	31 208	31 097	30 871	30 478	29 832	30 948	31 109
	0,0	-0,2	-0,4	-0,7	-1,3	-2,1	3,2	0,5
Services d'enseignement	59 974	60 366	60 667	60 959	61 193	61 237	58 863	60 492
	0,6	0,7	0,5	0,5	0,4	0,1	3,1	2,8
Soins de santé et assistance sociale	78 358	78 875	79 468	80 283	80 638	81 005	77 035	79 246
	0,6	0,7	0,8	1,0	0,4	0,5	2,8	2,9
Arts, spectacles et loisirs	11 621	11 736	11 745	11 819	11 900	11 752	11 716	11 730
	-1,1	1,0	0,1	0,6	0,7	-1,2	2,3	0,1
Hébergement et services de restauration	27 782	27 925	27 682	27 612	27 423	27 069	27 146	27 750
	0,5	0,5	-0,9	-0,3	-0,7	-1,3	1,7	2,2
Autres services, sauf les administrations publiques	32 187	32 407	32 650	32 827	32 885	32 847	31 542	32 518
	0,7	0,7	0,8	0,5	0,2	-0,1	3,2	3,1
Administrations publiques	68 586	69 112	69 691	70 452	70 591	70 897	67 463	69 460
	0,8	0,8	0,8	1,1	0,2	0,4	2,0	3,0
<b>Autres agrégations</b>								
Production industrielle	266 931	265 380	265 103	256 531	243 656	233 575	274 908	263 486
	-1,8	-0,6	-0,1	-3,2	-5,0	-4,1	0,2	-4,2
Fabrication de biens non durables	70 615	70 783	70 169	68 116	66 360	64 498	72 507	69 921
	-1,4	0,2	-0,9	-2,9	-2,6	-2,8	-1,8	-3,6
Fabrication de biens durables	108 182	108 116	106 908	100 374	90 271	86 106	113 149	105 895
	-3,1	-0,1	-1,1	-6,1	-10,1	-4,6	-0,3	-6,4
Secteur des entreprises	1 029 705	1 029 986	1 031 184	1 015 947	994 026	982 857	1 025 436	1 026 706
	-0,2	0,0	0,1	-1,5	-2,2	-1,1	2,5	0,1
Secteur non commercial	197 112	198 570	199 890	201 419	202 132	202 661	193 838	199 248
	0,7	0,7	0,7	0,8	0,4	0,3	2,6	2,8
Secteur des TIC, total	58 333	58 758	58 997	58 738	58 256	58 087	57 199	58 707
	0,5	0,7	0,4	-0,4	-0,8	-0,3	4,0	2,6
Secteur de l'énergie	83 934	82 555	83 175	82 395	80 833	77 424	85 827	83 015
	-1,1	-1,6	0,8	-0,9	-1,9	-4,2	1,0	-3,3

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

## Section D

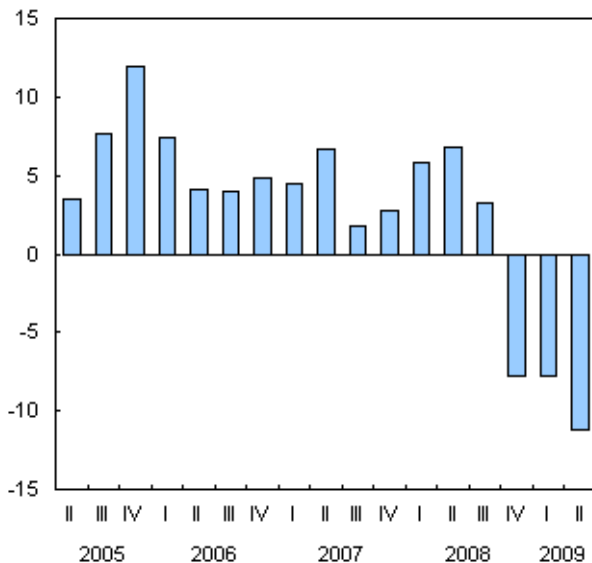
### Balance des paiements internationaux

Deuxième trimestre de 2009

Le déficit global du compte courant du Canada au deuxième trimestre de 2009 s'est accru pour atteindre 11,2 milliards de dollars. Le commerce international des biens a affiché son premier déficit trimestriel en plus de 30 ans. Il s'agit aussi du troisième déficit trimestriel du compte courant depuis le ralentissement de l'économie canadienne au quatrième trimestre de 2008.

**Graphique D.1**  
**Le déficit du compte courant s'élargi**

milliards de dollars, données désaisonnalisées



Dans le compte capital et financier (non désaisonnalisé), les emprunts nets de l'étranger se sont poursuivis. En particulier, les investissements transfrontaliers en valeurs mobilières ont donné lieu à d'importantes entrées de fonds au Canada au cours du deuxième trimestre de 2009.

Cette activité a été largement attribuable à un bond des nouvelles émissions d'obligations canadiennes achetées par les investisseurs étrangers.

### Compte courant

#### Le solde des biens se détériore et enregistre son premier déficit depuis 1976

La valeur du commerce international des biens du Canada a continué à diminuer au deuxième trimestre de 2009, le repli des exportations ayant encore une fois dépassé celui des importations. Les exportations de biens ont fléchi de 9,3 milliards de dollars pour atteindre 87,6 milliards de dollars, les baisses ayant été observées dans la plupart des produits. Pour leur part, les importations de biens ont diminué de 6,8 milliards de dollars pour s'établir à 89,4 milliards de dollars. Par conséquent, le solde global des biens a affiché un déficit (1,7 milliard de dollars) pour la première fois depuis le premier trimestre de 1976. Les flux des échanges avec les États-Unis ont largement contribué à ce phénomène, l'excédent bilatéral des biens avec les États-Unis s'étant rétréci davantage, en baisse de 3,2 milliards de dollars au deuxième trimestre par rapport au premier trimestre. Au cours des trois derniers trimestres, ce surplus a diminué de 17,6 milliards de dollars.

#### Note aux lecteurs

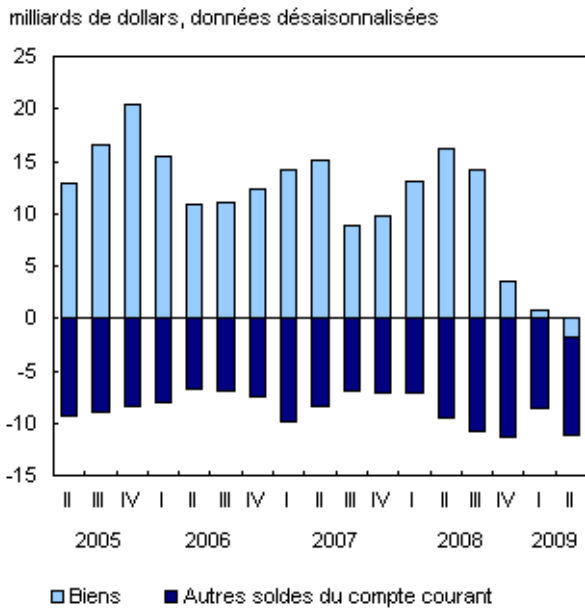
La balance des paiements retrace l'ensemble des transactions économiques entre les résidents du Canada et les non-résidents. Elle comprend le compte courant ainsi que le compte capital et financier.

Le compte courant porte sur les transactions sur les biens, les services, les revenus découlant des placements et les transferts courants. Les transactions telles que les exportations et les revenus d'intérêts correspondent à des recettes, alors que les importations et les versements d'intérêts correspondent à des paiements. Le solde de ces transactions détermine si le Canada enregistre un surplus ou un déficit au compte courant.

Le compte capital et financier porte principalement sur les transactions liées à des instruments financiers. L'actif et le passif financiers découlant des transactions avec les non-résidents sont présentés selon trois catégories fonctionnelles, soit les investissements directs, les investissements de portefeuille et tous les autres types d'investissement. Ces investissements appartiennent soit à des résidents canadiens (l'actif étranger des investisseurs canadiens), soit à des non-résidents (le passif canadien envers les investisseurs étrangers). Les transactions sont dites positives si elles représentent une entrée de capital au Canada et négatives si elles représentent une sortie de capital du Canada.

Un solde du compte courant en surplus ou en déficit correspond, en principe, à une sortie ou à une entrée nette de fonds équivalente au compte capital et financier. Autrement dit, l'addition des deux comptes devrait donner zéro. En pratique, les données étant compilées à partir d'une multitude de sources, les deux comptes s'égalisent rarement, ce qui donne lieu à une erreur de mesure. La divergence statistique est l'entrée ou la sortie nette non observée.

**Graphique D.2**  
**Premier déficit du solde des biens depuis 1976**



Les baisses des exportations totales ont été généralisées au deuxième trimestre. Les machines et le matériel ont enregistré un fléchissement de 3,5 milliards de dollars, les volumes ayant diminué pour toutes les composantes. Les biens industriels ont reculé de 2,2 milliards de dollars, principalement en raison du repli des volumes, ce qui a porté la baisse à près de 40 % au cours des trois derniers trimestres. Les ventes de produits automobiles ont accusé un léger recul au deuxième trimestre, après un fléchissement considérable au trimestre précédent. La valeur des produits énergétiques vendus à l'étranger s'est repliée de 1,8 milliard de dollars. Les prix du gaz naturel ont dégringolé de plus du tiers pendant le trimestre, ce qui a donné lieu à une diminution de 2,3 milliards de dollars de la valeur des exportations pour ce produit. Toutefois, les exportations de pétrole brut ont augmenté de 1,3 milliard de dollars, malgré la baisse des volumes.

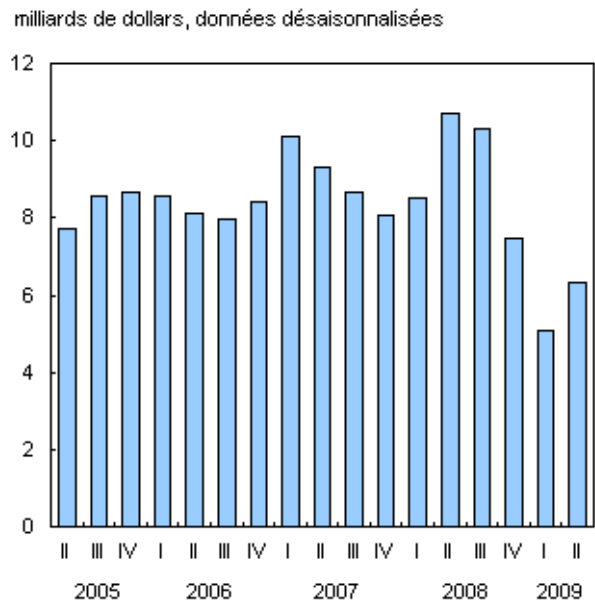
Compte tenu de l'appréciation du dollar canadien (+8,5 % par rapport au dollar américain), la baisse des prix a eu un rôle prépondérant pour expliquer la diminution générale des importations au deuxième trimestre. Les importations de machines et de matériel ont été en tête en enregistrant une diminution de 3,2 milliards de dollars, cette baisse ayant été attribuable aussi bien aux volumes plus faibles qu'à la baisse des prix. Les importations de biens industriels ont diminué de 2,4 milliards de dollars, sous l'effet de la diminution des prix de presque tous les produits et des volumes réduits de métaux et de minerais métalliques. Les produits automobiles sont demeurés stables au deuxième trimestre, après un fort fléchissement des importations au premier trimestre. Les importations

de produits énergétiques sont demeurées largement inchangées au deuxième trimestre, les hausses du volume du pétrole brut ayant été plus qu'épongées par les baisses du volume des autres produits énergétiques.

**Le déficit des services se rétrécit, tandis que celui du revenu de placements s'accroît**

Le déficit global des services s'est rétréci au deuxième trimestre, le déficit des transports et des services commerciaux s'étant légèrement replié. Les paiements et les recettes au chapitre des transports ont continué à fléchir, parallèlement à la baisse des activités du commerce de marchandises. Les paiements des services commerciaux ont reculé légèrement, malgré la hausse des commissions versées pour les nouvelles émissions d'obligations canadiennes et sur les transactions d'actions étrangères déjà en circulation. Cependant, le déficit au chapitre des voyages était inchangé au deuxième trimestre, s'étant établi à 2,9 milliards de dollars. L'effet de la baisse des recettes provenant des voyageurs américains au Canada a été compensé par la réduction des dépenses des Canadiens dans les pays autres que les États-Unis.

**Graphique D.3**  
**Les profits sur les investissements directs étrangers au Canada s'accroissent suite à trois trimestres à la baisse**



Au deuxième trimestre, les paiements sur les revenus de placements ont augmenté de 0,7 milliard de dollars, de sorte que le déficit des revenus de placements s'est accru de 1,0 milliard de dollars. En ce qui a trait aux paiements, les bénéfices réalisés par les investisseurs directs étrangers ont progressé de 1,3 milliard de dollars,

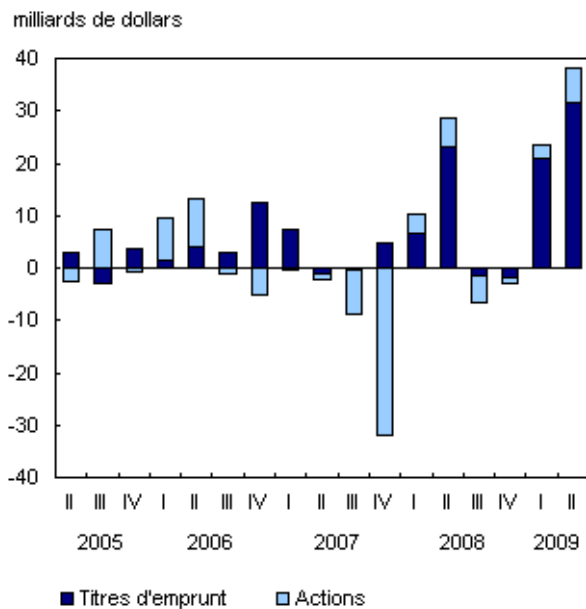
principalement en raison du secteur du matériel de transport. Entre-temps, les encaissements de revenus provenant des actifs de portefeuille ont diminué de 0,4 milliard de dollars.

## Compte capital et financier

### La demande étrangère d'obligations canadiennes alimente les entrées de capitaux

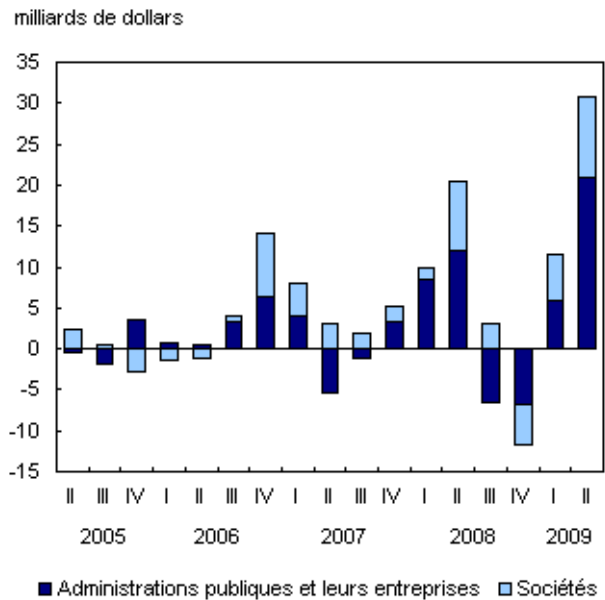
Les non-résidents, qui ont acquis des obligations à un rythme sans précédent, ont investi 38,3 milliards de dollars dans les titres canadiens au deuxième trimestre de 2009. Cette activité a représenté la majorité des entrées de capitaux pendant le trimestre. Dans l'ensemble, les investisseurs étrangers ont acquis 62 milliards de dollars en titres canadiens pendant la première moitié de 2009.

**Graphique D.4**  
Les non-résidents continuent de fournir d'importantes entrées de fonds à l'économie canadienne grâce aux marchés des valeurs mobilières



Au deuxième trimestre, les investisseurs étrangers ont ajouté 30,7 milliards de dollars d'obligations canadiennes à leurs portefeuilles. Près de 70 % de cette activité était composée de nouvelles émissions d'obligations, en raison d'emprunts élevés des sociétés et des gouvernements provinciaux. Le reste de cette activité était surtout attribuable aux achats sur le marché secondaire d'obligations fédérales, les rendements de ces obligations ayant atteint des niveaux qui n'avaient pas été observés depuis le troisième trimestre de 2008.

**Graphique D.5**  
Forte hausse de la demande étrangère d'obligations de sociétés et d'obligations gouvernementales



Par ailleurs, les non-résidents ont continué d'acheter des instruments du marché monétaire canadien pour un cinquième trimestre d'affilée, mais à un rythme beaucoup plus lent. Les acquisitions des non-résidents se sont chiffrées à 1,0 milliard de dollars pendant le trimestre, comparativement à 19,5 milliards de dollars au cours des deux trimestres précédents. Bien que les taux d'intérêt canadiens à court terme soient demeurés au-dessus des taux américains au deuxième trimestre, l'écart s'est rétréci.

Les investissements étrangers en actions canadiennes sont également demeurés relativement vigoureux, les cours des actions canadiennes ayant connu une forte hausse au cours du trimestre. Le marché boursier canadien a rebondi entre mars et juin, l'indice Standard and Poor's / Toronto Stock Exchange s'étant accru de près de 20 % pendant la période. Les acquisitions d'actions canadiennes par les investisseurs étrangers ont progressé de 6,6 milliards de dollars au deuxième trimestre, les investissements s'étant concentrés dans les actions d'institutions financières et bancaires.

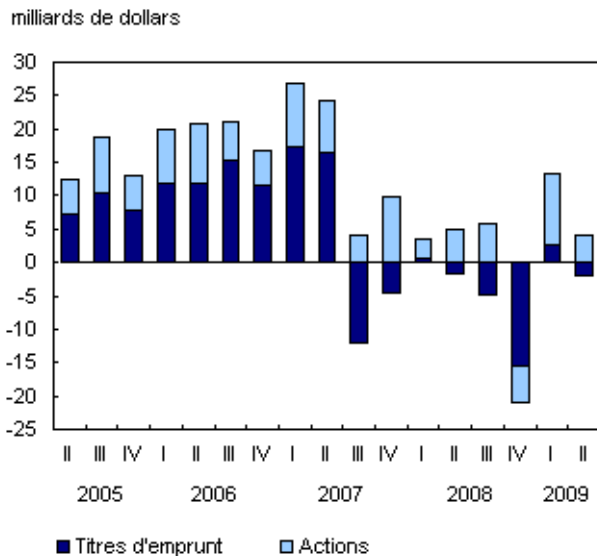
### Les placements canadiens en titres étrangers ralentissent

Les placements canadiens en titres étrangers ont ralenti, passant de 13,4 milliards de dollars au premier trimestre à 2,1 milliards de dollars au deuxième trimestre, les investissements en actions étrangères ayant beaucoup diminué. Néanmoins, les investisseurs canadiens ont acquis 4,1 milliards de dollars d'actions étrangères au

deuxième trimestre, tandis que les marchés boursiers mondiaux d'importance affichaient de fortes hausses. Les investissements pendant le trimestre étaient répartis également entre les titres américains et non américains. Les investissements en titres américains portaient surtout sur des actions privées alors que les investissements en titres européens provenaient en grande partie du secteur des produits de consommation.

Par ailleurs, les Canadiens se sont départis de 1,9 milliard de dollars en instruments d'emprunt étrangers pendant le deuxième trimestre, aussi bien des obligations que des titres de court terme. Les transactions en instruments d'emprunt du gouvernement des États-Unis ont donné lieu à un désinvestissement considérable de 3,3 milliards de dollars, partiellement effacé par l'acquisition de 1,2 milliard de dollars de titres d'emprunt non américains. Il s'agit du premier investissement net dans les titres d'emprunt non américains depuis le deuxième trimestre de 2007.

**Graphique D.6**  
**Les achats canadiens de titres étrangers sont en baisse, et demeurent relativement modestes depuis le deuxième semestre de 2007**



1. Signes renversés de la balance des paiements.

**L'investissement direct demeure modeste**

L'investissement direct transfrontalier est encore une fois demeuré relativement modeste au deuxième trimestre, l'activité liée aux fusions et acquisitions ayant été faible. Les investissements directs canadiens à l'étranger de 3,8 milliards de dollars au deuxième trimestre étaient attribuables aux bénéfices réinvestis dans les exploitations des filiales étrangères, surtout de la part des sociétés

financières canadiennes. Les investissements directs étrangers au Canada se sont soldés par un retrait de 660 millions de dollars de fonds, principalement par des investisseurs directs américains et britanniques.

**Les réductions au chapitre des autres éléments du passif du Canada tempèrent les entrées totales de fonds**

Les transactions au compte des autres investissements de la balance des paiements ont entraîné une sortie nette de fonds au deuxième trimestre. Le passif du Canada envers les non-résidents, essentiellement sous forme de prêts à court terme et de dépôts bancaires, a fléchi de 18,7 milliards de dollars, après de fortes hausses enregistrées aux trois trimestres précédents.



Tableau D.1 Balance des paiements

	Premier trimestre de 2008	Deuxième trimestre de 2008	Troisième trimestre de 2008	Quatrième trimestre de 2008	Premier trimestre de 2009	Deuxième trimestre de 2009	2007	2008
Non désaisonnalisées, millions de dollars								
<b>Compte courant</b>								
<b>Recettes</b>								
Biens et services	131 218	147 681	148 813	132 622	109 463	106 085	532 763	560 335
Biens	115 269	130 062	128 806	115 720	93 933	89 518	463 127	489 857
Services	15 950	17 619	20 007	16 902	15 530	16 567	69 637	70 478
Revenus de placements	18 643	19 814	17 608	15 603	14 043	14 198	76 546	71 667
Investissements directs	9 794	11 050	9 223	7 523	6 186	6 625	41 884	37 590
Investissements de portefeuille	5 546	5 739	5 647	5 265	5 698	5 292	22 066	22 198
Autres investissements	3 302	3 026	2 738	2 814	2 159	2 280	12 596	11 880
Transferts courants	2 755	2 229	2 109	3 228	2 917	1 831	9 489	10 322
Recettes du compte courant	152 616	169 725	168 530	151 453	126 423	122 113	618 798	642 324
<b>Paiements</b>								
Biens et services	125 515	137 679	137 074	135 697	116 582	113 291	503 840	535 965
Biens	101 963	114 204	113 793	113 028	92 918	91 204	415 229	442 988
Services	23 552	23 475	23 281	22 669	23 664	22 087	88 611	92 977
Revenus de placements	20 802	22 562	22 674	20 853	16 674	17 323	87 880	86 891
Investissements directs	9 158	11 640	11 132	8 072	5 570	7 078	39 830	40 001
Investissements de portefeuille	7 548	7 775	8 179	8 480	8 226	8 221	30 999	31 981
Autres investissements	4 096	3 147	3 363	4 302	2 877	2 024	17 051	14 908
Transferts courants	3 480	2 453	2 659	2 760	3 582	2 227	11 473	11 353
Paiements du compte courant	149 797	162 695	162 407	159 310	136 838	132 842	603 192	634 209
<b>Soldes</b>								
Biens et services	5 703	10 002	11 739	-3 074	-7 119	-7 206	28 924	24 370
Biens	13 306	15 858	15 013	2 692	1 015	-1 686	47 898	46 869
Services	-7 603	-5 856	-3 274	-5 766	-8 134	-5 520	-18 974	-22 499
Revenus de placements	-2 159	-2 748	-5 066	-5 251	-2 631	-3 126	-11 334	-15 223
Investissements directs	636	-590	-1 909	-549	615	-453	2 054	-2 411
Investissements de portefeuille	-2 002	-2 036	-2 532	-3 214	-2 528	-2 928	-8 933	-9 783
Autres investissements	-794	-122	-626	-1 487	-718	256	-4 455	-3 029
Transferts courants	-725	-224	-550	468	-665	-397	-1 984	-1 031
<b>Solde du compte courant</b>	<b>2 820</b>	<b>7 030</b>	<b>6 123</b>	<b>-7 857</b>	<b>-10 415</b>	<b>-10 728</b>	<b>15 606</b>	<b>8 115</b>
<b>Compte capital et financier[1]</b>								
<b>Compte capital</b>	<b>1 192</b>	<b>1 191</b>	<b>1 113</b>	<b>1 023</b>	<b>1 213</b>	<b>1 090</b>	<b>4 258</b>	<b>4 520</b>
<b>Compte financier</b>	<b>-7 297</b>	<b>-5 201</b>	<b>-10 405</b>	<b>11 262</b>	<b>13 989</b>	<b>12 109</b>	<b>-23 819</b>	<b>-11 641</b>
<b>Actif du Canada, flux nets</b>								
Investissements directs canadiens à l'étranger	-29 841	-11 912	-26 676	-14 444	-2 235	-3 828	-64 056	-82 874
Investissements de portefeuille	-3 454	-3 167	-783	21 057	-13 430	-2 140	-48 426	13 652
Obligations étrangères	-685	1 121	4 319	11 599	-533	1 652	-28 902	16 354
Actions étrangères	-2 891	-4 815	-5 739	5 531	-10 795	-4 081	-30 946	-7 914
Effets du marché monétaire étranger	121	527	637	3 927	-2 102	289	11 422	5 212
Autres investissements	-18 509	-7 754	-394	-7 654	-1 632	-826	-63 194	-34 311
Prêts	-3 684	1 734	6 446	-5 123	720	-6 577	-10 237	-626
Dépôts	-14 209	-7 797	-8 531	-6 691	3 474	1 765	-42 202	-37 227
Réserves internationales	247	-1 816	-779	638	-1 078	-547	-4 644	-1 711
Autres actifs	-863	125	2 469	3 522	-4 747	4 533	-6 111	5 253
Total de l'actif du Canada, flux nets	-51 805	-22 833	-27 854	-1 041	-17 297	-6 794	-175 676	-103 533
<b>Passif du Canada, flux nets</b>								
Investissements directs étrangers au Canada	16 686	5 566	16 591	8 867	1 099	-660	116 448	47 710
Investissements de portefeuille	10 157	28 648	-6 656	-3 092	23 604	38 278	-31 590	29 057
Obligations canadiennes	9 904	20 352	-3 333	-11 743	11 447	30 665	-11 548	15 179
Actions canadiennes	3 698	5 617	-5 323	-1 246	2 587	6 565	-41 994	2 746
Effets du marché monétaire canadien	-3 445	2 679	2 000	9 897	9 570	1 047	-1 143	11 132
Autres investissements	17 664	-16 582	7 514	6 528	6 584	-18 715	66 999	15 124
Emprunts	965	-1 422	3 091	573	1 671	-9 839	13 084	3 208
Dépôts	16 165	-15 598	4 270	8 535	4 674	-8 581	48 566	13 372
Autres passifs	534	438	153	-2 581	239	-294	5 349	-1 456
Total du passif du Canada, flux nets	44 507	17 632	17 449	12 303	31 286	18 903	151 857	91 891
<b>Total du compte capital et financier, flux nets</b>	<b>-6 105</b>	<b>-4 010</b>	<b>-9 292</b>	<b>12 285</b>	<b>15 201</b>	<b>13 199</b>	<b>-19 562</b>	<b>-7 122</b>
Divergence statistique	3 285	-3 020	3 169	-4 428	-4 786	-2 471	3 955	-994

1. Un signe négatif (-) indique une sortie de capital provenant d'un accroissement de créances envers les non-résidents ou d'une diminution des engagements envers les non-résidents. Les transactions sont enregistrées sur une base nette.

Tableau D.2 Compte courant

	Premier trimestre de 2008	Deuxième trimestre de 2008	Troisième trimestre de 2008	Quatrième trimestre de 2008	Premier trimestre de 2009	Deuxième trimestre de 2009	2007	2008
données désaisonnalisées au taux trimestriel, millions de dollars								
<b>Recettes</b>								
Biens et services	135 444	143 916	146 864	134 111	113 763	104 269	532 763	560 335
Biens	117 996	126 385	129 144	116 332	96 937	87 645	463 127	489 857
Services	17 448	17 531	17 719	17 779	16 826	16 625	69 637	70 478
Voyages	4 034	4 026	4 053	4 006	3 891	3 829	16 468	16 119
Transports	3 034	3 212	3 247	3 105	2 853	2 566	11 881	12 598
Services commerciaux	9 950	9 855	9 965	10 205	9 613	9 755	39 627	39 974
Services gouvernementaux	430	439	454	464	469	474	1 660	1 787
Revenus de placements	19 017	19 214	17 902	15 534	14 144	13 902	76 546	71 667
Investissements directs	10 141	10 625	9 475	7 348	6 301	6 423	41 884	37 590
Intérêts	620	758	829	483	390	350	1 935	2 690
Bénéfices	9 521	9 867	8 646	6 866	5 911	6 073	39 949	34 900
Investissements de portefeuille	5 523	5 608	5 672	5 395	5 614	5 226	22 066	22 198
Intérêts	1 647	1 749	1 764	1 477	1 655	1 426	8 067	6 637
Dividendes	3 877	3 859	3 908	3 918	3 959	3 799	13 999	15 561
Autres investissements	3 353	2 981	2 755	2 791	2 230	2 253	12 596	11 880
Transferts courants	2 427	2 569	2 494	2 831	2 604	2 074	9 489	10 322
Privé	575	617	630	693	765	767	2 599	2 515
Officiel	1 852	1 952	1 864	2 138	1 839	1 307	6 890	7 807
<b>Total des recettes</b>	<b>156 889</b>	<b>165 699</b>	<b>167 260</b>	<b>152 476</b>	<b>130 512</b>	<b>120 245</b>	<b>618 798</b>	<b>642 324</b>
<b>Paiements</b>								
Biens et services	127 633	133 402	138 198	136 732	118 942	111 423	503 840	535 965
Biens	104 991	110 154	115 028	112 815	96 172	89 359	415 229	442 988
Services	22 642	23 247	23 170	23 918	22 769	22 064	88 611	92 977
Voyages	7 209	7 247	7 245	7 032	6 775	6 726	26 511	28 734
Transports	5 157	5 279	5 531	5 622	5 199	4 770	19 842	21 590
Services commerciaux	9 980	10 431	10 103	10 970	10 520	10 266	41 120	41 484
Services gouvernementaux	296	290	290	294	276	302	1 137	1 170
Revenus de placements	20 683	22 571	22 972	20 664	16 596	17 332	87 880	86 891
Investissements directs	9 277	11 434	11 066	8 225	5 688	6 933	39 830	40 001
Intérêts	745	728	737	738	626	617	3 711	2 947
Bénéfices	8 532	10 706	10 329	7 487	5 062	6 316	36 118	37 054
Investissements de portefeuille	7 589	7 760	8 145	8 487	8 290	8 217	30 999	31 981
Intérêts	5 511	5 622	5 909	6 328	6 232	6 180	22 851	23 370
Dividendes	2 078	2 138	2 236	2 159	2 058	2 038	8 147	8 612
Autres investissements	3 817	3 377	3 762	3 952	2 619	2 182	17 051	14 908
Transferts courants	2 702	2 977	2 833	2 840	2 704	2 692	11 473	11 353
Privé	1 779	1 812	1 842	1 819	1 685	1 611	7 759	7 252
Officiel	924	1 165	991	1 021	1 019	1 081	3 713	4 101
<b>Total des paiements</b>	<b>151 018</b>	<b>158 951</b>	<b>164 004</b>	<b>160 236</b>	<b>138 242</b>	<b>131 447</b>	<b>603 192</b>	<b>634 209</b>
<b>Soldes</b>								
Biens et services	7 811	10 514	8 666	-2 621	-5 178	-7 154	28 924	24 370
Biens	13 005	16 230	14 116	3 517	765	-1 714	47 898	46 869
Services	-5 194	-5 716	-5 451	-6 139	-5 943	-5 439	-18 974	-22 499
Voyages	-3 175	-3 222	-3 193	-3 026	-2 884	-2 897	-10 043	-12 615
Transports	-2 123	-2 068	-2 284	-2 518	-2 345	-2 203	-7 961	-8 992
Services commerciaux	-30	-576	-138	-765	-907	-511	-1 493	-1 510
Services gouvernementaux	134	150	164	170	193	172	522	618
Revenus de placements	-1 666	-3 358	-5 070	-5 130	-2 452	-3 431	-11 334	-15 223
Investissements directs	865	-809	-1 591	-876	613	-510	2 054	-2 411
Intérêts	-124	30	92	-255	-236	-267	-1 776	-258
Bénéfices	989	-839	-1 683	-621	849	-244	3 830	-2 154
Investissements de portefeuille	-2 066	-2 153	-2 472	-3 092	-2 676	-2 992	-8 933	-9 783
Intérêts	-3 865	-3 873	-4 144	-4 851	-4 577	-4 753	-14 784	-16 733
Dividendes	1 799	1 721	1 672	1 758	1 901	1 761	5 851	6 950
Autres investissements	-464	-397	-1 007	-1 161	-389	71	-4 455	-3 029
Transferts courants	-275	-408	-339	-9	-100	-618	-1 984	-1 031
Privé	-1 203	-1 195	-1 213	-1 126	-920	-843	-5 160	-4 737
Officiel	928	787	874	1 117	820	225	3 176	3 706
<b>Compte courant</b>	<b>5 871</b>	<b>6 748</b>	<b>3 257</b>	<b>-7 760</b>	<b>-7 730</b>	<b>-11 202</b>	<b>15 606</b>	<b>8 115</b>

## Section E

### Comptes des flux financiers

Deuxième trimestre de 2009

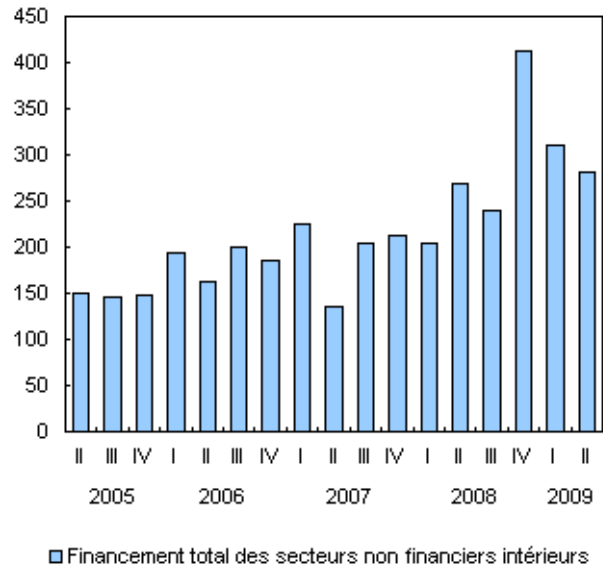
L'emprunt des secteurs non financiers intérieurs a ralenti entre le premier trimestre et le deuxième trimestre de 2009, alors que l'emprunt de l'administration publique fédérale a diminué considérablement, à la suite des mesures temporaires pour favoriser la liquidité sur les marchés financiers. En excluant cet effet, les secteurs intérieurs ont augmenté leurs emprunts au deuxième trimestre.

Les obligations émises par les provinces et les sociétés représentaient plus de 40 % du total du financement durant le trimestre, reflétant les taux obligataires favorables pour les emprunteurs. L'emprunt des ménages a également augmenté au deuxième trimestre, mais il est demeuré bien inférieur aux niveaux observés au cours des périodes récentes qui ont précédé le ralentissement économique actuel.

L'emprunt substantiellement moindre de l'administration publique fédérale associé aux initiatives d'octroi de liquidités, y compris le Programme d'achat de prêts hypothécaires assurés, a contribué à la baisse du financement total des secteurs non financiers intérieurs au deuxième trimestre de 2009.

**Graphique E.1**  
La demande globale de financement continue de fléchir

milliards de dollars, désaisonnalisés aux taux annuels



La Banque du Canada a continué à réduire le taux directeur de financement à un jour, lequel a baissé de 25 points de base pour s'établir à 0,25 % en avril 2009. Le taux hypothécaire conventionnel sur cinq ans a augmenté de 30 points de base durant le trimestre pour atteindre 5,85 %, soit une valeur néanmoins considérablement plus faible que celle de 7,15 % enregistrée à la même période l'année précédente.

Les marchés boursiers canadiens ont rebondi au deuxième trimestre de 2009, l'indice composite Standard and Poor's / Bourse de Toronto s'étant accru de près de 20 %, reflétant la hausse des prix de l'énergie et d'autres produits de base. Il s'agit de l'accroissement trimestriel en pourcentage le plus important enregistré depuis le quatrième trimestre de 1999 et d'un redressement significatif par rapport à la baisse record observée à la fin de 2008. Durant le deuxième trimestre

#### Note aux lecteurs

Les Comptes des flux financiers (CFF) mesurent les prêts et les emprunts nets en examinant les opérations financières par secteur de l'économie. Les CFF mesurent l'investissement financier net qui correspond à la différence entre les actifs financiers et les passifs financiers (p. ex. les achats nets moins les émissions nettes de titres).

Les Comptes des flux financiers montrent également le lien entre les activités financières et non financières de l'économie qui associent les estimations d'épargne et de formation d'actifs non financiers (p. ex. l'investissement en construction résidentielle neuve) aux opérations financières sous-jacentes.

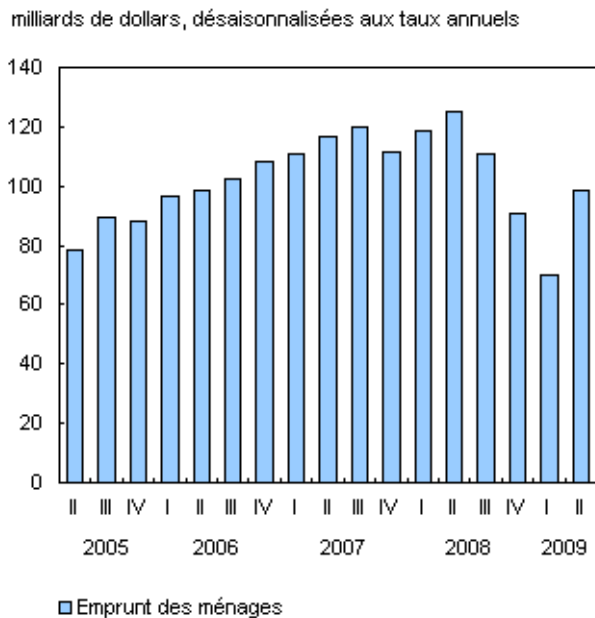
de 2009, le cours du dollar canadien s'est apprécié comparativement à celui du dollar américain, clôturant le trimestre à 88,8 cents U.S.

**Particuliers et entreprises individuelles**

L'emprunt total des ménages a augmenté pour atteindre 98,3 milliards de dollars au cours du deuxième trimestre de 2009, surtout en raison du crédit à la consommation et des emprunts hypothécaires. Toutefois, la diminution des taux d'intérêts a contribué à garder le ratio du service de la dette des ménages sous contrôle, lequel a baissé légèrement, passant de 7,8 % à 7,7 %.

Le crédit à la consommation a augmenté de 19 % pour s'établir à 26,9 milliards de dollars, tandis que la valeur nette des nouveaux emprunts hypothécaires a augmenté de plus de 30 % pour atteindre 64,4 milliards de dollars. Ces niveaux sont toutefois encore plus faibles que ceux observés avant le ralentissement économique. L'accroissement important de l'emprunt hypothécaire était lié à une recrudescence d'activité sur le marché de la revente de maisons, dans le contexte des coûts d'emprunt historiquement faibles. La hausse du crédit à la consommation reflétait des augmentations appréciables dans les achats de véhicules automobiles, les acheteurs ayant vraisemblablement réagi aux promotions attrayantes des concessionnaires.

**Graphique E.2**  
**L'emprunt des ménages est à la hausse, mais reste bien inférieur aux niveaux historiques**



**Administrations publiques**

Le secteur des administrations publiques est de nouveau en situation d'emprunt net au reste de l'économie, soit une tendance qui avait pris naissance au cours de la dernière partie de 2008. Les recettes des administrations publiques fédérale et provinciales ont continué à diminuer au deuxième trimestre de 2009, en baisse de 4,7 % et de 1,7 % respectivement. Ce repli a contribué à l'accroissement des déficits (sur la base du Système de comptabilité nationale), les recettes de l'impôt sur les sociétés, les entreprises publiques et les particuliers ayant diminué alors que les dépenses globales étaient à la hausse.

La demande de financement de l'administration publique fédérale a baissé, passant de 182,9 milliards de dollars au premier trimestre à 34,7 milliards de dollars au deuxième trimestre de 2009 (données désaisonnalisées aux taux annuels; sur une base trimestrielle, l'administration publique fédérale a emprunté 45,7 milliards de dollars au premier trimestre et 8,7 milliards de dollars au deuxième trimestre de 2009). Le niveau d'activité de financement élevé aux deux trimestres précédents était associé aux initiatives d'octroi de liquidités, y compris le Programme d'achat de prêts hypothécaires assurés.

L'emprunt par les autres ordres de l'administration publique a atteint 83,7 milliards de dollars au deuxième trimestre de 2009, composé principalement d'importantes émissions importantes d'obligations provinciales et d'effets à court terme.

**Sociétés**

Les bénéficiaires des sociétés ont de nouveau baissé de façon importante au deuxième trimestre de 2009. L'investissement en capital fixe des sociétés privées non financières a diminué pour un troisième trimestre de suite, ce qui a contribué au maintien de la position d'emprunt net au reste de l'économie de ce secteur pour un deuxième trimestre consécutif.

L'emprunt du secteur des sociétés privées non financières est passé de 14,6 milliards de dollars au premier trimestre à 62,2 milliards de dollars au deuxième trimestre. La demande croissante de fonds d'emprunt de ce secteur reflétait la quantité importante de nouvelles émissions d'obligations. Toutefois, la valeur totale des actifs a augmenté de manière significative par rapport au trimestre précédent, particulièrement en ce qui a trait aux actifs financiers.

**Institutions financières**

Les placements des investisseurs institutionnels et des institutions prêteuses dans les titres à revenu fixe canadiens et les émissions nettes de nouveaux prêts ont baissé, alors que le crédit à la consommation et les emprunts hypothécaires se redressaient. L'émission de titres hypothécaires assurés en vertu de la *Loi nationale*

*sur l'habitation* a diminué sensiblement au deuxième trimestre de 2009, à la suite des deux émissions trimestrielles les plus importantes jamais enregistrées.

**Non-résidents**

L'investissement des non-résidents dans les titres canadiens est demeuré élevé pour un deuxième trimestre consécutif. La croissance de l'investissement de portefeuille a été stimulée par une augmentation des émissions de titres de créance canadiens, en particulier celles d'obligations provinciales et d'obligations de société. Le secteur des non-résidents est resté en situation de prêt net au reste de l'économie au deuxième trimestre, soit une tendance qui s'est amorcée au quatrième trimestre de 2008.

Tableau E.1 Tableau sommaire du marché financier

	Premier trimestre de 2008	Deuxième trimestre de 2008	Troisième trimestre de 2008	Quatrième trimestre de 2008	Premier trimestre de 2009	Deuxième trimestre de 2009	2007	2008
Désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
<b>Financement</b>								
<b>Particuliers et entreprises individuelles</b>	<b>118 528</b>	<b>125 144</b>	<b>111 152</b>	<b>90 940</b>	<b>70 072</b>	<b>98 340</b>	<b>114 786</b>	<b>111 441</b>
Crédit à la consommation	34 752	34 972	30 476	22 260	22 528	26 852	34 365	30 615
Emprunts bancaires	-328	1 676	3 412	4 172	1 684	2 512	935	2 233
Autres emprunts	7 376	2 572	7 236	4 888	-3 288	4 596	3 217	5 518
Hypothèques	76 728	85 924	70 028	59 620	49 148	64 380	76 269	73 075
<b>Sociétés privées non financières</b>	<b>79 760</b>	<b>67 408</b>	<b>70 672</b>	<b>58 060</b>	<b>14 600</b>	<b>62 236</b>	<b>77 717</b>	<b>68 975</b>
Emprunts bancaires	12 540	5 348	27 968	56 780	-9 120	-14 912	20 226	25 659
Autres emprunts	-908	-3 936	1 876	-6 136	-9 940	-15 280	-281	-2 276
Autres effets à court terme	17 660	2 924	-6 864	-3 568	-5 948	-3 616	3 738	2 538
Hypothèques	21 976	19 692	16 992	17 368	7 216	21 116	18 105	19 007
Obligations	8 300	24 148	21 968	-8 964	15 192	49 972	12 437	11 363
Actions	20 192	19 232	8 732	2 580	17 200	24 956	23 492	12 684
<b>Entreprises publiques non financières</b>	<b>-5 088</b>	<b>-3 328</b>	<b>-2 996</b>	<b>-3 324</b>	<b>5 112</b>	<b>2 980</b>	<b>329</b>	<b>-3 684</b>
Emprunts bancaires	-768	464	-156	-316	56	44	-225	-194
Autres emprunts	3 460	-2 688	936	288	-92	372	-719	499
Autres effets à court terme	552	-944	-1 236	-532	2 004	-508	70	-540
Hypothèques	0	12	-4	4	-8	-4	-4	3
Obligations	-8 332	-172	-2 536	-2 768	3 152	3 076	1 207	-3 452
Actions	0	0	0	0	...	...	0	0
<b>Administration fédérale</b>	<b>4 500</b>	<b>56 772</b>	<b>7 192</b>	<b>219 972</b>	<b>182 900</b>	<b>34 740</b>	<b>-19 856</b>	<b>72 109</b>
Emprunts bancaires	168	148	152	144	12	24	139	153
Autres emprunts	0	0	0	0	...	...	0	0
Effets à court terme, Canada	1 356	59 424	18 940	183 124	68 076	80	-8 587	65 711
Obligations d'épargne du Canada	-1 516	-1 056	-832	16	-184	-336	-2 229	-847
Autres obligations	4 492	-1 744	-11 068	36 688	114 996	34 972	-9 179	7 092
<b>Autres paliers d'administration publique</b>	<b>5 500</b>	<b>22 880</b>	<b>52 644</b>	<b>46 332</b>	<b>37 836</b>	<b>83 724</b>	<b>21 347</b>	<b>31 839</b>
Emprunts bancaires	108	516	528	1 084	1 956	-2 668	292	559
Autres emprunts	716	504	824	156	1 176	3 712	695	550
Autres effets à court terme	-668	-2 356	32 116	30 256	-3 652	17 216	5 544	14 837
Hypothèques	12	-8	-4	0	4	0	-16	0
Obligations provinciales	4 580	21 920	18 144	13 876	34 988	63 632	12 914	14 630
Obligations municipales	708	2 316	1 048	1 104	3 268	1 788	2 004	1 294
Autres obligations	44	-12	-12	-144	96	44	-86	-31
<b>Financement total des secteurs non financiers intérieurs</b>	<b>203 200</b>	<b>268 876</b>	<b>238 664</b>	<b>411 980</b>	<b>310 520</b>	<b>282 020</b>	<b>194 323</b>	<b>280 680</b>
<b>Crédit à la consommation</b>	<b>34 752</b>	<b>34 972</b>	<b>30 476</b>	<b>22 260</b>	<b>22 528</b>	<b>26 852</b>	<b>34 365</b>	<b>30 615</b>
<b>Emprunts bancaires</b>	<b>11 720</b>	<b>8 152</b>	<b>31 904</b>	<b>61 864</b>	<b>-5 412</b>	<b>-15 000</b>	<b>21 367</b>	<b>28 410</b>
<b>Autres emprunts</b>	<b>10 644</b>	<b>-3 548</b>	<b>10 872</b>	<b>-804</b>	<b>-12 144</b>	<b>-6 600</b>	<b>2 912</b>	<b>4 291</b>
<b>Effets à court terme, Canada</b>	<b>1 356</b>	<b>59 424</b>	<b>18 940</b>	<b>183 124</b>	<b>68 076</b>	<b>80</b>	<b>-8 587</b>	<b>65 711</b>
<b>Autres effets à court terme</b>	<b>17 544</b>	<b>-376</b>	<b>24 016</b>	<b>26 156</b>	<b>-7 596</b>	<b>13 092</b>	<b>9 352</b>	<b>16 835</b>
<b>Hypothèques</b>	<b>98 716</b>	<b>105 620</b>	<b>87 012</b>	<b>76 992</b>	<b>56 360</b>	<b>85 492</b>	<b>94 354</b>	<b>92 085</b>
<b>Obligations</b>	<b>8 276</b>	<b>45 400</b>	<b>26 712</b>	<b>39 808</b>	<b>171 508</b>	<b>153 148</b>	<b>17 068</b>	<b>30 049</b>
<b>Actions</b>	<b>20 192</b>	<b>19 232</b>	<b>8 732</b>	<b>2 580</b>	<b>17 200</b>	<b>24 956</b>	<b>23 492</b>	<b>12 684</b>

Tableau E.2 Comptes sectoriels - particuliers et entreprises individuelles[1]

	Premier trimestre de 2008	Deuxième trimestre de 2008	Troisième trimestre de 2008	Quatrième trimestre de 2008	Premier trimestre de 2009	Deuxième trimestre de 2009	2007	2008
Données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
<b>Revenus</b>	<b>1 217 668</b>	<b>1 222 648</b>	<b>1 229 092</b>	<b>1 236 932</b>	<b>1 225 652</b>	<b>1 226 472</b>	<b>1 170 715</b>	<b>1 226 585</b>
	2,2	0,4	0,5	0,6	-0,9	0,1	5,8	4,8
Rémunération des salariés	812 496	820 916	827 116	831 936	824 428	820 248	784 839	823 116
	1,6	1,0	0,8	0,6	-0,9	-0,5	5,6	4,9
Revenu net des entreprises individuelles[2]	93 516	95 500	97 860	98 108	96 000	97 540	90 407	96 246
	2,9	2,1	2,5	0,3	-2,1	1,6	4,4	6,5
Intérêts, dividendes et revenus divers de placements	141 508	142 144	140 304	138 328	133 552	132 044	137 344	140 571
	1,7	0,4	-1,3	-1,4	-3,5	-1,1	9,7	2,3
Transferts courants en provenance des administrations publiques	165 628	159 620	159 116	163 836	166 492	171 684	153 264	162 050
	5,2	-3,6	-0,3	3,0	1,6	3,1	5,0	5,7
Transferts courants en provenance des sociétés	2 080	2 100	2 112	2 056	1 940	1 984	2 263	2 087
	-1,3	1,0	0,6	-2,7	-5,6	2,3	-6,0	-7,8
Transferts courants en provenance des non-résidents	2 440	2 368	2 584	2 668	3 240	2 972	2 598	2 515
	-2,6	-3,0	9,1	3,3	21,4	-8,3	1,6	-3,2
<b>Dépenses</b>	<b>1 186 388</b>	<b>1 190 800</b>	<b>1 199 216</b>	<b>1 189 780</b>	<b>1 183 072</b>	<b>1 183 436</b>	<b>1 148 268</b>	<b>1 191 546</b>
	1,0	0,4	0,7	-0,8	-0,6	0,0	6,7	3,8
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	882 504	891 924	901 228	889 132	887 052	892 596	850 921	891 197
	1,1	1,1	1,0	-1,3	-0,2	0,6	6,2	4,7
Transferts courants aux administrations publiques	278 836	274 052	273 580	276 080	272 396	267 824	273 153	275 637
	0,8	-1,7	-0,2	0,9	-1,3	-1,7	7,7	0,9
Transferts courants aux sociétés	19 580	19 412	19 040	19 220	18 500	18 108	18 663	19 313
	1,4	-0,9	-1,9	0,9	-3,7	-2,1	11,2	3,5
Transferts courants aux non-résidents	5 468	5 412	5 368	5 348	5 124	4 908	5 531	5 399
	-0,9	-1,0	-0,8	-0,4	-4,2	-4,2	23,5	-2,4
<b>Épargne</b>	<b>31 280</b>	<b>31 848</b>	<b>29 876</b>	<b>47 152</b>	<b>42 580</b>	<b>43 036</b>	<b>22 447</b>	<b>35 039</b>
	84,2	1,8	-6,2	57,8	-9,7	1,1	-25,6	56,1
Revenu disponible[3]	938 832	948 596	955 512	960 852	953 256	958 648	897 562	950 948
	2,6	1,0	0,7	0,6	-0,8	0,6	5,3	5,9
Taux d'épargne	3,3	3,4	3,1	4,9	4,5	4,5	2,5	3,7
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Épargne brute et transferts de capitaux</b>	<b>82 784</b>	<b>84 376</b>	<b>82 172</b>	<b>100 460</b>	<b>96 976</b>	<b>97 964</b>	<b>71 170</b>	<b>87 448</b>
	24,4	1,9	-2,6	22,3	-3,5	1,0	-6,0	22,9
Épargne	31 280	31 848	29 876	47 152	42 580	43 036	22 447	35 039
	84,2	1,8	-6,2	57,8	-9,7	1,1	-25,6	56,1
Provisions pour consommation de capital	47 732	48 532	49 008	49 880	50 624	51 152	45 568	48 788
	2,1	1,7	1,0	1,8	1,5	1,0	7,1	7,1
Transferts nets de capitaux	3 772	3 996	3 288	3 428	3 772	3 776	3 155	3 621
	34,7	5,9	-17,7	4,3	10,0	0,1	4,7	14,8
Moins: Acquisition de capital non financier	131 104	134 736	135 712	134 164	117 724	127 364	128 584	133 929
	-0,9	2,8	0,7	-1,1	-12,3	8,2	11,7	4,2
<b>Prêt net</b>	<b>-48 320</b>	<b>-50 360</b>	<b>-53 540</b>	<b>-33 704</b>	<b>-20 748</b>	<b>-29 400</b>	<b>-57 414</b>	<b>-46 481</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Transactions: actifs financiers</b>	<b>69 308</b>	<b>83 520</b>	<b>52 116</b>	<b>59 640</b>	<b>53 436</b>	<b>71 756</b>	<b>57 594</b>	<b>66 146</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
Argent et dépôts	55 588	123 128	51 912	81 072	69 432	81 320	43 968	77 925
	...	...	...	...	...	...	...	...
Titres de dette canadiens	-4 660	-58 792	-18 244	15 140	-7 560	-5 836	-18 423	-16 639
	...	...	...	...	...	...	...	...
Actions de sociétés et fonds mutuels	4 888	4 664	21 056	-18 808	-8 016	-4 048	2 561	2 950
	...	...	...	...	...	...	...	...
Assurance-vie et rentes	52 468	53 364	30 444	40 532	37 328	43 580	49 239	44 202
	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres actifs financiers	-38 976	-38 844	-33 052	-58 296	-37 748	-43 260	-19 751	-42 292
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Transactions: passif</b>	<b>117 424</b>	<b>133 816</b>	<b>107 304</b>	<b>90 512</b>	<b>71 632</b>	<b>98 932</b>	<b>116 120</b>	<b>112 264</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
Crédit à la consommation	34 752	34 972	30 476	22 260	22 528	26 852	34 365	30 615
	...	...	...	...	...	...	...	...
Emprunts bancaires et autres emprunts	7 048	4 248	10 648	9 060	-1 604	7 108	4 152	7 751
	...	...	...	...	...	...	...	...
Hypothèques	76 728	85 924	70 028	59 620	49 148	64 380	76 269	73 075
	...	...	...	...	...	...	...	...
Comptes à payer	-1 104	8 672	-3 848	-428	1 560	592	1 334	823
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Investissement financier net</b>	<b>-48 116</b>	<b>-50 296</b>	<b>-55 188</b>	<b>-30 872</b>	<b>-18 196</b>	<b>-27 176</b>	<b>-58 526</b>	<b>-46 118</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
Divergence du secteur	-204	-64	1 648	-2 832	-2 552	-2 224	1 112	-363
	...	...	...	...	...	...	...	...

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

2. Somme du revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole et du revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris.

3. Revenu total moins transferts courants aux administrations publiques.

Tableau E.3 Comptes sectoriels - sociétés et entreprises publiques: total[1]

	Premier trimestre de 2008	Deuxième trimestre de 2008	Troisième trimestre de 2008	Quatrième trimestre de 2008	Premier trimestre de 2009	Deuxième trimestre de 2009	2007	2008
Données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
<b>Revenus</b>	<b>409 116</b>	<b>432 400</b>	<b>437 508</b>	<b>363 804</b>	<b>316 644</b>	<b>306 604</b>	<b>397 391</b>	<b>410 707</b>
	-0,1	5,7	1,2	-16,8	-13,0	-3,2	4,6	3,4
Bénéfices des sociétés avant impôts	213 056	229 532	237 708	182 900	147 508	131 168	204 131	215 799
	2,8	7,7	3,6	-23,1	-19,4	-11,1	4,1	5,7
Bénéfices des entreprises publiques avant impôts	16 680	16 936	14 840	13 844	13 172	12 492	15 725	15 575
	7,6	1,5	-12,4	-6,7	-4,9	-5,2	7,9	-1,0
Ajustement de la valeur des stocks	-2 900	-4 016	-7 508	-9 916	1 624	7 676	2 947	-6 085
	...	...	...	...	...	...	...	...
Intérêts, dividendes et recettes diverses[2]	106 832	115 412	118 580	105 088	85 180	85 604	100 371	111 478
	-1,9	8,0	2,7	-11,4	-18,9	0,5	-0,5	11,1
Intérêts sur la dette de consommation	19 580	19 412	19 040	19 220	18 500	18 108	18 663	19 313
	1,4	-0,9	-1,9	0,9	-3,7	-2,1	11,2	3,5
Intérêts sur la dette publique[3]	55 868	55 124	54 848	52 668	50 660	51 556	55 554	54 627
	1,0	-1,3	-0,5	-4,0	-3,8	1,8	1,2	-1,7
<b>Dépenses</b>	<b>295 372</b>	<b>306 592</b>	<b>315 456</b>	<b>290 088</b>	<b>253 744</b>	<b>242 256</b>	<b>292 974</b>	<b>301 877</b>
	-0,7	3,8	2,9	-8,0	-12,5	-4,5	5,0	3,0
Intérêts, dividendes et paiements divers	233 392	239 504	245 708	234 376	208 676	205 768	231 652	238 245
	-1,6	2,6	2,6	-4,6	-11,0	-1,4	5,8	2,8
Impôts directs	59 216	64 120	66 604	52 728	42 540	34 012	57 748	60 667
	3,3	8,3	3,9	-20,8	-19,3	-20,0	4,0	5,1
Autres transferts courants	2 764	2 968	3 144	2 984	2 528	2 476	3 574	2 965
	-11,0	7,4	5,9	-5,1	-15,3	-2,1	-20,6	-17,0
<b>Épargne</b>	<b>113 744</b>	<b>125 808</b>	<b>122 052</b>	<b>73 716</b>	<b>62 900</b>	<b>64 348</b>	<b>104 417</b>	<b>108 830</b>
	1,5	10,6	-3,0	-39,6	-14,7	2,3	3,4	4,2
<b>Épargne brute et transferts de capitaux</b>	<b>240 892</b>	<b>254 440</b>	<b>252 264</b>	<b>207 596</b>	<b>197 864</b>	<b>200 532</b>	<b>229 327</b>	<b>238 798</b>
	0,8	5,6	-0,9	-17,7	-4,7	1,3	3,7	4,1
Épargne	113 744	125 808	122 052	73 716	62 900	64 348	104 417	108 830
	1,5	10,6	-3,0	-39,6	-14,7	2,3	3,4	4,2
Provisions pour consommation de capital	125 264	126 988	128 888	130 312	131 284	132 492	121 634	127 863
	1,4	1,4	1,5	1,1	0,7	0,9	4,5	5,1
Transferts nets de capitaux	1 884	1 644	1 324	3 568	3 680	3 692	3 276	2 105
	-44,6	-12,7	-19,5	169,5	3,1	0,3	-10,4	-35,7
Moins : Acquisition de capital non financier	178 640	185 600	190 888	180 780	153 900	130 980	185 053	183 977
	-6,8	3,9	2,8	-5,3	-14,9	-14,9	4,1	-0,6
<b>Prêt net</b>	<b>62 252</b>	<b>68 840</b>	<b>61 376</b>	<b>26 816</b>	<b>43 964</b>	<b>69 552</b>	<b>44 274</b>	<b>54 821</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Transactions : actifs financiers</b>	<b>654 808</b>	<b>669 344</b>	<b>436 372</b>	<b>778 956</b>	<b>445 972</b>	<b>491 448</b>	<b>696 341</b>	<b>634 870</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
<i>Dont:</i>								
Crédit à la consommation	34 752	34 972	30 476	22 260	22 528	26 852	34 365	30 615
	...	...	...	...	...	...	...	...
Prêts bancaires et autres prêts	60 156	20 436	73 772	56 680	-17 592	-20 812	48 885	52 761
	...	...	...	...	...	...	...	...
Hypothèques	101 288	107 504	88 496	77 324	57 120	85 952	97 856	93 653
	...	...	...	...	...	...	...	...
Effets à court terme	18 880	37 564	5 116	131 436	10 684	-35 788	161	48 249
	...	...	...	...	...	...	...	...
Obligations	76 860	114 756	102 300	265 260	294 364	160 448	91 968	139 794
	...	...	...	...	...	...	...	...
Actions	-6 772	32 640	-26 960	-41 284	67 780	59 844	19 236	-10 594
	...	...	...	...	...	...	...	...
Investissements étrangers	-24 548	7 896	-22 232	-77 048	49 360	-20 712	59 652	-28 983
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Transactions: passif</b>	<b>566 552</b>	<b>602 008</b>	<b>378 072</b>	<b>750 524</b>	<b>395 904</b>	<b>434 608</b>	<b>643 651</b>	<b>574 289</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
<i>Dont :</i>								
Argent et dépôts	71 752	166 008	77 560	89 260	18 724	32 044	172 974	101 145
	...	...	...	...	...	...	...	...
Emprunts bancaires et autres emprunts	51 336	-2 096	48 516	56 028	-35 312	-36 588	58 322	38 446
	...	...	...	...	...	...	...	...
Effets à court terme	10 816	-48 352	-41 236	-16 964	-30 916	-24 224	3 791	-23 934
	...	...	...	...	...	...	...	...
Obligations	88 972	158 672	96 736	159 000	166 944	156 464	95 494	125 845
	...	...	...	...	...	...	...	...
Actions	151 772	102 804	61 732	32 856	88 828	177 100	125 807	87 291
	...	...	...	...	...	...	...	...
Assurance-vie et rentes	48 372	49 160	25 992	36 680	32 724	40 180	44 640	40 051
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Investissement financier net</b>	<b>88 256</b>	<b>67 336</b>	<b>58 300</b>	<b>28 432</b>	<b>50 068</b>	<b>56 840</b>	<b>52 690</b>	<b>60 581</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
Divergence du secteur	-26 004	1 504	3 076	-1 616	-6 104	12 712	-8 416	-5 760
	...	...	...	...	...	...	...	...

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

2. Comprend les intérêts et les dividendes reçus des non-résidents.

3. L'intérêt sur la dette publique passe par le secteur des sociétés aux autres secteurs de l'économie en raison d'un manque d'information sur l'offre et l'emploi des titres de dette des administrations.



Tableau E.4 Comptes sectoriels - administrations publiques[1]

	Premier trimestre de 2008	Deuxième trimestre de 2008	Troisième trimestre de 2008	Quatrième trimestre de 2008	Premier trimestre de 2009	Deuxième trimestre de 2009	2007	2008
Données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
<b>Revenus</b>	<b>632 660</b>	<b>642 976</b>	<b>645 844</b>	<b>622 236</b>	<b>596 204</b>	<b>582 868</b>	<b>623 174</b>	<b>635 929</b>
	0,2	1,6	0,4	-3,7	-4,2	-2,2	5,2	2,0
Impôts sur revenus	261 684	262 336	264 612	253 872	239 912	225 356	255 364	260 626
	1,5	0,2	0,9	-4,1	-5,5	-6,1	8,2	2,1
Cotisations aux régimes d'assurance sociale	71 304	71 188	70 264	70 784	70 420	69 916	70 467	70 885
	0,5	-0,2	-1,3	0,7	-0,5	-0,7	2,5	0,6
Impôts sur production et importations	181 304	182 864	183 200	180 204	177 244	178 168	182 590	181 893
	-2,1	0,9	0,2	-1,6	-1,6	0,5	3,2	-0,4
Autres transferts courants en provenance des particuliers	12 332	12 556	12 700	12 808	11 780	11 888	11 961	12 599
	0,7	1,8	1,1	0,9	-8,0	0,9	6,5	5,3
Revenus de placements	56 664	64 012	64 552	53 324	45 240	45 508	54 337	59 638
	1,9	13,0	0,8	-17,4	-15,2	0,6	2,1	9,8
Ventes de biens et services[2]	49 372	50 020	50 516	51 244	51 608	52 032	48 455	50 288
	-0,1	1,3	1,0	1,4	0,7	0,8	5,1	3,8
<b>Dépenses</b>	<b>606 376</b>	<b>607 524</b>	<b>609 208</b>	<b>617 860</b>	<b>622 636</b>	<b>633 528</b>	<b>580 725</b>	<b>610 242</b>
	2,7	0,2	0,3	1,4	0,8	1,7	5,0	5,1
Dépenses courantes brutes en biens et services[2]	355 840	362 724	365 872	371 392	375 296	380 544	343 231	363 957
	1,8	1,9	0,9	1,5	1,1	1,4	6,2	6,0
Transferts courants	187 220	182 096	180 784	185 904	188 924	193 704	174 042	184 001
	5,0	-2,7	-0,7	2,8	1,6	2,5	4,3	5,7
Intérêts sur la dette publique	63 316	62 704	62 552	60 564	58 416	59 280	63 452	62 284
	0,9	-1,0	-0,2	-3,2	-3,5	1,5	0,7	-1,8
<b>Épargne</b>	<b>26 284</b>	<b>35 452</b>	<b>36 636</b>	<b>4 376</b>	<b>-26 432</b>	<b>-50 660</b>	<b>42 449</b>	<b>25 687</b>
	-35,3	34,9	3,3	-88,1	...	...	8,3	-39,5
<b>Épargne brute et transferts de capitaux</b>	<b>55 236</b>	<b>65 092</b>	<b>67 700</b>	<b>33 368</b>	<b>3 500</b>	<b>-20 496</b>	<b>68 785</b>	<b>55 349</b>
	-18,4	17,8	4,0	-50,7	-89,5	...	8,7	-19,5
Épargne	26 284	35 452	36 636	4 376	-26 432	-50 660	42 449	25 687
	-35,3	34,9	3,3	-88,1	...	...	8,3	-39,5
Provisions pour consommation de capital	29 840	30 516	31 224	31 896	32 532	33 276	28 510	30 869
	2,1	2,3	2,3	2,2	2,0	2,3	7,8	8,3
Transferts nets de capitaux	-888	-876	-160	-2 904	-2 600	-3 112	-2 174	-1 207
	...	...	...	...	...	...	...	...
Moins : Acquisition de capital non financier	49 740	52 188	54 724	56 692	57 620	58 848	44 563	53 336
	6,9	4,9	4,9	3,6	1,6	2,1	10,0	19,7
<b>Prêt net</b>	<b>5 496</b>	<b>12 904</b>	<b>12 976</b>	<b>-23 324</b>	<b>-54 120</b>	<b>-79 344</b>	<b>24 222</b>	<b>2 013</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Transactions : actifs financiers</b>	<b>33 220</b>	<b>72 236</b>	<b>77 636</b>	<b>222 760</b>	<b>166 544</b>	<b>73 372</b>	<b>33 795</b>	<b>101 463</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
Argent et dépôts	8 624	1 008	7 260	81 280	11 484	-29 452	2 116	24 543
	...	...	...	...	...	...	...	...
Prêts	3 548	4 324	2 672	2 448	408	5 268	2 175	3 248
	...	...	...	...	...	...	...	...
Titres canadiens	23 084	22 660	11 228	-6 748	-30 392	35 832	15 481	12 556
	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres actifs financiers	-2 036	44 244	56 476	145 780	185 044	61 724	14 023	61 116
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Transactions: passif</b>	<b>38 536</b>	<b>63 732</b>	<b>67 132</b>	<b>245 596</b>	<b>221 492</b>	<b>156 028</b>	<b>11 136</b>	<b>103 749</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
Emprunts bancaires et autres emprunts	992	1 168	1 504	1 384	3 144	1 068	1 126	1 262
	...	...	...	...	...	...	...	...
Effets à court terme	688	57 068	51 056	213 380	64 424	17 296	-3 043	80 548
	...	...	...	...	...	...	...	...
Obligations	8 520	16 348	2 304	48 476	150 964	100 872	4 713	18 912
	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres passifs	28 336	-10 852	12 268	-17 644	2 960	36 792	8 340	3 027
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Investissement financier net</b>	<b>-5 316</b>	<b>8 504</b>	<b>10 504</b>	<b>-22 836</b>	<b>-54 948</b>	<b>-82 656</b>	<b>22 659</b>	<b>-2 286</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
Divergence du secteur	10 812	4 400	2 472	-488	828	3 312	1 563	4 299
	...	...	...	...	...	...	...	...

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

2. Dans le PIB, les dépenses courantes des administrations sont enregistrées sur une base nette, c'est-à-dire après déduction des ventes de biens et services. Dans les comptes sectoriels des administrations, les ventes de biens et services aux autres secteurs sont montrées séparément sous les revenus, les dépenses courantes sont donc enregistrées sur une base brute, ce qui laisse l'épargne inchangée.

Tableau E.5 Comptes sectoriels - non-résidents[1]

	Premier trimestre de 2008	Deuxième trimestre de 2008	Troisième trimestre de 2008	Quatrième trimestre de 2008	Premier trimestre de 2009	Deuxième trimestre de 2009	2007	2008
Données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
<b>Revenus</b>	<b>589 612</b>	<b>612 652</b>	<b>638 552</b>	<b>633 768</b>	<b>550 156</b>	<b>516 688</b>	<b>588 642</b>	<b>618 646</b>
	0,9	3,9	4,2	-0,7	-13,2	-6,1	3,8	5,1
Ventes de biens (importations)	419 960	440 628	460 104	451 260	384 688	357 444	415 228	442 988
	3,5	4,9	4,4	-1,9	-14,8	-7,1	2,7	6,7
Ventes de services (importations)	91 352	93 816	93 508	96 540	91 912	89 068	89 390	93 804
	-1,9	2,7	-0,3	3,2	-4,8	-3,1	7,2	4,9
Intérêts, dividendes et recettes diverses	67 492	66 300	73 608	74 608	62 740	59 408	72 551	70 502
	-9,0	-1,8	11,0	1,4	-15,9	-5,3	6,1	-2,8
Transferts courants	10 808	11 908	11 332	11 360	10 816	10 768	11 473	11 352
	-4,6	10,2	-4,8	0,2	-4,8	-0,4	4,4	-1,1
<b>Dépenses</b>	<b>608 368</b>	<b>642 872</b>	<b>656 772</b>	<b>601 180</b>	<b>511 900</b>	<b>469 840</b>	<b>597 252</b>	<b>627 298</b>
	3,8	5,7	2,2	-8,5	-14,9	-8,2	1,6	5,0
Achats de biens (exportations)	471 996	505 528	516 588	465 324	387 760	350 580	463 130	489 859
	6,0	7,1	2,2	-9,9	-16,7	-9,6	2,0	5,8
Achats de services (exportations)	71 580	71 944	72 712	73 024	69 164	68 384	71 427	72 315
	0,4	0,5	1,1	0,4	-5,3	-1,1	1,5	1,2
Intérêts, dividendes et paiements divers	55 084	55 124	57 496	51 508	44 560	42 580	53 206	54 803
	-7,7	0,1	4,3	-10,4	-13,5	-4,4	-1,1	3,0
Transferts courants	9 708	10 276	9 976	11 324	10 416	8 296	9 489	10 321
	1,1	5,9	-2,9	13,5	-8,0	-20,4	-0,7	8,8
<b>Épargne</b>	<b>-18 756</b>	<b>-30 220</b>	<b>-18 220</b>	<b>32 588</b>	<b>38 256</b>	<b>46 848</b>	<b>-8 610</b>	<b>-8 652</b>
	...	...	...	...	17,4	22,5	...	...
<b>Épargne brute et transferts de capitaux</b>	<b>-23 524</b>	<b>-34 984</b>	<b>-22 672</b>	<b>28 496</b>	<b>33 404</b>	<b>42 492</b>	<b>-12 867</b>	<b>-13 171</b>
	...	...	...	...	17,2	27,2	...	...
Épargne	-18 756	-30 220	-18 220	32 588	38 256	46 848	-8 610	-8 652
	...	...	...	...	17,4	22,5	...	...
Transferts nets de capitaux	-4 768	-4 764	-4 452	-4 092	-4 852	-4 356	-4 257	-4 519
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Prêt net[2]</b>	<b>-23 524</b>	<b>-34 984</b>	<b>-22 672</b>	<b>28 496</b>	<b>33 404</b>	<b>42 492</b>	<b>-12 867</b>	<b>-13 171</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Transactions : actifs financiers</b>	<b>99 332</b>	<b>63 824</b>	<b>71 948</b>	<b>76 328</b>	<b>81 908</b>	<b>60 268</b>	<b>135 618</b>	<b>77 858</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
Argent et dépôts	-24 556	5 324	16 180	-21 148	17 088	-36 320	12 903	-6 050
	...	...	...	...	...	...	...	...
Prêts	-2 492	2 296	-1 808	4 820	-9 520	2 384	23 466	704
	...	...	...	...	...	...	...	...
Effets à court terme	-9 596	4 588	11 212	35 996	42 512	6 852	-329	10 550
	...	...	...	...	...	...	...	...
Obligations	24 444	76 228	-4 792	-35 908	40 520	92 272	11 279	14 993
	...	...	...	...	...	...	...	...
Actions	5 824	1 616	-10 496	14 040	3 420	2 420	-41 993	2 746
	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres actifs financiers	105 708	-26 228	61 652	78 528	-12 112	-7 340	130 292	54 915
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Transactions : passif</b>	<b>134 156</b>	<b>89 368</b>	<b>85 564</b>	<b>51 052</b>	<b>58 832</b>	<b>7 276</b>	<b>152 441</b>	<b>90 035</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
Réserves officielles	-8 272	7 800	4 440	2 876	-2 460	2 816	4 644	1 711
	...	...	...	...	...	...	...	...
Argent et dépôts	-14 216	20 484	5 868	-5 580	43 940	-13 416	15 248	1 639
	...	...	...	...	...	...	...	...
Emprunts bancaires et autres emprunts	1 836	23 736	13 968	-2 524	7 068	15 252	10 926	9 254
	...	...	...	...	...	...	...	...
Investissements étrangers	-17 616	-14 564	-6 148	-92 912	53 056	-25 260	62 952	-32 810
	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres passifs	172 424	51 912	67 436	149 192	-42 772	27 884	58 671	110 241
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Investissement financier net</b>	<b>-34 824</b>	<b>-25 544</b>	<b>-13 616</b>	<b>25 276</b>	<b>23 076</b>	<b>52 992</b>	<b>-16 823</b>	<b>-12 177</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
Divergence du secteur	11 300	-9 440	-9 056	3 220	10 328	-10 500	3 956	-994
	...	...	...	...	...	...	...	...

- La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.
- Ce compte présente la position des non-résidents en regard de leurs transactions avec les résidents canadiens et ce, pour l'épargne ainsi que le prêt ou l'emprunt net. Conséquemment, le signe de ces agrégats est inversé par rapport à ce qui figure dans la balance des paiements internationaux du Canada.

## Section F

# Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'œuvre

Deuxième trimestre de 2009

La productivité du travail dans les entreprises canadiennes est demeurée inchangée au deuxième trimestre, marquant ainsi le cinquième trimestre consécutif où elle n'a presque pas varié. Le coût unitaire de main-d'œuvre a augmenté de 0,3 % au deuxième trimestre, soit une décélération par rapport aux augmentations de 0,8 % au premier trimestre et de 1,7 % au quatrième trimestre de 2008.

Depuis le deuxième trimestre de 2008, le produit intérieur brut (PIB) réel des entreprises canadiennes a pratiquement évolué au même rythme que les heures travaillées, ce qui a entraîné peu de variations de la productivité au cours des cinq derniers trimestres. Durant cette période, le PIB réel et les heures travaillées ont tous les deux reculé cumulativement de 4,9 %.

Au deuxième trimestre de 2009, la production et les heures travaillées ont toutes les deux décliné de 1,3 %, après avoir diminué de 2,1 % au premier trimestre de l'année.

Un léger redressement de la demande intérieure a entraîné une hausse de la production et de la productivité dans les industries produisant des services, ce qui a contrebalancé le déclin observé dans les industries produisant des biens.

Une reprise dans les commerces de gros et de détail et le secteur financier au deuxième trimestre a permis au secteur des services d'afficher une hausse de 0,6 % de sa productivité, alors que le secteur des biens a affiché une baisse de 0,5 %. Après avoir fortement fléchi au cours des deux trimestres précédents, la productivité dans la fabrication n'a presque pas varié, reculant de 0,1 % au deuxième trimestre.

Les heures travaillées dans le secteur des biens ont diminué pour un quatrième trimestre consécutif, ayant affiché une baisse de 3,2 %. Une réduction des heures travaillées a aussi été observée dans le secteur des services, et ce, pour un cinquième trimestre consécutif, mais elles ont reculé à un rythme beaucoup moins prononcé que dans les biens. Elles ont affiché une baisse de 0,5 % au deuxième trimestre, soit un rythme similaire aux deux trimestres précédents.

La productivité du travail dans les entreprises américaines a augmenté de 1,6 % au deuxième trimestre, soit sa plus forte progression en six ans. Au cours des trois trimestres précédents, la productivité aux États-Unis avait évolué sensiblement au même rythme que celle du Canada.

### Note aux lecteurs

Ce chapitre offre une analyse plus détaillée sur l'évolution comparée de la croissance de la productivité du travail entre le Canada et les États-Unis au cours des dernières années.

Le terme «productivité» réfère ici à la productivité du travail. Pour les besoins de cette analyse, la productivité du travail, le produit intérieur brut (PIB) et le coût unitaire de main-d'œuvre portent uniquement sur le secteur des entreprises.

Les calculs des taux de croissance sur la productivité et ses variables connexes du texte et tableaux ci-dessous sont fondés sur des indices arrondis à la troisième décimale. Sur CANSIM, ces indices sont arrondis à une décimale.

Pour plus de renseignements au sujet du programme de productivité, consultez le nouveau module du Système des comptes économiques nationaux. Vous pouvez aussi obtenir une copie d'une note technique au sujet des estimations trimestrielles de la productivité en envoyant un message à [productivite.mesures@statcan.ca](mailto:productivite.mesures@statcan.ca).

### Révisions

Aux États-Unis, le Bureau of Labor Statistics a récemment procédé à des révisions historiques de leurs estimations de la productivité du travail dans le secteur des entreprises. Les données diffusées aujourd'hui incorporent ces révisions aux données américaines qui ont touché le PIB et les heures travaillées. La plus récente révision pour les quatre dernières années de la productivité et des variables connexes au Canada a été diffusée dans *Le Quotidien* du 16 juin 2009.

**La productivité du travail** est évaluée comme le rapport de la production au facteur main-d'œuvre (heures travaillées). Les estimations trimestrielles de la productivité sont construites à partir des indices en chaîne de type Fisher du PIB, ou de la valeur ajoutée, du secteur des entreprises. La performance de l'économie mesurée par la productivité du travail doit être interprétée avec prudence, puisque ces estimations reflètent les variations d'autres facteurs de production en plus de la croissance de l'efficacité des processus de production.

**La rémunération pour tous les emplois** incorpore tous les paiements en espèces ou en nature versés par les producteurs canadiens aux travailleurs en compensation de leurs services rendus. Cela inclut les salaires et les traitements, le revenu supplémentaire des travailleurs rémunérés ainsi qu'un revenu implicite du travail dans le cas des travailleurs autonomes.

**Le coût unitaire de main-d'œuvre** représente le coût du travail par unité de production. Il est calculé comme étant le rapport de la rémunération du travail à la valeur ajoutée réelle. Il correspond également au ratio de la rémunération par heure travaillée et de la productivité du travail. Le coût unitaire de main-d'œuvre augmentera lorsque la rémunération horaire s'accroîtra plus rapidement que la productivité du travail.

**Le coût unitaire de main-d'œuvre en dollars américains** : Il est égal au ratio du coût unitaire de main-d'œuvre canadien par le taux de change. Ce dernier correspond à la valeur du dollar américain exprimée en dollars canadiens.

Au deuxième trimestre, les coûts de main-d'oeuvre par unité de production exprimés en dollars canadiens ont augmenté de 0,3 % dans les entreprises canadiennes, soit leur plus faible hausse depuis le deuxième trimestre de 2007.

Compte tenu de la quasi-stagnation de la productivité au cours des cinq derniers trimestres, les augmentations du coût unitaire de main-d'oeuvre reflètent essentiellement celles de la rémunération horaire.

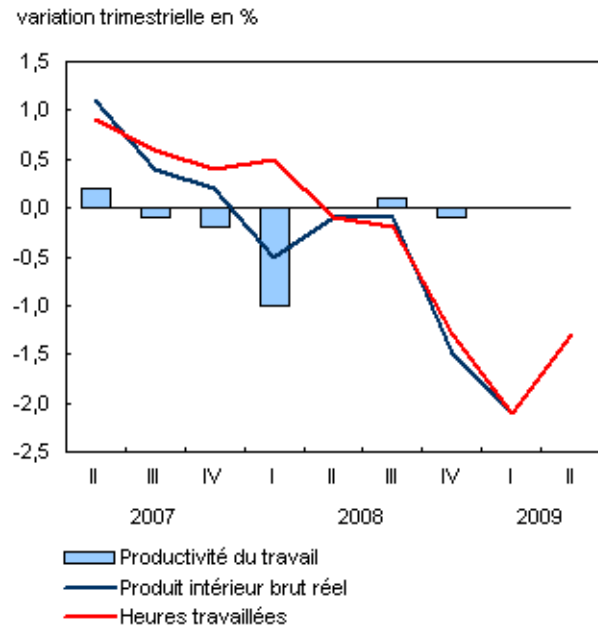
Après cinq trimestres de dépréciation, la valeur du dollar canadien par rapport à la devise américaine a augmenté de 6,7 % au deuxième trimestre. Cela s'est traduit par une hausse de 7,0 % du coût unitaire de main-d'oeuvre canadien exprimé en dollars américains, soit une première augmentation trimestrielle enregistrée depuis le deuxième trimestre de 2008. En comparaison, le coût unitaire de main-d'oeuvre dans les entreprises américaines a baissé de 1,5 % au deuxième trimestre, soit son plus fort déclin en neuf ans.

### Comparaison de la croissance de la productivité entre le Canada et les États-Unis

#### La productivité du travail aux États-Unis a distancé celle du Canada au deuxième trimestre de 2009

En rebondissant de 1,6 % au deuxième trimestre, la productivité du travail dans les entreprises américaines a enregistré sa plus forte progression en six ans. Au cours des trois trimestres précédents, la productivité aux États-Unis avait évolué sensiblement au même rythme que celle du Canada.

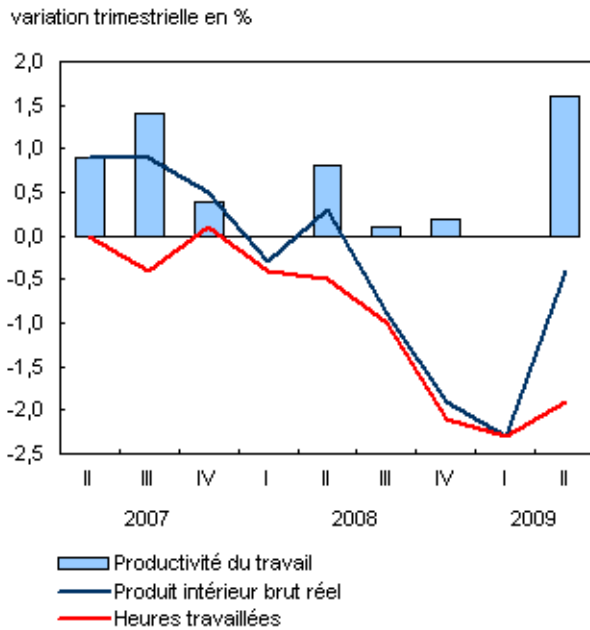
**Graphique F.1**  
**La diminution des heures travaillées est encore identique à celle de la production dans les entreprises canadiennes**



Depuis le deuxième trimestre de 2008, le produit intérieur brut (PIB) réel des entreprises canadiennes a évolué au même rythme que les heures travaillées, ce qui a entraîné l'absence de gains de productivité au cours des cinq derniers trimestres. Durant cette période, le PIB réel et les heures travaillées ont tous les deux reculé cumulativement de 4,9 %.

Au sud de la frontière, le fléchissement de la production réelle a nettement décéléré par rapport au premier trimestre, alors que le rythme de réduction des heures travaillées s'est maintenu, ce qui a favorisé de forts gains de productivité américaine au deuxième trimestre.

**Graphique F.2**  
**Les entreprises américaines ont procédé à une réduction des heures travaillées beaucoup supérieure à celle de la production**



Le net ralentissement de la contraction du PIB réel américain au deuxième trimestre s'explique surtout par la modération du rythme de recul des composantes d'investissement non résidentiel et résidentiel et des exportations.

**La compétitivité des entreprises canadiennes a perdu du terrain au deuxième trimestre**

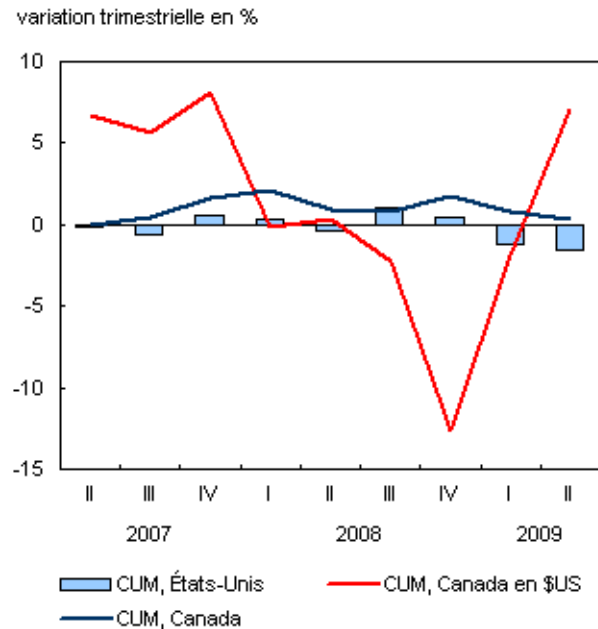
Les coûts de main-d'œuvre par unité de production exprimés en dollars canadiens — un indicateur de pressions inflationnistes — ont augmenté de 0,3 % dans les entreprises canadiennes au deuxième trimestre. Il s'agissait du plus faible taux de croissance depuis le deuxième trimestre de 2007.

Compte tenu de la quasi-stagnation de la productivité au cours des cinq derniers trimestres, les augmentations du coût unitaire de main-d'œuvre reflètent essentiellement celle de la rémunération horaire.

Entraîné à la hausse par l'appréciation de 6,7 % du dollar canadien vis-à-vis de sa contrepartie américaine, le taux de croissance du coût unitaire de main-d'œuvre canadien exprimé en dollars américains s'est élevé à 7,0 % au deuxième trimestre. Au cours des cinq trimestres

précédents, cet indicateur avait connu une baisse de 4,3 % en moyenne par trimestre<sup>1</sup>, le dollar canadien s'étant déprécié à chaque trimestre durant cette période.

**Graphique F.3**  
**Les coûts unitaires de main d'œuvre (CUM) canadiens en dollars américains rebondissent**



Dans les entreprises américaines, le coût unitaire de main-d'œuvre a chuté de 1,5 % au deuxième trimestre, affichant ainsi son plus fort déclin en neuf ans. Cela reflète le gain substantiel de productivité enregistré aux États-Unis, la rémunération horaire versée aux travailleurs américains étant demeurée la même qu'au premier trimestre.

**Même repli de la production dans les deux pays au cours des deux dernières années, mais recul beaucoup plus important des heures aux États-Unis**

Au cours des huit derniers trimestres, les heures travaillées dans les entreprises américaines ont diminué à un rythme équivalant presque au double de celui affiché par les entreprises canadiennes. Pendant cette période, les heures travaillées ont reculé à un taux moyen trimestriel de 1,1 % aux États-Unis, contre 0,6 % au Canada.

Entre-temps, le recul du PIB réel a été semblable des deux côtés de la frontière : 0,7 % par trimestre aux États-Unis et de 0,8 % au Canada.

1. Le taux de croissance trimestriel moyen pour les cinq derniers trimestres est calculé en utilisant les données chronologiques de cinq trimestres, ce qui représente quatre trimestres de croissance. Tous les taux de croissance moyens dans cette étude sont compilés de cette manière, de sorte que la période initiale est comprise dans la série chronologique, mais pas dans le taux de croissance de la période initiale.

### Avec les révisions récentes aux États-Unis, l'écart de productivité demeure élevé, malgré une révision à la baisse en 2008

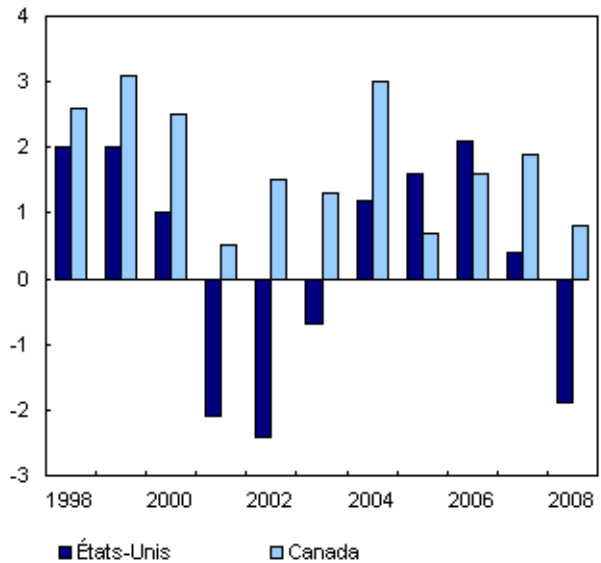
Pour les années les plus récentes, les révisions historiques apportées aux données américaines ont eu pour effet d'augmenter légèrement la croissance de la productivité du travail aux États-Unis en 2007 et de la réduire de 0,8 point de pourcentage en 2008.

Suite à l'incorporation de ces révisions, la croissance annuelle moyenne de la productivité dans les entreprises américaines sur la période de 2004 à 2007 est maintenant de 1,5 % (comparativement à 1,4 % avant révision), soit un taux de croissance comparable à celui enregistré dans les entreprises canadiennes (+1,3 %).

Toutefois, pour 2008, l'année où débute le repli économique, l'écart de croissance de productivité entre les deux pays demeure élevé, même s'il a été fortement révisé à la baisse aux États-Unis. En 2008, l'écart annuel de croissance de la productivité qui était favorable aux États-Unis est passé de 3,8 points de pourcentage avant révision à 3,0 points de pourcentage après révision. Cet écart s'explique surtout par l'évolution très différente des heures travaillées dans les deux pays au cours de cette année.

**Graphique F.4**  
En 2008, les heures travaillées ont continué d'augmenter au Canada, pendant qu'elles ont fortement baissé aux États-Unis

variation en % d'une année à l'autre



De plus, un écart substantiel de croissance annuel moyen de la productivité persiste entre le Canada et les États-Unis durant la période s'étalant de 2000 à 2004 puisque la croissance de la productivité américaine était alors un peu plus de cinq fois plus élevée que celle du Canada.

Pour la période de 2000 à 2008, le taux de croissance annuel moyen de la productivité atteint maintenant 0,7 % au Canada et 2,6 % aux États-Unis. Au cours de cette période, la croissance du PIB réel a été comparable des

**Tableau F.0 Comparaison de la croissance annuelle de la productivité du travail dans le secteur des entreprises avant et après révision**

	Canada		États-Unis	
		variation annuelle en pourcentage	Avant révision	Après révision
1981 à 2008	1,3	2,1	2,1	
1981 à 2000	1,6	1,9	2,0	
2000 à 2008	0,7	2,5	2,6	
2000 à 2004	0,7	3,3	3,6	
2004 à 2007	1,3	1,4	1,5	
2008	-1,1	2,7	1,9	

Source: Les données américaines proviennent du Bureau of Labor Statistics, dans *NEWS*, Productivity and Costs - deuxième trimestre de 2009 qui a paru le 2 septembre.

deux côtés de la frontière, mais le volume d'heures travaillées a augmenté beaucoup plus fortement au Canada.

Plus précisément, la croissance du PIB réel au Canada s'est élevée en moyenne de 2,1 % par an de 2000 à 2008, alors que celle des heures travaillées était de 1,4 %. En comparaison, le PIB réel aux États-Unis a progressé en moyenne de 2,3 %, tandis que les heures travaillées ont reculé de 0,3 % pendant la même période.

Pour les deux dernières décennies (soit de 1981 à 2000), les révisions historiques des données américaines n'ont occasionné presque aucun effet sur les écarts entre le Canada et les États-Unis. Durant cette période, l'écart annuel de croissance de la productivité qui était favorable aux États-Unis est passé de 0,3 point de pourcentage avant révision à 0,4 point de pourcentage après révision.

**Tableau F.1 Secteur des entreprises - productivité du travail et variables connexes pour le Canada et les États-Unis[1, 2]**

	Premier trimestre de 2008	Deuxième trimestre de 2008	Troisième trimestre de 2008	Quatrième trimestre de 2008	Premier trimestre de 2009	Deuxième trimestre de 2009
Désaisonnalisées						
Variation en pourcentage d'un trimestre à l'autre						
<b>Canada</b>						
Productivité du travail	-1,0	-0,0	0,1	-0,1	-0,0	-0,0
PIB réel	-0,5	-0,1	-0,1	-1,5	-2,1	-1,3
Heures travaillées	0,5	-0,1	-0,2	-1,3	-2,1	-1,3
Rémunération horaire	1,1	0,9	0,9	1,5	0,8	0,3
Coût unitaire de main-d'oeuvre	2,1	0,9	0,8	1,7	0,8	0,3
Taux de change[3]	-2,3	-0,6	-3,0	-14,1	-2,7	6,7
Coût unitaire de main-d'oeuvre en \$US	-0,1	0,3	-2,3	-12,6	-1,9	7,0
<b>États-Unis</b>						
Productivité du travail	0,0	0,8	0,1	0,2	0,0	1,6
PIB réel	-0,3	0,3	-0,9	-1,9	-2,3	-0,4
Heures travaillées	-0,4	-0,5	-1,0	-2,1	-2,3	-1,9
Rémunération horaire	0,4	0,4	1,1	0,6	-1,2	0,0
Coût unitaire de main-d'oeuvre	0,3	-0,4	1,0	0,4	-1,2	-1,5
Variation en pourcentage par rapport au même trimestre de l'année précédente						
<b>Canada</b>						
Productivité du travail	-1,1	-1,3	-1,0	-1,0	-0,0	-0,0
PIB réel	1,2	0,0	-0,5	-2,2	-3,8	-4,9
Heures travaillées	2,3	1,4	0,5	-1,2	-3,7	-4,9
Rémunération horaire	3,1	3,8	4,4	4,6	4,2	3,5
Coût unitaire de main-d'oeuvre	4,3	5,2	5,5	5,6	4,2	3,6
Taux de change[3]	16,6	8,7	0,3	-19,0	-19,4	-13,4
Coût unitaire de main-d'oeuvre en \$US	21,7	14,4	5,8	-14,5	-16,0	-10,4
<b>États-Unis</b>						
Productivité du travail	2,7	2,6	1,3	1,1	1,1	1,9
PIB réel	2,0	1,4	-0,5	-2,8	-4,7	-5,3
Heures travaillées	-0,7	-1,2	-1,7	-3,9	-5,7	-7,1
Rémunération horaire	2,9	2,6	2,9	2,5	0,9	0,6
Coût unitaire de main-d'oeuvre	0,2	0,0	1,6	1,4	-0,2	-1,3
Variation en pourcentage par rapport au trimestre précédent au taux annualisé[4]						
<b>Canada</b>						
Productivité du travail	-3,9	-0,0	0,6	-0,6	-0,0	-0,1
PIB réel	-1,9	-0,5	-0,4	-5,8	-8,2	-5,1
Heures travaillées	2,0	-0,4	-0,9	-5,2	-8,2	-5,0
Rémunération horaire	4,6	3,6	3,8	6,3	3,2	1,1
Coût unitaire de main-d'oeuvre	8,8	3,7	3,1	6,9	3,2	1,2
Coût unitaire de main-d'oeuvre en \$US	-0,5	1,3	-8,9	-41,7	-7,3	31,1
<b>États-Unis</b>						
Productivité du travail	0,2	3,1	0,3	0,8	0,2	6,5
PIB réel	-1,3	1,1	-3,7	-7,2	-8,7	-1,4
Heures travaillées	-1,5	-1,9	-4,0	-8,0	-8,9	-7,5
Rémunération horaire	1,5	1,6	4,5	2,6	-4,7	0,2
Coût unitaire de main-d'oeuvre	1,3	-1,5	4,2	1,8	-4,9	-6,0

1. Source: Les données américaines proviennent du "Bureau of Labor Statistics" dans "NEWS", "Productivity and costs".

2. Les calculs des taux de croissance sont fondés sur des indices arrondis à la troisième décimale.

3. Le taux de change correspond à la valeur du dollar canadien exprimée en dollars des États-Unis.

4. La variation au taux annualisé correspond au taux de croissance annuel qui aurait été observé si la croissance du trimestre avait été la même sur l'ensemble de l'année.



**Tableau F.2 Secteur des entreprises - quelques variables associées au marché du travail[1, 2]**

	Premier trimestre de 2008	Deuxième trimestre de 2008	Troisième trimestre de 2008	Quatrième trimestre de 2008	Premier trimestre de 2009	Deuxième trimestre de 2009
Désaisonnalisées						
Variation en pourcentage d'un trimestre à l'autre						
<b>Canada</b>						
Tous les emplois	0,7	0,0	-0,3	-0,7	-1,6	-0,7
Heures travaillées	0,5	-0,1	-0,2	-1,3	-2,1	-1,3
Heures moyennes	-0,2	-0,1	0,1	-0,7	-0,5	-0,6
Part du travail[3]	0,5	-2,0	-0,1	5,9	3,1	0,2
<b>États-Unis</b>						
Tous les emplois	-0,3	-0,4	-0,6	-1,6	-1,8	-1,5
Heures travaillées	-0,4	-0,5	-1,0	-2,1	-2,3	-1,9
Heures moyennes	-0,1	-0,0	-0,4	-0,4	-0,5	-0,5
Part du travail[3]	0,2	-0,7	-0,0	0,7	-1,8	-1,5
Variation en pourcentage par rapport au même trimestre de l'année précédente						
<b>Canada</b>						
Tous les emplois	2,1	1,9	1,2	-0,2	-2,5	-3,2
Heures travaillées	2,3	1,4	0,5	-1,2	-3,7	-4,9
Heures moyennes	0,2	-0,5	-0,6	-0,9	-1,3	-1,7
Part du travail[3]	0,3	-0,8	-1,0	4,3	7,0	9,3
<b>États-Unis</b>						
Tous les emplois	-0,3	-0,8	-1,1	-3,0	-4,4	-5,4
Heures travaillées	-0,7	-1,2	-1,7	-3,9	-5,7	-7,1
Heures moyennes	-0,4	-0,4	-0,6	-0,9	-1,4	-1,8
Part du travail[3]	-1,3	-1,3	-0,3	0,1	-1,8	-2,6
Variation en pourcentage par rapport au trimestre précédent au taux annualisé[4]						
<b>Canada</b>						
Tous les emplois	2,9	0,1	-1,2	-2,7	-6,2	-2,8
Heures travaillées	2,0	-0,4	-0,9	-5,2	-8,2	-5,0
Heures moyennes	-0,9	-0,6	0,3	-2,6	-2,1	-2,2
Part du travail[3]	2,1	-7,6	-0,2	25,6	13,1	0,9
<b>États-Unis</b>						
Tous les emplois	-1,3	-1,8	-2,4	-6,4	-6,9	-5,8
Heures travaillées	-1,5	-1,9	-4,0	-8,0	-8,9	-7,5
Heures moyennes	-0,2	-0,1	-1,6	-1,7	-2,1	-1,8
Part du travail[3]	0,7	-2,9	-0,1	2,7	-6,8	-5,8

1. Source: Les données américaines proviennent du "Bureau of Labor Statistics" dans "NEWS", "Productivity and costs".

2. Les calculs des taux de croissance sont fondés sur des indices arrondis à la troisième décimale.

3. Il s'agit du rapport de la rémunération totale des travailleurs au PIB aux prix du marché en dollars courants.

4. La variation au taux annualisé correspond au taux de croissance annuel qui aurait été observé si la croissance du trimestre avait été la même sur l'ensemble de l'année.

Tableau F.3 Indices de productivité du travail par industrie[1, 2]

	Premier trimestre de 2008	Deuxième trimestre de 2008	Troisième trimestre de 2008	Quatrième trimestre de 2008	Premier trimestre de 2009	Deuxième trimestre de 2009	2007	2008
Calculés à partir de données désaisonnalisées (2002 = 100)								
<b>Secteur des entreprises - biens</b>	<b>100,2</b>	<b>99,8</b>	<b>100,2</b>	<b>100,5</b>	<b>101,6</b>	<b>101,1</b>	<b>103,0</b>	<b>100,2</b>
	-1,6	-0,4	0,5	0,3	1,1	-0,5	0,8	-2,8
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	124,3	127,5	128,4	134,3	134,7	132,3	123,0	128,6
	0,8	2,5	0,7	4,6	0,3	-1,8	-0,8	4,6
Construction	93,8	93,0	92,7	93,6	97,1	98,1	97,1	93,3
	-1,1	-0,9	-0,3	1,0	3,7	1,0	-2,3	-3,9
Fabrication	108,1	108,4	108,6	107,2	105,7	105,6	110,2	108,1
	-2,1	0,3	0,2	-1,4	-1,3	-0,1	2,7	-1,9
<b>Secteur des entreprises - services</b>	<b>107,7</b>	<b>108,0</b>	<b>108,2</b>	<b>107,7</b>	<b>107,2</b>	<b>107,8</b>	<b>107,3</b>	<b>107,9</b>
	-0,1	0,3	0,2	-0,5	-0,5	0,6	0,8	0,5
Commerce de gros	125,9	124,7	122,5	115,8	111,3	113,9	123,6	122,2
	-0,3	-1,0	-1,7	-5,5	-3,9	2,4	3,0	-1,1
Commerce de détail	117,7	118,7	120,0	119,7	118,8	119,5	115,5	119,0
	0,2	0,9	1,1	-0,3	-0,7	0,5	3,9	3,1
Transport et entreposage	97,9	100,9	103,0	102,8	101,7	102,1	100,6	101,2
	-1,7	3,1	2,1	-0,2	-1,1	0,4	-0,8	0,5
Industrie de l'information et industrie culturelle	117,0	115,8	115,6	114,8	115,6	114,2	116,7	115,8
	-2,4	-1,1	-0,1	-0,7	0,7	-1,3	0,7	-0,8
Finance, services immobiliers et gestion d'entreprises	106,2	105,5	103,9	102,5	103,0	104,0	105,7	104,5
	0,4	-0,7	-1,5	-1,3	0,5	1,0	2,4	-1,1
Services professionnels, scientifiques et techniques	99,7	100,2	100,3	100,9	100,4	100,2	100,6	100,3
	0,6	0,5	0,2	0,6	-0,5	-0,1	-1,4	-0,3
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	97,0	96,8	97,5	98,8	99,1	98,6	99,1	97,5
	-1,6	-0,2	0,7	1,4	0,2	-0,5	-0,6	-1,6
Hébergement et services de restauration	100,0	99,3	98,0	97,4	99,5	98,9	98,6	98,7
	-0,5	-0,7	-1,3	-0,7	2,2	-0,6	-1,4	0,0
Autres services commerciaux	104,0	106,3	107,8	110,2	109,5	109,9	103,6	107,1
	1,7	2,2	1,4	2,2	-0,6	0,4	-1,1	3,4

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.
2. Les calculs des taux de croissance sont fondés sur des indices arrondis à la troisième décimale.

Tableau F.4 Indices de coût unitaire de main d'oeuvre par industrie[1, 2]

	Premier trimestre de 2008	Deuxième trimestre de 2008	Troisième trimestre de 2008	Quatrième trimestre de 2008	Premier trimestre de 2009	Deuxième trimestre de 2009	2007	2008
Calculés à partir de données désaisonnalisées, (2002 = 100)								
<b>Secteur des entreprises - biens</b>	<b>125,4</b>	<b>126,2</b>	<b>126,5</b>	<b>129,9</b>	<b>131,1</b>	<b>132,1</b>	<b>119,8</b>	<b>127,0</b>
	<b>2,1</b>	<b>0,6</b>	<b>0,2</b>	<b>2,7</b>	<b>0,9</b>	<b>0,8</b>	<b>4,0</b>	<b>6,0</b>
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	92,2	89,3	91,5	88,9	84,4	82,3	92,3	90,5
	-1,8	-3,2	2,5	-2,8	-5,2	-2,5	4,0	-2,0
Construction	133,9	135,6	136,8	139,6	141,5	142,3	126,5	136,5
	2,6	1,2	0,9	2,1	1,3	0,6	8,3	7,9
Fabrication	111,6	110,5	110,2	114,9	116,6	116,1	108,7	111,8
	1,2	-1,0	-0,2	4,3	1,5	-0,5	0,7	2,9
<b>Secteur des entreprises - services</b>	<b>115,6</b>	<b>116,7</b>	<b>117,7</b>	<b>119,3</b>	<b>120,6</b>	<b>120,4</b>	<b>112,9</b>	<b>117,3</b>
	<b>1,6</b>	<b>0,9</b>	<b>0,9</b>	<b>1,4</b>	<b>1,0</b>	<b>-0,2</b>	<b>3,5</b>	<b>3,9</b>
Commerce de gros	102,9	104,2	106,2	113,3	120,0	117,3	101,4	106,6
	2,8	1,2	1,9	6,7	5,9	-2,3	2,0	5,2
Commerce de détail	107,6	108,5	110,2	111,4	112,3	112,3	106,9	109,4
	0,3	0,9	1,6	1,1	0,8	0,0	0,4	2,4
Transport et entreposage	117,7	118,0	119,5	121,3	124,5	123,6	113,7	119,1
	2,2	0,3	1,2	1,5	2,6	-0,7	3,7	4,8
Industrie de l'information et industrie culturelle	110,0	110,1	110,4	110,6	110,9	112,2	105,4	110,3
	2,9	0,1	0,2	0,2	0,3	1,2	3,1	4,6
Finance, services immobiliers et gestion d'entreprises	120,0	121,7	121,7	122,1	123,8	121,8	117,4	121,4
	1,1	1,4	-0,1	0,4	1,3	-1,6	3,1	3,4
Services professionnels, scientifiques et techniques	120,5	120,6	120,8	124,0	124,0	126,0	115,3	121,5
	2,0	0,1	0,2	2,6	0,0	1,6	4,3	5,3
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	123,9	126,4	128,6	128,4	123,7	123,4	121,9	126,8
	1,9	2,0	1,8	-0,2	-3,6	-0,3	5,8	4,1
Hébergement et services de restauration	128,5	131,2	136,4	134,2	133,7	135,9	125,1	132,6
	1,0	2,1	3,9	-1,6	-0,3	1,6	8,5	6,0
Autres services commerciaux	117,9	117,7	116,9	116,7	117,2	118,9	116,6	117,3
	1,2	-0,1	-0,7	-0,1	0,5	1,4	4,6	0,6

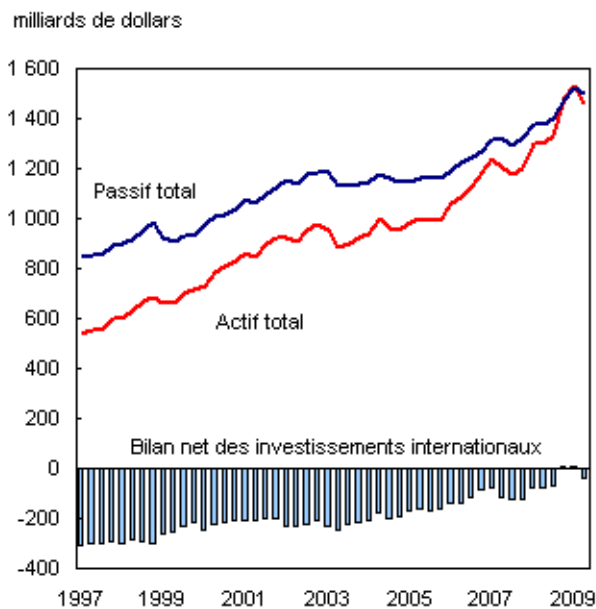
1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.  
 2. Les calculs des taux de croissance sont fondés sur des indices arrondis à la troisième décimale.

## Section G Bilan des investissements internationaux

Deuxième trimestre de 2009

Le Canada a enregistré une dette nette internationale de 34,8 milliards de dollars à la fin du deuxième trimestre, à la suite de deux trimestres de positions d'actif net. La réduction du bilan net d'investissements internationaux de 45,3 milliards de dollars entre le premier trimestre et le deuxième trimestre s'explique surtout par une réévaluation à la baisse de 31,5 milliards de dollars attribuable à la forte appréciation du dollar canadien et par une entrée nette de fonds de l'étranger de 12,1 milliards de dollars liée à un déficit plus important du compte courant. La valeur de l'actif international a fléchi de 4,6 % pendant le trimestre pour atteindre 1 464,3 milliards de dollars, alors que celle du passif international a baissé de 1,6 % pour s'établir à 1 499,2 milliards de dollars.

**Graphique G.1**  
**Bilan des investissements internationaux du Canada**



### La remontée du dollar canadien fait baisser davantage l'actif que le passif international

Au deuxième trimestre, l'instabilité du dollar canadien a continué d'exercer la principale influence sur la valeur de l'actif et du passif internationaux. Le dollar canadien a pris beaucoup de valeur relativement aux autres grandes devises, ce qui contraste fortement avec la dépréciation affichée au trimestre précédent. Au deuxième trimestre, le dollar canadien a gagné 8,5 % par rapport au dollar américain, 5,6 % par rapport au yen japonais et 2,7 % par rapport à l'Euro, alors qu'il perdait 5,4 % par rapport à la livre anglaise. Cela a donné lieu à une baisse de 71,6 milliards de dollars de la valeur de l'actif international libellé en devises étrangères ainsi qu'à une réduction de 40,1 milliards de dollars de la valeur du passif international, dont une partie est libellée en devises étrangères. L'effet global a été une diminution de 31,5 milliards de dollars du bilan net des investissements internationaux du Canada.

### Le passif net de portefeuille s'élargit en ce qui a trait aux investissements des non-résidents dans des titres canadiens

Les opérations courantes ont également contribué à la détérioration du bilan net des investissements internationaux, alors que le passif excédait l'actif de 12,1 milliards de dollars. Les investisseurs non résidents ont ajouté 18,9 milliards de dollars de titres canadiens à leur portefeuille, ayant effectué d'importants achats d'obligations canadiennes au deuxième trimestre. Par ailleurs, les placements canadiens à l'étranger, qui se sont élevés à 6,8 milliards de dollars, étaient bien en deçà des niveaux atteints avant le milieu de 2007. La rentrée nette de fonds étrangers découlant de ces opérations était conforme au déficit plus important du compte courant affiché pendant le trimestre, ce déficit étant le troisième depuis le ralentissement de l'économie au quatrième trimestre de 2008.

#### Note aux lecteurs

Le bilan des investissements internationaux présente la valeur et la composition de l'actif et du passif du Canada envers le reste du monde. Il s'agit de la différence entre cet actif et ce passif étrangers. L'excédent du passif international sur l'actif se traduit par une dette internationale nette du Canada. L'excédent de l'actif international sur le passif est appelé actif international net du Canada. On mesure l'actif et le passif au bilan des investissements internationaux à la valeur comptable, sauf avis contraire. Cette valeur est celle de l'actif et du passif inscrite dans les livres de l'entreprise au sein de laquelle l'investissement est effectué.

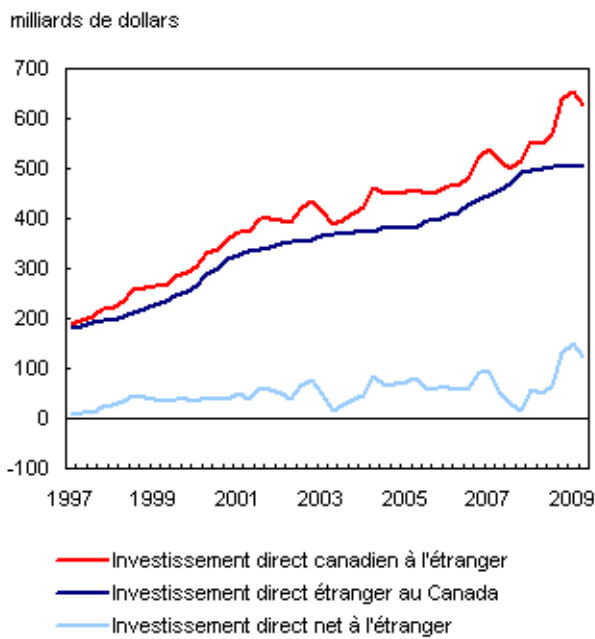
#### Évaluation monétaire

On convertit en dollars canadiens la valeur de l'actif et du passif exprimée en devises étrangères à la fin de chaque période de calcul du bilan. L'actif international du Canada est exprimé en majeure partie en devises étrangères, mais moins de la moitié du passif international du Canada est ainsi libellé. Si le dollar canadien s'apprécie, la réévaluation de l'actif et du passif en dollars canadiens dégage une valeur moindre. Le contraire se vérifie si le dollar canadien perd de la valeur.

### L'actif net des investissements directs se rétrécit à la suite d'une réévaluation de l'actif

L'actif net des investissements directs du Canada s'est rétréci pour s'établir à 121,5 milliards de dollars à la fin du deuxième trimestre. En raison d'une activité minimale des investissements directs, l'effet de réévaluation attribuable à la remontée du dollar canadien a réduit l'actif des investissements directs libellés en devises étrangères. La valeur des investissements directs canadiens à l'étranger a baissé de 28,3 milliards de dollars (-4,3 %) au deuxième trimestre.

#### Graphique G.2 Position d'investissement direct



### Le passif obligataire canadien progresse considérablement pendant le trimestre

Les non-résidents ont poursuivi leurs acquisitions d'obligations canadiennes pendant le trimestre (+30,7 milliards de dollars), tout en faisant grossir leur portefeuille d'actions et de placements dans le marché monétaire. L'effet de réévaluation attribuable à l'appréciation du dollar canadien a fait diminuer de 21,0 milliards de dollars la valeur du passif obligataire canadien libellé en devises étrangères.

Par ailleurs, les investisseurs canadiens ont perdu 21,5 milliards de dollars en raison d'une réévaluation à la baisse des devises étrangères, alors qu'ils ont ajouté 2,1 milliards de dollars à leurs avoirs par le truchement d'acquisitions de titres étrangers au deuxième trimestre.

### L'appréciation du dollar canadien atténue les gains faits sur les marchés boursiers étrangers

On peut aussi calculer le bilan global des investissements internationaux du Canada en établissant la valeur d'actif et de passif selon des investissements de portefeuilles de valeurs mobilières négociables en fonction des prix du marché. Selon cette mesure, le Canada a également généré une dette internationale nette de 3,1 milliards de dollars au deuxième trimestre, comparativement à une position d'actif net au trimestre précédent. L'actif canadien a connu une baisse de 0,5 % pour s'établir à 1 690,1 milliards de dollars, et le passif a augmenté de 1,8 % pour se chiffrer à 1 693,2 milliards de dollars.

Bien que la reprise des marchés boursiers canadiens ait été plus forte que celle des marchés boursiers mondiaux au cours du trimestre, la hausse de la valeur au marché des actions étrangères détenues par des investisseurs canadiens a été plus importante que celle de la valeur des actions canadiennes détenues par les étrangers étant donné la part plus importante d'actif des actions étrangères. Toutefois, la croissance de l'actif d'actions étrangères a été ralentie à la suite d'une perte de 18,2 milliards de dollars attribuable à l'appréciation du dollar canadien pendant le trimestre.

**Tableau G.1 Bilan des investissements internationaux en fin de période**

	Premier trimestre de 2008	Deuxième trimestre de 2008	Troisième trimestre de 2008	Quatrième trimestre de 2008	Premier trimestre de 2009	Deuxième trimestre de 2009	2007	2008
Millions de dollars								
<b>Actif</b>								
Investissements directs canadiens à l'étranger	555 608	550 088	568 596	637 281	654 938	626 630	515 445	637 281
Investissements de portefeuille								
Obligations étrangères	141 800	139 711	137 797	141 909	144 745	136 806	135 371	141 909
<i>Obligations étrangères à la valeur marchande</i>	<i>166 324</i>	<i>161 883</i>	<i>164 597</i>	<i>175 985</i>	<i>176 505</i>	<i>172 412</i>	<i>153 329</i>	<i>175 985</i>
Actions étrangères	245 264	244 486	246 374	278 939	292 695	280 457	226 627	278 939
<i>Actions étrangères à la valeur marchande</i>	<i>574 040</i>	<i>557 225</i>	<i>503 295</i>	<i>451 554</i>	<i>424 309</i>	<i>469 489</i>	<i>603 804</i>	<i>451 554</i>
Marché monétaire étranger	7 637	7 071	6 621	3 488	5 752	5 046	7 511	3 488
<i>Marché monétaire étranger à la valeur marchande</i>	<i>7 671</i>	<i>7 089</i>	<i>6 637</i>	<i>3 501</i>	<i>5 756</i>	<i>5 056</i>	<i>7 548</i>	<i>3 501</i>
Autres investissements								
Prêts	86 535	88 071	83 274	94 527	98 655	97 490	77 274	94 527
Dépôts	177 540	184 474	197 338	225 190	227 557	212 486	157 898	225 190
Réserves internationales officielles	43 589	45 027	45 500	51 364	53 149	50 763	40 593	51 364
<i>Réserves internationales officielles à la valeur marchande</i>	<i>44 198</i>	<i>44 719</i>	<i>45 739</i>	<i>53 436</i>	<i>54 897</i>	<i>51 942</i>	<i>40 724</i>	<i>53 436</i>
Autres actifs	42 359	43 349	46 120	53 473	56 755	54 628	37 925	53 473
Total de l'actif à la valeur comptable	1 300 333	1 302 277	1 331 620	1 486 171	1 534 246	1 464 305	1 198 644	1 486 171
<i>avec l'investissement de portefeuille à la valeur marchande</i>	<i>1 654 275</i>	<i>1 636 898</i>	<i>1 615 596</i>	<i>1 694 947</i>	<i>1 699 372</i>	<i>1 690 133</i>	<i>1 593 947</i>	<i>1 694 947</i>
<b>Passif</b>								
Investissements directs étrangers au Canada	497 947	499 223	503 061	504 864	505 797	505 138	491 287	504 864
Investissements de portefeuille								
Obligations canadiennes	407 159	425 130	426 891	454 085	472 947	483 264	384 652	454 085
<i>Obligations canadiennes à la valeur marchande</i>	<i>430 317</i>	<i>436 512</i>	<i>438 477</i>	<i>467 863</i>	<i>472 360</i>	<i>490 024</i>	<i>399 531</i>	<i>467 863</i>
Actions canadiennes	97 147	99 175	96 722	95 967	97 727	101 478	95 767	95 967
<i>Actions canadiennes à la valeur marchande</i>	<i>361 716</i>	<i>397 595</i>	<i>317 681</i>	<i>241 691</i>	<i>237 090</i>	<i>288 638</i>	<i>370 969</i>	<i>241 691</i>
Marché monétaire canadien	18 772	21 388	23 660	34 906	44 827	44 376	21 999	34 906
<i>Marché monétaire canadien à la valeur marchande</i>	<i>18 939</i>	<i>21 545</i>	<i>23 751</i>	<i>35 036</i>	<i>44 988</i>	<i>44 513</i>	<i>22 211</i>	<i>35 036</i>
Autres investissements								
Emprunts	62 677	56 711	59 312	64 550	64 861	55 210	61 184	64 550
Dépôts	269 175	251 805	261 931	301 156	313 711	286 324	243 518	301 156
Autres passifs	26 427	26 611	26 532	23 921	23 939	23 360	25 952	23 921
Total du passif à la valeur comptable	1 379 303	1 380 044	1 398 109	1 479 450	1 523 809	1 499 150	1 324 359	1 479 450
<i>avec l'investissement de portefeuille à la valeur marchande</i>	<i>1 667 198</i>	<i>1 690 002</i>	<i>1 630 745</i>	<i>1 639 081</i>	<i>1 662 746</i>	<i>1 693 207</i>	<i>1 614 652</i>	<i>1 639 081</i>
<b>Bilan net des investissements internationaux</b>								
à la valeur comptable	-78 971	-77 767	-66 489	6 721	10 437	-34 845	-125 716	6 721
<i>avec l'investissement de portefeuille à la valeur marchande</i>	<i>-12 923</i>	<i>-53 104</i>	<i>-15 149</i>	<i>55 866</i>	<i>36 626</i>	<i>-3 074</i>	<i>-20 705</i>	<i>55 866</i>

## Section H

### Comptes du bilan national

Deuxième trimestre de 2009

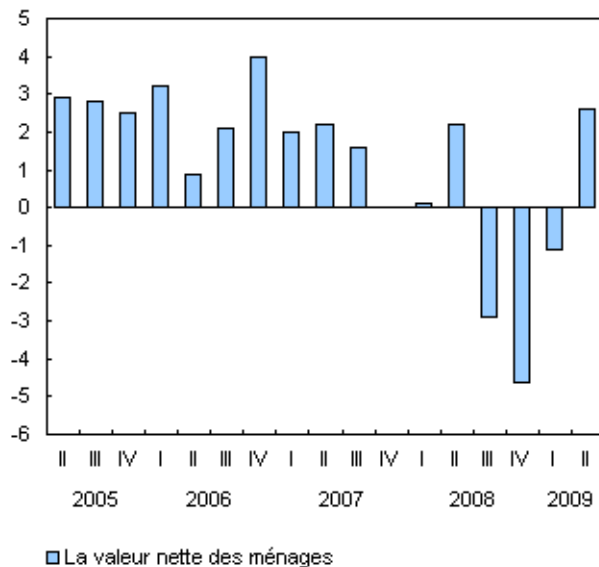
#### La valeur nette des ménages se redresse à la suite de progrès importants sur les marchés boursiers

La valeur nette des ménages a augmenté de 141 milliards de dollars pour atteindre 5,6 billions de dollars au deuxième trimestre, après avoir perdu du terrain au cours des trois trimestres précédents. Les marchés boursiers canadiens ont connu une reprise partielle au deuxième trimestre, l'indice composite Standard and Poor's / Bourse de Toronto ayant progressé de près de 20 %. Cela s'est traduit par un accroissement de la valeur des actifs financiers des ménages (y compris les actions, les fonds communs de placement et les actifs de retraite), lequel a été le principal facteur à l'origine de la hausse de la valeur nette des ménages.

#### Graphique H.1

#### La valeur nette des ménages augmente après trois reculs trimestriels

variation en %, données non désaisonnalisées



La dette du secteur des ménages sur le marché du crédit (le crédit à la consommation, les prêts hypothécaires et les autres prêts) a augmenté plus rapidement qu'au premier trimestre. Cette progression était le résultat d'importants emprunts hypothécaires liés à une recrudescence d'activité sur le marché de la revente de maisons ainsi que d'une hausse du crédit à la consommation reflétant une reprise des achats de véhicules automobiles.

Malgré la croissance de la dette sur le marché du crédit, la dette des ménages en proportion de leur valeur nette a légèrement diminué durant le deuxième trimestre, l'accroissement de la valeur des actifs ayant plus que compensé celui de la valeur des passifs. Les ménages avaient une dette de 24,8 cents par dollar de valeur nette comparativement à 24,9 cents au premier trimestre.

#### La dette nette des administrations publiques continue d'augmenter

La valeur nette du secteur des administrations publiques est demeurée pratiquement inchangée au deuxième trimestre, l'augmentation de la valeur des actifs ayant compensé la hausse de la valeur des passifs.

Au deuxième trimestre, la dette de l'administration fédérale sur le marché du crédit a augmenté de 9,4 milliards de dollars, l'activité d'emprunt ayant été nettement plus faible qu'au cours des deux trimestres précédents. Les fonds obtenus au cours de ces deux trimestres étaient associés à des initiatives ayant trait à la situation de liquidité, dont le Programme d'achat de prêts hypothécaires assurés.

La dette des autres ordres d'administration publique sur le marché du crédit a également augmenté durant le trimestre, en raison d'émissions provinciales importantes d'obligations et de papiers à court terme. Dans l'ensemble, la dette nette totale des administrations publiques (à la valeur comptable) en proportion du produit intérieur brut est passée à 39,8 %, en comparaison de 38,3 % au trimestre précédent et de 36,0 % pendant le même trimestre l'année précédente. Néanmoins, elle est demeurée bien inférieure à la barre des 90 % atteinte au milieu des années 1990.

#### Note aux lecteurs

Les comptes du bilan national regroupent les bilans de tous les secteurs de l'économie, soit le secteur des particuliers et des entreprises individuelles (les ménages), le secteur des sociétés, le secteur des administrations publiques et le secteur des non-résidents. Ils se composent de tous les actifs non financiers des résidents et de toutes les créances et dettes connexes non réglées de tous les secteurs.

La valeur nette nationale est égale au patrimoine national moins la dette extérieure nette (c'est-à-dire l'endettement envers les non-résidents moins la dette de ces derniers à l'égard des Canadiens). Elle constitue la somme de la valeur nette des particuliers et des entreprises individuelles, des sociétés et des administrations publiques.

Les séries trimestrielles, à la valeur comptable et à la valeur marchande, sont offertes à partir du premier trimestre de 1990. Les titres négociables sont exprimés à la valeur du marché, à moins d'indications contraires. Pour obtenir plus de renseignements sur les estimations selon la valeur marchande, consultez la page Estimations du bilan à la valeur marchande de notre site Web.

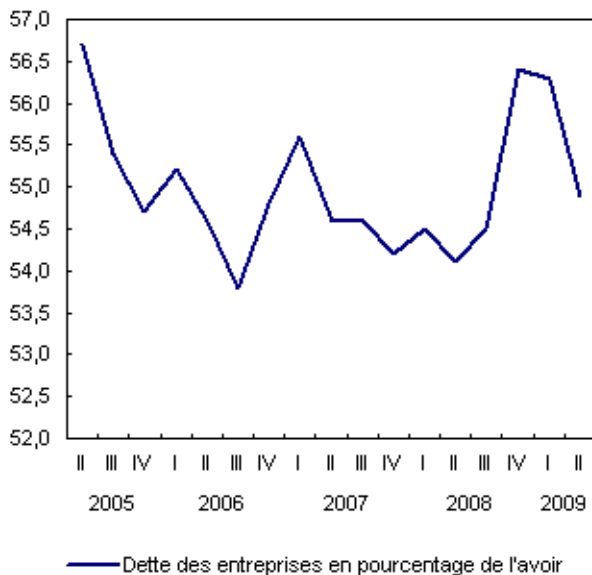
### Le ratio d'endettement des sociétés baisse

Au deuxième trimestre, la valeur nette de l'ensemble du secteur des sociétés a baissé de 208 milliards de dollars, principalement en raison de la hausse sur le marché boursier de la valeur des titres des sociétés détenus par les actionnaires, à laquelle s'est ajoutée la diminution de la valeur des actifs non financiers.

Bien que l'émission d'obligations ait été vigoureuse durant le trimestre, la dette globale des sociétés privées non financières sur le marché du crédit a diminué, en raison d'une réduction de la valeur des prêts et des papiers à court terme. Le ratio d'endettement des sociétés privées non financières sur le marché du crédit a baissé au deuxième trimestre.

**Graphique H.2**  
**L'endettement des sociétés baisse**

données non désaisonnalisées



### La position financière des institutions financières et des investisseurs institutionnels s'améliore

Les investisseurs institutionnels, tels que les régimes de pension en fiducie et les fonds communs de placement, ont vu croître la valeur de leurs titres négociables sous l'effet du redressement partiel des marchés boursiers au deuxième trimestre. Ces progrès ont été atténués par des pertes sur les actifs libellés en devises étrangères survenues en raison d'une appréciation marquée du dollar canadien durant le trimestre. Les institutions financières ont également enregistré une hausse de la valeur de leur portefeuille de prêts, y compris les prêts hypothécaires et le crédit à la consommation, durant le deuxième trimestre.

Les émissions de titres adossés à des créances hypothécaires en circulation en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* ont été nettement plus faibles au deuxième trimestre qu'au trimestre précédent, quand le Programme d'achat de prêts hypothécaires assurés a fait croître le marché de ces titres. Cela s'est traduit par une réduction des achats d'instruments d'emprunt par les institutions financières durant le trimestre.

### Valeur nette nationale

La valeur nette nationale a fléchi de 92,9 milliards de dollars durant la première moitié de 2009, ce qui constitue une baisse pour un deuxième trimestre d'affilée.

La variation de la valeur nette nationale a été le reflet d'une diminution continue de l'épargne nationale et d'un accroissement du déficit de la balance des paiements internationaux, ainsi que des effets d'une réévaluation importante. L'effet de la hausse des marchés boursiers étrangers sur les actifs internationaux des investisseurs institutionnels canadiens a été plus que compensé par celui de la réévaluation à la baisse sur ces mêmes actifs libellés en devises étrangères. Au deuxième trimestre, le Canada a accusé une position nette d'endettement à l'étranger (sur la base de la valeur marchande) qui l'a fait basculer de sa position nette d'avoirs du trimestre précédent.

La valeur nette nationale par habitant est passée de 178 800 \$ au premier trimestre à 176 100 \$ au deuxième trimestre.



**Tableau H.1 Comptes du bilan national**

	Premier trimestre de 2008	Deuxième trimestre de 2008	Troisième trimestre de 2008	Quatrième trimestre de 2008	Premier trimestre de 2009	Deuxième trimestre de 2009	Premier trimestre au deuxième trimestre de 2009
	Valeur marchande, données non désaisonnalisées, milliards de dollars						variation en milliards de dollars
<b>Valeur nette nationale<sup>[1]</sup></b>	<b>5 728</b>	<b>5 792</b>	<b>5 942</b>	<b>6 030</b>	<b>6 005</b>	<b>5 937</b>	<b>-68</b>
	1,5	1,1	2,6	1,5	-0,4	-1,1	...
Patrimoine national <sup>[1]</sup>	5 741	5 845	5 958	5 976	5 970	5 942	-28
	1,4	1,8	1,9	0,3	-0,1	-0,5	...
Dettes nettes extérieures	-13	-53	-15	54	35	-4	-39
<b>Valeur nette nationale, par secteur</b>							
Secteur personnel	5 835	5 964	5 789	5 526	5 463	5 604	141
Secteur des sociétés	-92	-185	153	528	609	401	-208
Secteur des administrations publiques	-16	13	0	-24	-67	-68	-1
	Valeur marchande, données non désaisonnalisées, dollars						variation en dollars
Valeur nette nationale par habitant	172 600	173 900	177 700	180 000	178 800	176 100	-2 700

...n'ayant pas lieu de figurer

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en milliards de dollars. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

Tableau H.2 Bilan national, valeur marchande

	Premier trimestre de 2008	Deuxième trimestre de 2008	Troisième trimestre de 2008	Quatrième trimestre de 2008	Premier trimestre de 2009	Deuxième trimestre de 2009	2007	2008
Millions de dollars en fin de trimestre								
<b>Total des actifs</b>	<b>18 379 749</b>	<b>18 799 725</b>	<b>18 604 458</b>	<b>18 604 618</b>	<b>18 699 715</b>	<b>18 991 425</b>	<b>18 190 275</b>	<b>18 604 618</b>
Actifs non financiers	5 741 043	5 845 006	5 957 590	5 976 420	5 969 993	5 941 585	5 663 316	5 976 420
Immeubles résidentiels	1 607 802	1 635 549	1 663 755	1 663 195	1 653 152	1 645 848	1 589 239	1 663 195
Construction non résidentielle	1 329 622	1 359 817	1 391 466	1 420 814	1 424 328	1 414 895	1 311 897	1 420 814
Machines et matériel	444 811	447 279	447 189	448 022	465 262	461 594	443 560	448 022
Biens de consommation durables	393 391	397 910	398 264	399 969	394 780	402 283	398 226	399 969
Stocks	231 127	230 227	247 746	246 667	240 511	226 814	229 155	246 667
Terrains	1 734 290	1 774 224	1 809 170	1 797 753	1 791 960	1 790 151	1 691 239	1 797 753
Actifs financiers nets	-13 363	-52 640	-15 298	53 922	35 037	-4 117	-20 625	53 922
Actifs financiers	12 638 706	12 954 719	12 646 868	12 628 198	12 729 722	13 049 840	12 526 959	12 628 198
Réserves officielles	43 589	45 027	45 500	51 364	53 149	50 763	40 593	51 364
Or et devises étrangères	41 813	43 168	43 620	48 635	49 978	47 493	38 932	48 635
Position de réserve au FMI	686	788	814	1 522	1 955	2 106	655	1 522
Droits de tirage spéciaux	1 090	1 071	1 066	1 207	1 216	1 164	1 006	1 207
Argent et dépôts bancaires	1 003 692	1 047 967	1 055 328	1 097 686	1 087 864	1 093 744	1 002 860	1 097 686
Autres dépôts	256 481	265 313	268 449	272 732	278 618	284 804	251 605	272 732
Devises et dépôts étrangers	186 834	186 909	203 725	209 540	243 964	228 372	180 424	209 540
Crédit à la consommation	351 027	360 189	369 064	374 505	378 971	386 898	345 571	374 505
Comptes à recevoir	279 492	284 832	286 680	291 145	288 749	288 405	276 500	291 145
Prêts bancaires	278 327	280 082	293 381	307 004	303 064	290 293	272 399	307 004
Autres prêts	233 628	237 317	238 648	244 252	245 543	236 661	226 765	244 252
Effets à court terme, Canada	110 011	123 086	124 570	164 460	172 788	168 926	107 002	164 460
Autres effets à court terme	251 864	238 132	238 399	239 567	196 409	195 167	251 933	239 567
Hypothèques	964 134	991 915	1 017 110	1 037 781	1 046 081	1 068 593	946 442	1 037 781
Obligations fédérales	252 372	252 880	259 776	276 635	304 188	302 435	253 030	276 635
(dont les OÉC)	13 068	13 009	12 953	12 389	12 529	12 689	13 237	12 389
Obligations provinciales	343 826	340 520	344 420	347 670	355 825	363 282	340 969	347 670
Obligations municipales	44 464	44 792	44 598	45 862	47 300	48 224	43 894	45 862
Autres obligations	566 039	580 555	599 895	657 203	707 688	714 639	546 715	657 203
Assurances-vie et rentes	1 446 853	1 473 478	1 412 893	1 348 649	1 333 321	1 382 462	1 467 567	1 348 649
Créances, entreprises privées	1 602 337	1 644 362	1 705 319	1 826 072	1 857 719	1 859 955	1 511 665	1 826 072
Créances, administrations publiques	231 373	244 694	251 562	281 645	312 981	322 268	222 216	281 645
Actions	2 447 714	2 593 672	2 241 728	1 884 376	1 842 257	2 054 677	2 513 142	1 884 376
Investissements étrangers	747 911	726 132	674 514	631 317	608 895	647 267	764 519	631 317
Autres éléments de l'actif	996 738	992 865	971 309	1 038 733	1 064 348	1 062 005	961 148	1 038 733
<b>Passif et valeur nette</b>	<b>18 379 749</b>	<b>18 799 725</b>	<b>18 604 458</b>	<b>18 604 618</b>	<b>18 699 715</b>	<b>18 991 425</b>	<b>18 190 275</b>	<b>18 604 618</b>
Passif	12 652 069	13 007 359	12 662 166	12 574 276	12 694 685	13 053 957	12 547 584	12 574 276
Argent et dépôts bancaires	1 025 233	1 071 026	1 079 571	1 122 754	1 116 022	1 123 390	1 023 402	1 122 754
Autres dépôts	256 481	265 313	268 449	272 732	278 618	284 804	251 605	272 732
Devises et dépôts étrangers	171 712	164 380	186 387	186 845	209 796	183 254	170 648	186 845
Crédit à la consommation	351 027	360 189	369 064	374 505	378 971	386 898	345 571	374 505
Comptes à payer	281 966	286 255	288 573	292 726	291 623	287 957	278 683	292 726
Emprunts bancaires	257 522	258 073	266 490	280 985	277 944	265 290	254 122	280 985
Autres emprunts	248 485	249 400	248 800	250 390	248 430	238 176	243 433	250 390
Effets à court terme, Canada	118 484	132 852	137 119	183 771	201 208	200 868	117 712	183 771
Autres effets à court terme	260 761	248 173	247 124	253 013	210 918	206 422	261 885	253 013
Hypothèques	964 607	992 389	1 017 592	1 038 293	1 046 609	1 069 104	946 908	1 038 293
Obligations fédérales	304 820	304 126	307 294	322 342	354 384	353 446	297 513	322 342
(dont les OÉC)	13 068	13 009	12 953	12 389	12 529	12 689	13 237	12 389
Obligations provinciales	455 498	452 966	458 820	475 390	483 550	495 727	448 475	475 390
Obligations municipales	48 800	49 199	48 870	50 500	51 942	52 922	47 980	50 500
Autres obligations	820 703	842 505	864 647	939 678	989 111	1 009 866	783 985	939 678
Assurances-vie et rentes	1 446 853	1 473 478	1 412 893	1 348 649	1 333 321	1 382 462	1 467 567	1 348 649
Créances, entreprises privées	632 286	637 279	645 705	682 414	697 943	704 837	602 585	682 414
Créances, administrations publiques	231 373	244 694	251 562	281 645	312 981	322 268	222 216	281 645
Actions	3 810 713	4 016 621	3 613 255	3 213 069	3 182 751	3 467 705	3 841 696	3 213 069
Autres éléments du passif	964 745	958 441	949 951	1 004 575	1 028 563	1 018 561	941 598	1 004 575
<b>Valeur nette</b>	<b>5 727 680</b>	<b>5 792 366</b>	<b>5 942 292</b>	<b>6 030 342</b>	<b>6 005 030</b>	<b>5 937 468</b>	<b>5 642 691</b>	<b>6 030 342</b>

Tableau H.3 Tableau sommaire du marché du crédit

	Premier trimestre de 2008	Deuxième trimestre de 2008	Troisième trimestre de 2008	Quatrième trimestre de 2008	Premier trimestre de 2009	Deuxième trimestre de 2009	2007	2008
Millions de dollars en fin de trimestre								
<b>Passif de :</b>								
Particuliers et entreprises individuelles	1 239 195	1 273 365	1 301 946	1 326 337	1 340 116	1 365 650	1 218 003	1 326 337
Crédit à la consommation	351 027	360 189	369 064	374 505	378 971	386 898	345 571	374 505
Emprunts bancaires	32 867	32 792	33 900	35 184	36 283	36 309	32 848	35 184
Autres emprunts	75 330	77 360	75 922	77 466	78 448	78 662	72 819	77 466
Hypothèques	779 971	803 024	823 060	839 182	846 414	863 781	766 765	839 182
Sociétés privées non financières	716 921	726 864	745 056	778 886	782 523	773 133	699 396	778 886
Emprunts bancaires	155 874	156 690	161 760	177 154	174 219	161 255	151 252	177 154
Autres emprunts	71 917	75 732	74 352	72 956	70 116	65 575	79 270	72 956
Autres effets à court terme	70 685	69 410	68 836	66 452	67 919	66 042	62 203	66 452
Hypothèques	167 197	170 777	175 842	180 574	181 882	186 951	162 333	180 574
Obligations	251 248	254 255	264 266	281 750	288 387	293 310	244 338	281 750
Entreprises publiques non financières	64 444	63 306	62 716	63 568	64 336	63 863	64 653	63 568
Emprunts bancaires	2 098	2 282	2 206	2 016	2 043	2 169	2 211	2 016
Autres emprunts	7 107	6 390	6 633	6 688	6 723	6 756	6 188	6 688
Autres effets à court terme	3 397	3 298	3 109	3 079	2 649	2 248	3 518	3 079
Hypothèques	89	93	93	93	90	90	91	93
Obligations fédérales	0	0	0	0	0	0	0	0
Obligations provinciales	49 408	48 898	48 328	49 578	50 733	50 497	50 165	49 578
Obligations municipales	121	121	121	121	121	121	121	121
Autres obligations	2 224	2 224	2 226	1 993	1 977	1 982	2 359	1 993
Administration fédérale	388 658	401 328	400 576	457 628	505 718	515 132	384 078	457 628
Emprunts bancaires	107	107	108	108	53	53	100	108
Autres emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0
Effets à court terme, Canada	118 484	132 852	137 119	183 771	201 208	200 868	117 712	183 771
Obligations fédérales	270 067	268 369	263 349	273 749	304 457	314 211	266 266	273 749
Obligations d'épargne du Canada	13 068	13 009	12 953	12 389	12 529	12 689	13 237	12 389
Autres obligations	256 999	255 360	250 396	261 360	291 928	301 522	253 029	261 360
Autres paliers d'administration publique	437 679	446 053	457 467	480 460	481 005	498 888	437 201	480 460
Emprunts bancaires	5 099	4 942	4 994	5 232	5 982	4 981	4 673	5 232
Autres emprunts	17 291	17 315	17 474	17 618	17 119	18 066	17 068	17 618
Autres effets à court terme	16 684	19 621	25 789	36 212	29 462	33 516	21 375	36 212
Hypothèques	1 839	1 839	1 839	1 839	1 840	1 840	1 839	1 839
Obligations provinciales	345 963	350 680	355 477	367 516	373 594	386 738	341 783	367 516
Obligations municipales	47 002	47 867	48 107	48 258	49 225	49 966	46 647	48 258
Autres obligations	3 801	3 789	3 787	3 785	3 783	3 781	3 816	3 785
Financement total des secteurs non financiers canadiens	2 846 897	2 910 916	2 967 761	3 106 879	3 173 698	3 216 666	2 803 331	3 106 879
Crédit à la consommation	351 027	360 189	369 064	374 505	378 971	386 898	345 571	374 505
Emprunts bancaire	196 045	196 813	202 968	219 694	218 580	204 767	191 084	219 694
Autres emprunts	171 645	176 797	174 381	174 728	172 406	169 059	175 345	174 728
Effets à court terme, Canada	118 484	132 852	137 119	183 771	201 208	200 868	117 712	183 771
Autres effets à court terme	90 766	92 329	97 734	105 743	100 030	101 806	87 096	105 743
Hypothèques	949 096	975 733	1 000 834	1 021 688	1 030 226	1 052 662	931 028	1 021 688
Obligations	969 834	976 203	985 661	1 026 750	1 072 277	1 100 606	955 495	1 026 750
Non-résidents	51 832	55 631	62 978	69 385	71 298	70 201	46 576	69 385
Emprunts bancaires	20 805	22 009	26 891	26 019	25 120	25 003	18 277	26 019
Autres emprunts	31 027	33 622	36 087	43 366	46 178	45 198	28 299	43 366
Hypothèques	0	0	0	0	0	...	0	0
Emprunts totaux à l'exclusion des institutions financières canadiennes	2 898 729	2 966 547	3 030 739	3 176 264	3 244 996	3 286 867	2 849 907	3 176 264
Institutions financières canadiennes	880 729	892 109	906 307	954 086	960 336	965 032	854 107	954 086
Emprunts bancaires	61 477	61 260	63 522	61 291	59 364	60 523	63 038	61 291
Autres emprunts	76 840	72 603	74 419	75 662	76 024	69 117	68 088	75 662
Autres effets à court terme	169 995	155 844	149 390	147 270	110 888	104 616	174 789	147 270
Hypothèques	15 511	16 656	16 758	16 605	16 383	16 442	15 880	16 605
Obligations	556 906	585 746	602 218	653 258	697 677	714 334	532 312	653 258
Total des fonds empruntés = total des fonds offerts	3 779 458	3 858 656	3 937 046	4 130 350	4 205 332	4 251 899	3 704 014	4 130 350
<b>Actif de :</b>								
Particuliers et entreprises individuelles	106 733	102 345	106 973	113 386	104 344	106 293	101 444	113 386
Entreprises non financières	84 668	86 118	85 947	89 857	85 812	82 006	87 932	89 857
Administrations publiques	273 043	276 791	284 976	283 427	276 427	288 914	273 139	283 427
Non-résidents	463 690	484 653	487 350	529 534	557 093	567 042	444 561	529 534
Institutions financières canadiennes	2 873 133	2 929 724	2 992 452	3 133 997	3 203 266	3 229 018	2 818 577	3 133 997